



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 octobre 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 27th, 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS.

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 12840-56)

Art Neon Signs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Jules Royer, C.R., avocat, Fernande Langelier, secrétaire, célibataire, et Louis Lanouette, photographe, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électriques, au néon, ou autres, ainsi que de l'outillage, sous le nom de "Art Neon Signs Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 12840-56)

Art Neon Signs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September 1956, incorporating: Jules Royer, Q.C., advocate, Fernande Langelier, secretary, unmarried, and Louis Lanouette, photographer, all three of Quebec, for the following purposes:

To deal in electric, Neon or other types of signs and advertisement, as well as equipment, under the name of "Art Neon Signs Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12592-56)

Blueridge Plaza Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: John Serrentino, entrepreneur, Mandocia Di Clementi-Serrentino, ménagère, épouse séparée de biens dudit John Serrentino, tous deux de Laval-sur-le-Lac et Pasquale Di Clementi, marchand de Montréal, pour les objets suivants:

Louer et gérer une propriété immobilière portant l'adresse civique 4125 Blueridge Crescent, à Montréal et toutes propriétés immobilières adjacentes, sous le nom de "Blueridge Plaza Company Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6660 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12592-56)

Blueridge Plaza Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: John Serrentino, contractor, Mandocia Di Clementi-Serrentino, housekeeper, wife separate as to property of the said John Serrentino, both of Laval-sur-le-Lac, and Pasquale Di Clementi, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To lease and operate the immoveable property bearing the civic address 4125 Blueridge Crescent in Montreal, and any immoveable property adjacent thereof, under the name of "Blueridge Plaza Company Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and into 50,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 6660 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12817-56)

Blubin Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq septembre 1956, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats et Harry Closner, gérant de crédit, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Blubin Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12817-56)

Blubin Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1956, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Harry Closner, credit manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Blubin Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12008-56)

Canadian Garage Door Opener Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Hyman Baker, Harold Newman et William I. Miller, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants et poseurs de dispositifs électriques et électroniques servant à ouvrir les portes, sous le nom de "Canadian Garage Door Opener Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12008-56)

Canadian Garage Door Opener Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Hyman Baker, Harold Newman, and William I. Miller, all three Advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and installers of electrical and electronic devices to open doors, under the name of "Canadian Garage Door Opener Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12074-56)

**Canadian Hemophilia Society
Société Canadienne de L'Hémophilie**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Bertrand, gérant de production, de Cartierville, Dr Orville F. Denstedt, professeur de bio-chimie, Peter Williamson Gow, ingénieur, Dr Cecil Harris, Dr Albert Royer, Dr Constantine Vitou, tous trois médecins et Frank Schnabel, analyste de recherches, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir les recherches sur l'hémophilie et inciter et aider les individus souffrant de cette maladie à recevoir les traitements et soins médicaux indiqués, sous le nom de "Canadian Hemophilia Society — Société Canadienne de L'Hémophilie".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 5542 avenue Decelles, chambre 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12074-56)

**Canadian Hemophilia Society
Société Canadienne de L'Hémophilie**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Bertrand, production manager, of Cartierville, Dr. Orville F. Denstedt, professor of Bio-Chemistry, Peter Williamson Gow, engineer, Dr. Cecil Harris, Dr. Albert Royer, Dr. Constantine Vitou, all three physicians, and Frank Schnabel, research analyst, all of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote research in Hemophilia and to encourage and assist in the treatment and medical care of sufferers, under the name of "Canadian Hemophilia Society — Société Canadienne de L'Hémophilie".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 5542, Decelles Avenue, Room 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12766-56)

Capri Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq septembre 1956, constituant en corporation: Reuben Spector, Ben Schecter et Dov Kravetz, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général comme grossiste et détaillant le commerce du tricot, sous le nom de "Capri Knitting Mills Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12766-56)

Capri Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1956, incorporating: Reuben Spector, Ben Schecter and Dov Kravetz, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a wholesale and retail knitting business, under the name of "Capri Knitting Mills Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 750 preferred shares of the par value of \$100 each and into 2,500 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 10 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12987-56)

Citta Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1956, constituant en corporation: Hélène Tessier, Isabelle Lemay, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, de Boucherville, toutes trois sténographes, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de construction, sous le nom de "Citta Inc.", avec un capital divisé en 3,000 actions communes sans valeur au pair et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12987-56)

Citta Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September 1956, incorporating: Hélène Tessier, Isabelle Lemay of Montreal, and Rose Aimée Poudrette of Boucherville, all three stenographers, unmarried of full age of majority for the following purposes:

To deal in real estate and building material, under the name of "Citta Inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12804-56)

Clear Lake Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1956, constituant en corporation: Gérard Gendreau, marchand, de Saint-Gédéon, J.-J. Aimé Roy, agent d'assurance, d'Armagh, et G. Octave Poulin, agent d'assurance, de Saint-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, en général, d'un exploitant forestier, marchand de bois propriétaire de moulin à scie, d'usine de préparation de bois ou de moulin à papier, sous le nom de "Clear Lake Lumber Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12836-56)

Comité des Loisirs de Shawinigan Falls Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Gignac, industriel, Léo-J. Bélisle, gérant, et R. Théo Racette, gérant, tous de Shawinigan-Falls, pour les objets suivants:

Organiser des jeux et des concours de tous genres pour les jeunes gens de la cité de Shawinigan-Falls; aider à leur culture sociale, morale et intellectuelle et à leur formation physique, sous le nom de "Comité des Loisirs de Shawinigan Falls Inc."

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers de la corporation sera de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12842-56)

Compagnie J. B. Dugas Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Jean-Baptiste Dugas, entrepreneur, Gaston Bernier, plombier, et Patrick Turgeon, électricien, tous de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur en plomberie, chauffage, électricité, installation de brûleurs à l'huile, ventilation, climatisation, ferblanterie et électronique, sous le nom de "Compagnie J. B. Dugas Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12804-56)

Clear Lake Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1956, incorporating: Gérard Gendreau, merchant, of Saint-Gédéon, J.-J. Aimé Roy, insurance agent of Armagh, and G. Octave Poulin, insurance agent, of Saint-Martin, for the following purposes:

To carry on generally a business dealing in forestry operations, lumber merchant, sawmill proprietor, shop for the preparation of wood or paper mill, under the name of "Clear Lake Lumber Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12836-56)

Comité des Loisirs de Shawinigan Falls Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September 1956, to incorporate without share capital: Jean Paul Gignac, industrialist, Léo-J. Bélisle, manager, and R. Théo Racette, manager, all of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To organize games and competitions of every nature and kind for the youth of the city of Shawinigan Falls; further their social, moral and intellectual culture as well as their physical formation, under the name of "Comité des Loisirs de Shawinigan Falls Inc."

The amount to which the value of the immovables which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12842-56)

Compagnie J. B. Dugas Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: Jean-Baptiste Dugas, contractor, Gaston Bernier, plumber, and Patrick Turgeon, electrician, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on as contractor in plumbing, heating, electricity, in the installation of oil burners, ventilation, air-conditioning, tinsmithing and electronics, under the name of "Compagnie J. B. Dugas Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12858-56)

Darifarm Foods Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: James Evelyn Mitchell, avocat et conseil en loi de la Reine, William Randolph Noble et Pierre-Jacques Guay, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de denrées et produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Darifarm Foods Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12697-56)

Davis Realty & Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1956, constituant en corporation: David Davis, Edward Davis, tous deux manufacturiers, et Bessie Selig Davis, ménagère, épouse séparée de biens de David Davis et ledit David Davis pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de développement, sous le nom de "Davis Realty & Investment Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12598-56)

Deschamps Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1956, constituant en corporation: J. Ludovic Blain, notaire, Madeleine Blain, secrétaire, et Marjolaine Richard Thériault, épouse de J. Marcel Thériault, tous de Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands généraux d'épicerie, sous le nom de "Deschamps Limitée", avec un capital-actions divisé en 2,500 actions sans valeur nominale ou au pair et 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12858-56)

Darifarm Foods Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: James Evelyn Mitchell, advocate and Queen's Counsel, William Randolph Noble and Pierre-Jacques Guay, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food and food products of all kinds, under the name of "Darifarm Foods Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12697-56)

Davis Realty & Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1956, incorporating: David Davis, Edward Davis, both manufacturers, and Bessie Selig Davis, housewife, wife separate as to property of David Davis, and the said David Davis for the purpose of authorizing his wife to these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Davis Realty & Investment Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12598-56)

Deschamps Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1956, incorporating: J.-Ludovic Blain, Notary, Madeleine Blain, Secretary, and Marjolaine Richard Thériault, wife of J.-Marcel Thériault, all of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants of groceries, under the name of "Deschamps Limitée", with a capital stock divided into 2,500 shares having no nominal or par value, and into 7,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera au village de Pointe Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12696-56)

Devon Investments, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, Jean-Jacques Lalonde, avocats, et Paul-Émile Tanguay, gérant de crédit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles pour placement ou investissement, sous le nom de "Devon Investments, Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12466-56)

Eastern Townships Iron and Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Georges-Henri Dureault, avocat et conseil en loi de la Reine. Christiane Rochette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges-Henri Dureault et Rita Nantel, secrétaire, célibataire, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fer, acier et tous métaux et articles similaires, sous le nom de "Eastern Townships Iron and Metal Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à route rurale N° 4, canton de Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12730-56)

Éliane Hat Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1956, constituant en corporation: Saul Tarder, Pincus Tendler, tous deux fabricants et Harry Pinker, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une ou des fabriques de chapeaux pour dames, sous le nom de "Éliane Hat Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at the village of Pointe Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1956.

P. FRENETTE;
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12696-56)

Devon Investments, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Roland-Gérard Lefrançois, Jean Goulet, Jean-Jacques Lalonde, advocates, and Paul-Émile Tanguay, credit manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in immovables for placements or investments, under the name of "Devon Investments, Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common stock of \$100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12466-56)

Eastern Townships Iron and Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: Georges-Henri Dureault, Attorney and Queen's Counsel, Christiane Rochette, housewife, wife separate as to property of the said Georges-Henri Dureault, and Rita Nantel, secretary, single woman, all of Granby, for the following purposes:

To deal in iron, steel and of all metals and similar articles, under the name of "Eastern Townships Iron and Metal Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rural Route No. 4, township of Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12730-56)

Éliane Hat Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1956, incorporating: Saul Tarder, Pincus Tendler, both manufacturers, and Harry Pinker, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a ladies' hat manufacturing plant or plants, under the name of "Éliane Hat Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12707-56)

Elmar Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Charles Oscar Coyle, ingénieur stationnaire, Lucien Morin, notaire, tous deux de Montréal, et Stanley Marston North, surveillant, de Greenfield Park, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits faits en entier ou en partie de métal, bois, caoutchouc et plastique, sous le nom de "Elmar Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12458-56)

Émilien Allard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1956, constituant en corporation: Émilien Allard, industriel, Gaston Allard, comptable, et Thérèse Audet Allard, ménagère, épouse commune en biens d'Émilien Allard, tous de Carleton, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de "Émilien Allard Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton-sur-Mer, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12763-56)

Enomis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Jacques Viger, commis, René Cousineau, avocat, tous deux de Montréal, et Juliette Mailloux, secrétaire, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires et vestimentaires, de produits de toilette, de quincaillerie, de bijouterie et horlogerie, de matériaux de construction et de métaux, sous le nom de "Enomis Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12707-56)

Elmar Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: Charles Oscar Coyle, stationery engine man, Lucien Morin, notary, both of Montreal, and Stanley Marston North, supervisor, of Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in products made in whole or in part of metal, wood, rubber and plastic, under the name of "Elmar Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12458-56)

Émilien Allard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1956, incorporating: Émilien Allard, industrialist, Gaston Allard, accountant, and Thérèse Audet Allard, housewife, wife common as to property of Émilien Allard, all of Carleton, for the following purposes:

To carry on business as a general merchant, under the name of "Émilien Allard Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Carleton-sur-Mer, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12763-56)

Enomis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Jacques Viger, clerk, René Cousineau, advocate, both of Montreal, and Juliette Mailloux, secretary, of Westmount, for the following purposes:

To carry on a business dealing in foodstuffs and clothing, toilet products, hardware, jewellery and watches, building materials and metals, under the name of "Enomis Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12845-56)

Executive Holdings Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Noël Dorion, c.r., avocat, Louis Dorion, avocat, et Jean Bellavance huissier, tous de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de biens immobiliers, sous le nom de "Executive Holdings Incorporated", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132, rue Saint-Jacques, ouest, suite 901, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12845-56)

Executive Holdings Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Noël Dorion, Q.C. advocate, Louis Dorion advocate and Jean Bellavance, bailiff, all of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveable property, under the name of "Executive Holdings Incorporated", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 132 Saint-James St., West, Suite 901, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12857-56)

Forum Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit et Anne Zigkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Forum Service Station Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1410 rue Atwater, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12857-56)

Forum Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, and Anne Zigkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Forum Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1410 Atwater Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12868-56)

Garage Asselin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Sylvio Asselin, garagiste, Patrick Asselin, comptable, et André Asselin, mécanicien, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Asselin & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12868-56)

Garage Asselin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September 1956, incorporating: Sylvio Asselin, garage-keeper, Patrick Asselin, accountant, and André Asselin, mechanic, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Asselin & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12675-56)

Garland Stationery & Coffee Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1956, constituant en corpora-

(A.G. 12675-56)

Garland Stationery & Coffee Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1956, incorporating: Bennie Sla-

tion: Bennie Slabotsky, marchand, d'Outremont, Morris Shubert, restaurateur, de St-Laurent, et Ezra Leithman, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Garland Stationery & Coffee Shop Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12759-56)

**Hôpital Crescent Inc.
Crescent Hospital Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Charles Gagnon, docteur en médecine, Roch Gagnon, étudiant en médecine, tous deux d'Outremont, Roger Gagnon, comptable, et Madeleine Latour-Gagnon, chef d'entreprise épouse dudit Roger Gagnon, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et administrer un hôpital général avec service de médecine, chirurgie, obstétrique, puériculture et pédiatrie, sous le nom de "Hôpital Crescent Inc. — Crescent Hospital Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12850-56)

**Immeubles Clairval Ltée
Clairval Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Cécile Contant, secrétaire, et Mariette Éthier, institutrice, toutes deux filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Immeubles Clairval Ltée — Clairval Realities Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12796-56)

Jay Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corpora-

tion: Bennie Slabotsky, marchand, d'Outremont, Morris Shubert, restaurateur, de St-Laurent, et Ezra Leithman, avocat et Queen's Counsel, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keepers, under the name of "Garland Stationery & Coffee Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12759-56)

**Hôpital Crescent Inc.
Crescent Hospital Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Charles Gagnon, medical doctor, Roch Gagnon, medical student, both of Outremont, Roger Gagnon, accountant, and Madeleine Latour-Gagnon, chief contractor, wife of the said Roger Gagnon, both of Montreal, for the following purposes:

To organize and administer a general hospital with medical, surgical, obstetrical, infant welfare and pediatrics, under the name of "Hôpital Crescent Inc. — Crescent Hospital Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12850-56)

**Immeubles Clairval Ltée
Clairval Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1956, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate, of Repentigny, Cécile Contant, secretary, and Mariette Éthier, teacher, both filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and carry on the business of general contractors, under the name of "Immeubles Clairval Ltée — Clairval Realities Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12796-56)

Jay Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Joseph Lez-

tion: Joseph Leznoff, comptable, Joël Riven, administrateur et Daniel Kingstone, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Négociier des propriétés immobilières, sous le nom de "Jay Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12684-56)

**Jerry Enterprises Co. Ltd.
Les Entreprises Jerry Co. Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Jerry Veillette, Robert-G. Landry, hommes d'affaires, André Gourd, marchand, et Lucien Cliche, avocat, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de biens immobiliers, et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Jerry Enterprises Co. Ltd. — Les Entreprises Jerry Co. Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12656-56)

La Lingerie Airjean Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1956, constituant en corporation: Marie Ange Cloutier-Jean, marchande, veuve de Roland Jean, J. A. Donat Chagnon, notaire, et Suzanne Geoffroy, secrétaire, fille majeure, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de lingerie pour dames et corsetterie, sous le nom de "La Lingerie Airjean Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12849-56)

Lambert Hébert Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation: Lambert Hébert, commerçant, Marthe Beauregard Hébert, ménagère, épouse dudit

noff, accountant, Joël Riven, executive, and Daniel Kingstone, student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal with immoveable properties, under the name of "Jay Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and into 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12684-56)

**Jerry Enterprises Co. Ltd.
Les Entreprises Jerry Co. Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: Jerry Veillette, Robert G. Landry, business men, André Gourd, merchant, and Lucien Cliche, advocate, all of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables, and to carry on business as general contractors in construction, under the name of "Jerry Enterprises Co. Ltd. — Les Entreprises Jerry Co. Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12656-56)

La Lingerie Airjean Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September 1956, incorporating: Marie Ange Cloutier Jean, merchant, widow of Roland Jean, J. A. Donat Chagnon, notary, and Suzanne Geoffroy, secretary, fille majeure, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' lingerie and foundation garments, under the name of "La Lingerie Airjean Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12849-56)

Lambert Hébert Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September 1956, incorporating: Lambert Hébert, merchant, Marthe Beauregard Hébert, housewife, wife of the said Lambert Hébert,

Lambert Hébert, tous deux de Saint-Damase, et L.-Philippe Lafontaine, comptable, de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ventes de volailles, grains, céréales et produits agricoles, sous le nom de "Lambert Hébert Incorporé", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Damase, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12808-56)

Laurenso Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1956, constituant en corporation: François-J. Bastien, comptable agréé, de Saint-Lambert, Alain Voizard, notaire, de Sainte-Adèle-en-Haut, et Gisèle Desroches, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des bâtiments et exercer le commerce des matériaux de construction, sous le nom de "Laurenso Inc.", avec un capital total de \$80,000, divisé en 550 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12698-56)

Laurentien Lefebvre & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Laurentien Lefebvre, marchand, Jeannette Lefebvre, ménagère, épouse dudit Laurentien Lefebvre, et Léo Lefebvre, camionneur, tous de ville LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, peinture, accessoires électriques, accessoires et produits de plomberie, vêtements, mobiliers et ameublements de maison, cigares, tabacs, cigarettes, de tous contenants quelconques, de toutes sortes d'animaux domestiques, aquatiques ou autres, sous le nom de "Laurentien Lefebvre & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 225, rue Smith, ville LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12739-56)

Lausanne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

both of Saint-Damase, and L.-Philippe Lafontaine, accountant, of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of selling poultry, grain, cereals and agricultural products, under the name of "Lambert Hébert Incorporé", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of a par-value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Damase, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12808-56)

Laurenso Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September 1956, incorporating: François J. Bastien, chartered accountant, of Saint Lambert, Alain Voizard, notary, of Saint Adèle-en-Haut, and Gisèle Desroches, secretary, unmarried and of full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings and deal in building materials, under the name of "Laurenso Inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 550 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12698-56)

Laurentien Lefebvre & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: Laurentien Lefebvre, merchant, Jeannette Lefebvre, housewife, wife of the said Laurentien Lefebvre, and Léo Lefebvre, trucker, all of the town of LaSalle, for the following purposes:

To deal in hardware, paints, electrical appliances, plumbers' accessories and products, wearing apparel, furniture and household furniture, cigars, cigarettes, tobacco, in containers of any kind, all sorts of domestic animals, aquatic birds, fish, or other types, under the name of "Laurentien Lefebvre & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 225 Smith Street, town of LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12739-56)

Lausanne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: J.-A. Joli-Cœur, C.R., avocat, de Québec, Dame Édouard Bouthillette, de Lévis, et Denise Dionne, de Sillery, toutes deux sténographes, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijouterie, orfèvrerie, horlogerie, joaillerie, verrerie, poterie, tabagie et d'articles de cuir, sous le nom de "Lausanne Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1290, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12725-56)

**Les Développements Industriels
Chambly Inc.
Chambly Industrial Developments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Rejane Schmidt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Antonio Lamer, de Montréal et Maurice S. Hébert, de Bellevue, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre et transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de développement, sous le nom de "Les Développements Industriels Chambly Inc. — Chambly Industrial Developments Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12807-56)

**Les Développements Ste-Adèle Inc.
St. Adèle Developments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1956, constituant en corporation: François-J. Bastien, comptable agréé, de Saint-Lambert, Alain Voizard, notaire, de Sainte-Adèle-en-Haut, et Gisèle Desroches, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des bâtiments, et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Les Développements Ste-Adèle Inc. — St. Adèle Developments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1956, incorporating: J.-A. Joli-Cœur, Q.C., advocate, of Quebec, Dame Édouard Bouthillette, of Lévis, and Denise Dionne, of Sillery, both stenographers, for the following purposes:

To carry on the business of jewellery, goldsmith's trade, clock and watch-making, glassware, pottery, tobacconist, and articles in leather, under the name of "Lausanne Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1290 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12725-56)

**Les Développements Industriels
Chambly Inc.
Chambly Industrial Developments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Rejane Schmidt, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Antonio Lamer, of Montreal, and Maurice S. Hébert, of Bellevue, all four lawyers, for the following purposes:

To undertake and carry on the business of a land, construction, improvement and development company, under the name of "Les Développements Industriels Chambly Inc. — Chambly Industrial Developments Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12807-56)

**Les Développements Ste-Adèle Inc.
St. Adèle Developments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1956, incorporating: François-J. Bastien, chartered accountant, of Saint-Lambert, Alain Voizard, notary, of Sainte-Adèle-en-Haut, and Gisèle Desroches, secretary, bachelor of full age, of Montreal, for the following purposes:

To construct buildings, and operate a business dealing in buildings materials, under the name of "Les Développements Ste-Adèle Inc. — St. Adèle Developments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12655-56)

Les Immeubles Langlais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Georges-E. Langlais, courtier en immeubles, Madeleine Faucher Langlais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-E. Langlais, et Gérard-F. Lapointe, c.a., tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Langlais Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12655-56)

Les Immeubles Langlais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Georges E. Langlais, real estate broker, Madeleine Faucher Langlais, housewife, wife contractually separate as to property of Georges E. Langlais, and Gérard F. Lapointe, C.A., all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To act as real estate brokers, under the name of "Les Immeubles Langlais Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12848-56)

**Les Pétroles Merit Ltée
Merit Petroleum Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: André Rémillard, distributeur, Madeleine Rémillard, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Rémillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Amédée Beaudoin, gérant, tous de Lennoxville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'huile brute, de l'essence et du gaz naturel et de leurs sous-produits, sous le nom de "Les Pétroles Merit Ltée — Merit Petroleum Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12848-56)

**Les Pétroles Merit Ltée
Merit Petroleum Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1956, incorporating: André Rémillard, distributor, Madeleine Rémillard, housewife, wife separate as to property of the said André Rémillard, and duly authorized by him for the purposes therein, and Amédée Beaudoin, manager, all three of Lennoxville, for the following purposes:

To deal in crude oil, gasoline, natural gas and the by-products thereof, under the name of "Les Pétroles Merit Ltée — Merit Petroleum Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12859-56)

L'Immeuble Rural Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Bernard Chayer, voyageur, de Ville Jacques-Cartier, Arthur Gagnon, plâtrier, et Ludger Labrosse, notaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des lots de terre, vacants ou avec bâtisses, sous le nom de "L'Immeuble Rural Ltée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12859-56)

L'Immeuble Rural Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: Bernard Chayer, traveler, of Ville Jacques-Cartier, Arthur Gagnon, plasterer, and Ludger Labrosse, notary, both of Montreal, for the following purposes:

To acquire, possess, sell, cede and transport, lot of land, vacant or with buildings, under the name of "L'Immeuble Rural Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12700-56)

Louis Champagne Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1956, constituant en corporation: Louis-A. Champagne, menuisier, Flora-May Campeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-A. Champagne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Rosemont, et Charles Campeau, dentiste, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Louis Champagne Incorporé", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12700-56)

Louis Champagne Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1956, incorporating: Louis A. Champagne, joiner, Flora-May Campeau, housewife, wife separate as to property of the said Louis A. Champagne, and duly authorized by him for these present purposes, both of Rosemont, and Charles Campeau, dentist, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business operating as general building contractors, under the name of "Louis Champagne Incorporé", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12997-56)

Louis Laporte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1956, constituant en corporation: Louis Laporte, courtier d'assurance, Claude Chevrier, agent d'assurance, tous deux de Granby, et Joseph Elzéar R. Pépin, secrétaire, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers dans tous les cas d'assurance générale, sous le nom de "Louis Laporte Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12997-56)

Louis Laporte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1956, incorporating: Louis Laporte, insurance broker, Claude Chevrier, insurance agent, both of Granby, and Joseph Elzéar R. Pépin, secretary, of Sherbrooke, for the following purposes:

To act as brokers in all branches of insurance, under the name of "Louis Laporte Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12367-56)

Magasin Labell Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt août 1956, constituant en corporation: Bernard Diamond, Abraham Cohen, Bernard S. Mergler, avocats, de Montréal, Egbert E. Cockerton, avocat, de la paroisse de St-Hubert, Larry Smith, comptable, de St-Laurent et Jason Ruby, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Magasin Labell Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 395 rue Mayor, chambre 307, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12367-56)

Magasin Labell Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1956, incorporating: Bernard Diamond, Abraham Cohen, Bernard S. Mergler, advocates, of Montreal, Egbert E. Cockerton, advocate, of the parish of St. Hubert, Larry Smith, accountant, of St. Laurent, and Jason Ruby, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Magasin Labell Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 395 Mayor Street, Room 307, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12686-56)

Manic Terrazo Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Rosaire Bérubé, avocat, Paul Martin, comptable, et Paula Marmen, député protonotaire, fille majeure, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en terrazzo, marbre, tuile et ciment, sous le nom de "Manic Terrazo Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune, et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Haute-riève, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12686-56)

Manic Terrazo Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1956, incorporating: Rosaire Bérubé, advocate, Paul Martin, accountant, and Paula Marmen, deputy protonotary, fille majeure, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors dealing in terrazzo, marble, tiles and cement, under the name of "Manic Terrazo Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$5 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Haute-riève, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12782-56)

Margot's Woolcraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1956, constituant en corporation: Thérèse Tardif, Thérèse des Rivières, toutes deux sténographes et Rose-Aimée Fleury, comptable, toutes filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires pour hommes femmes et enfants, sous le nom de "Margot's Woolcraft Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(A.G. 12782-56)

Margot's Woolcraft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1956, incorporating: Thérèse Tardif, Thérèse des Rivières, both stenographers, and Rose-Aimée Fleury, accountant, all spinsters, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's wearing apparel, under the name of "Margot's Woolcraft Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12822-56)

Monaco Hôtel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: René Tremblay, aubergiste, Huguette Tremblay, fille majeure usant de ses droits, et Guy Tremblay, électricien, tous de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Monaco Hôtel Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12822-56)

Monaco Hôtel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: René Tremblay, inn-keeper, Huguette Tremblay, of full age in use of her rights, and Guy Tremblay, electrician, all of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Monaco Hôtel Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12583-56)

Mortimer Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12583-56)

Mortimer Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre août 1956, constituant en corporation: David Goodman, de la ville de Hampstead, Melvin Leonard Rothman, de Westmount, tous deux avocats et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mortimer Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12795-56)

Motel Haute Rive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: David Tessier, entrepreneur général, Alfred Haddad, commerçant, et Joseph Brouillette, contremaître, tous trois du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de "Motel Haute Rive Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Haute-ribe, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12199-56)

Montpetit Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Horace Montpetit, marchand, Micheline Montpetit, ménagère, épouse séparée de biens de Claude Bilodeau, tous deux de Montréal, et Gilles Montpetit, vendeur, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Montpetit Finance Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 14,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12604-56)

Mountain Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1956, incorporating: David Goodman, of the town of Hampstead, Melvin Leonard Rothman, of Westmount, both advocates, and Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mortimer Investment Corporation" with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12795-56)

Motel Haute Rive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: David Tessier, general contractor, Alfred Haddad, dealer, and Joseph Brouillette, foreman, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, inns, camps and tourists camps and houses, and summer station, under the name of "Motel Haute Rive Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Haute-ribe, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12199-56)

Montpetit Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1956, incorporating: Horace Montpetit, marchand, Micheline Montpetit, housewife, wife separate as to property of Claude Bilodeau, both of Montreal, and Gilles Montpetit, salesman, of Montreal-North, for the following purposes:

To generally carry on the business of lending money, under the name of "Montpetit Finance Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 8,000 common shares of a par value of \$10 each and 14,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this twelfth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12604-56)

Mountain Meat Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth

du trente août 1956, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marcin Riback, avocats, Élie M. Solomon, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à préparer des produits alimentaires et produits de viandes de toutes sortes, sous le nom de "Mountain Meat Market Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12823-56)

Namen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Placer, acheter et vendre tous titres, obligations, débentures, actions, certificats d'actions ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraine ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement et bons, débentures, titres, certificats d'actions, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ainsi que dans des propriétés immobilières quelconques, sous le nom de "Namen Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12825-56)

Nebra Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre, 1956, constituant en corporation: Avram H. Garmaise, comptable, Maurice Jonathan Garmaise et Mortimer Dolman, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme agents d'immeubles et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Nebra Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12554-56)

Normandie Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

day of August, 1956, incorporating: Jack Lighstone, Marcin Riback, advocates, Élie M. Solomon, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing food products and meat products of all kinds, under the name of "Mountain Meat Market Ltd." with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12823-56)

Namen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irène Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To invest in, buy and sell any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, as well as in immoveable property whatsoever, under the name of "Namen Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12825-56)

Nebra Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1956, incorporating: Avram H. Garmaise, accountant, Maurice Jonathan Garmaise, and Mortimer Dolman, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and to deal in building materials, under the name of "Nebra Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12554-56)

Normandie Securities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Grégoire, Raymond Daoust et Gilles Duguay, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents-courtiers experts, estimateurs et négociateurs en immeubles, sous le nom de "Normandie Securities Limited", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(A.G. 12261-56)

North Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: J.-Odilon Crevier, Yvon Crevier, tous deux commerçants, de Chicoutimi, et L.-Roger Latraverse, courtier, d'Arvida, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de prêts d'argent, sous le nom de "North Finance Corporation", avec un capital total de \$225,000, divisé en 2,250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12787-56)

Pego's (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1956, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, de Westmount, Jacques Guillon, dessinateur industriel Pego MacNaughton, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Guillon, Maurice Coupal, courtier d'assurances, et André Surprenant, avocat, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles, objets, marchandises et matière, sous le nom de "Pego's (Montreal) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune et 100 actions ordinaires de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12657-56)

Prudential Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Jean-Paul Grégoire, Raymond Daoust, and Gilles Duguay, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as broker agents experts, assessors and dealers in immovables, under the name of "Normandie Securities Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12261-56)

North Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1956, incorporating: J.-Odilon Crevier, Yvon Crevier, both merchants, of Chicoutimi, and L. Roger Latraverse, broker, of Arvida, for the following purposes:

To carry on the business of lending money, under the name of "North Finance Corporation", with a total capital stock of \$225,000, divided into 2,250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12787-56)

Pego's (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1956, incorporating: Bernard Nantel, lawyer, of Westmount, Jacques Guillon, Industrial designer, Pego MacNaughton, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Guillon, Maurice Coupal, Insurance Broker, and André Surprenant, lawyer, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and materials, under the name of "Pego's (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 preferred shares of \$20 each and into 100 common shares of \$200 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12657-56)

Prudential Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Adrien R.

Adrien-R. Paquette, avocat, Françoise Frégeau, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Denise Racicot, secrétaire, célibataire, de St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de plation sous le nom de "Prudential Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 10,000 action communes de \$10 chacune et en 18,000 action privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12628-56)

Québec Plastic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Marcel Picard, médecin-vétérinaire, de L'Épiphanie, Roger Poirier, manufacturier, de Rosemère, et Guy Blain, ingénieur professionnel, de Rosemont, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de matière plastique, ainsi que leurs sous-produits, sous le nom de "Québec Plastic Inc.", avec un capital total de \$95,000, divisé en 700 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12742-56)

Radio Technique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: Léopold Grimard, Gérard Laliberté, techniciens, et Gilles Bélanger, avocat, tous de Granby, pour les objets suivants:

Acquérir comme entreprises en cours et continuer tous commerces pour appareils de télévision, radios, phonographes établis à Granby, et plus spécialement celui de Radio Technique Enrg, propriété de Léopold Grimard et Gérard Laliberté, sous le nom de "Radio Technique Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12824-56)

Restaurant Vogue Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Paquette, advocate, Françoise Frégeau, secretary, bachelor, both of Montreal, and Denise Racicot, secretary, bachelor, of St-Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business an investments and administration company under the name of "Prudential Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 18,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12628-56)

Québec Plastic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1956, incorporating: Marcel Picard, veterinary surgeon, of L'Épiphanie, Roger Poirier, manufacturer, of Rosemère, and Guy Blain, professional engineer, of Rosemont, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise into the fabrication of which enters, in whole or in part, plastic substances as well as the by-products thereof, under the name of "Québec Plastic Inc.", with a total capital stock of \$95,000, divided into 700 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12742-56)

Radio Technique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1956, incorporating: Léopold Grimard, Gérard Laliberté, technicians, and Gilles Bélanger, advocate, all of Granby, for the following purposes:

To acquire outstanding businesses and continue to operate those dealing in television and radio sets, phonographs, established at Granby, and more particularly that of Radio Technique Enrg., the property of Léopold Grimard and Gérard Laliberté, under the name of "Radio Technique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12824-56)

Restaurant Vogue Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day

du six septembre 1956, constituant en corporation: Léo Thibault, contracteur, de Québec, Raymond Demers, restaurateur, de Charny, et Marcel Fortin, courtier, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs commerces de restaurant et/ou d'hôtellerie, sous le nom de "Restaurant Vogue Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune, et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12797-56)

Rita Wolfe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Toshiro Nakatsuka, dactylo, fille majeure, John DiMassino, surintendant et Richard DiMassino, opérateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, fourrures, tissus, chapeaux, lingerie et bas, sous le nom de "Rita Wolfe Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12682-56)

Romany Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corporation: John Z. Roman, administrateur d'une industrie de textile, Netty Mol, fille majeure, sténographe, tous deux de Montréal, et Arthur Yanofsky, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "Romany Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12843-56)

Sanitary Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of September, 1956, incorporating: Léo Thibault, contractor, of Québec, Raymond Demers, restaurateur, of Charny, and Marcel Fortin, broker, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate one or more businesses dealing with restaurants and/or hotels, under the name of "Restaurant Vogue Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each, and into 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12797-56)

Rita Wolfe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Toshiro Nakatsuka, typist, spinster of the full age of majority, John DiMassino, superintendent, and Richard DiMassino, operator, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, furs, fabrics, millinery, lingerie and hosiery, under the name of "Rita Wolfe Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12682-56)

Romany Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: John Z. Roman, textile executive, Netty Mol, spinster, stenographer, both of Montreal, and Arthur Yanofsky, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Romany Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000, common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12843-56)

Sanitary Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day

du dix septembre 1956, constituant en corporation: Jos. Thivierge, gérant, Y.-Réal Lord, vendeur, et Thomas-Louis Boudrault, comptable, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et opérer des services d'assainissement ("sanitation"), sous le nom de "Sanitary Contractors Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12737-56)

Selective Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau, secrétaires, filles majeures, et François Lajoie fils, avocat, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de l'exploitation des forêts, d'entrepreneurs forestiers et de marchands de bois, sous le nom de "Selective Lumber Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1425, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12870-56)

Spinning Craft Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation: Marcel Lavallée, de Montréal-Sud, Louis Joyce, de Saint-Laurent, tous deux industriels, et Irène Emond, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie qui consistent à laminier, fondre, filer, polir et ouvrir l'aluminium, le bronze, l'acier, le cuivre, l'étain, le fer et tous autres métaux, sous le nom de "Spinning Craft Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 434, rue Saint-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12830-56)

Star Construction Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1956, constituant en corporation: Melvin Salmon, John L. Liberman, Moses

of September, 1956, incorporating: Jos. Thivierge, manager, Y. Réal Lord, salesman, and Thomas-Louis Boudrault, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on and operate sanitation services, under the name of "Sanitary Contractors Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12737-56)

Selective Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August 1956, incorporating: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau, secretaries, spinster, and François Lajoie, Jr., advocate, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in logging operations, logging contractors and lumber merchants, under the name of "Selective Lumber Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1425 Notre-Dame Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12870-56)

Spinning Craft Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, incorporating: Marcel Lavallée, of Montreal-South, Louis Joyce, of Saint-Laurent, both industrialists, and Irène Emond, secretary of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business and industry which consists in laminating, melting, filing, polishing and working aluminum, bronze, steel, copper, tin, iron and all other metals, under the name of "Spinning Craft Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 434 Saint-Peter St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12830-56)

Star Construction Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1956, incorporating: Melvin Salmon, John L. Liberman, Moses Moscovitch, all

Moscovitch, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Star Construction Services Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 500 rue Deslauriers, cité de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12894-56)

St. Constant Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Abraham Braunstein, Moe Kugler, marchands et Nathaniel Liebman, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, de construction et d'améliorations, sous le nom de "St. Constant Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 204 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12864-56)

Sturdy Steel Products Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation: Benjamin-L. Louis, de Westmount, Edward-S. Berger, tous deux avocats et Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'acier et autres produits métalliques, sous le nom de "Sturdy Steel Products Corporation", avec un capital total de \$12,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12750-56)

Stylemaster Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1956, constituant en corporation: Baruch Pollack, d'Outremont, Isidore Greenbaum, de la ville de Hampstead et Harry Blank, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Star Construction Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 500 Deslauriers street, city of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12894-56)

St. Constant Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Abraham Braunstein, Moe Kugler, merchants, and Nathaniel Liebman, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "St. Constant Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 204, Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12864-56)

Sturdy Steel Products Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, incorporating: Benjamin-L. Louis, of Westmount, Edward-S. Berger, both advocates, and Sureka Wasserman, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in steel and other metal products, under the name of "Sturdy Steel Products Corporation", with a total capital stock of \$12,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12750-56)

Stylemaster Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1956, incorporating: Baruch Pollack, of Outremont, Isidore Greenbaum, of the Town of Hampstead, and Harry Blank of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements pour hommes, dames et enfants, robes, blouses, articles vestimentaires, vêtements de sport et habits de toutes sortes, sous le nom de "Stylemaster Garment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12632-56)

Sun Research Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1956, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, avocats et Pauline Sherman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sun Research Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12851-56)

Télédistribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation: Doris Robert, Jean Marquis, avocats, et Denise Ménard, secrétaire, fille majeure, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exploitation de systèmes de réception commerciale de signaux de télévision, sous le nom de "Télédistribution Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12827-56)

The Wholesale Butchers Guild of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel Alboim, Israël Felgar, Philip Polonsky, bouchers grossistes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser et promouvoir le bien-être et les meilleurs intérêts de ses membres exerçant le commerce de bouchers grossistes et marchands de viandes et de troupeaux, sous le nom de "The Wholesale Butchers Guild of Montreal".

To manufacture and deal in Men's, Ladies' and childrens' wear, dresses, blouses, garments, sportswear and clothing of every kind, under the name of "Stylemaster Garment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12632-56)

Sun Research Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1956, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, advocates, and Pauline Sherman, secretary, of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sun Research Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and into 9,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12851-56)

Télédistribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1956, incorporating: Doris Robert, Jean Marquis, advocates, and Denise Ménard, secretary, of full age, all of Granby, for the following purposes:

The operation of commercial receiving systems of television signals, under the name of "Télédistribution Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12827-56)

The Wholesale Butchers Guild of Montreal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Samuel Alboim, Israël Felgar, Philip Polonsky, Wholesale butchers, all three of Montreal, for the following purposes:

To foster and promote the welfare and best interests of its members engaged in the business of wholesale butchers and dealers in meat and cattle, under the name of "The Wholesale Butchers Guild of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12869-56)

Théode Robidoux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: Théode Robidoux, entrepreneur, de Yamaska-Est, Jules-E. Frappier, entrepreneur, de Sorel, Roland Comtois, courtier d'assurance, de Belœil, et Charles-E. Poirier, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Opérations de dragage; construction, modification, amélioration et réparation de chalands, dragues, quais, jetées, entrepôts, remorqueurs et commerce en général d'outillage et de matériaux nécessaires à ces fins, sous le nom de "Théode Robidoux Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Yamaska-Est, comté de Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12678-56)

Trans-Act. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1956, constituant en corporation: Emé. Lacroix, C.R., de Ville Mont-Royal, Jacques Viau, C.R., de Lachine, et Armand Poupart, fils, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Trans-Act. Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12241-56)

Trans-Quebec Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Richard Gagnon, commerçant, Philippe Lagacé, garagiste, et Marie-Rose Bouchard Faucher, ménagère, veuve d'Eugène Faucher, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12869-56)

Théode Robidoux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September 1956, incorporating: Théode Robidoux, contractor, of Yamaska-East, Jules E. Frappier, contractor, of Sorel, Roland Comtois, insurance broker, of Belœil, and Charles E. Poirier, notary, of Montreal, for the following purposes:

Dredging operations; building, altering, improving and repairing of barges, dredgers, piers, jetties, warehouses, tow-boats and generally deal in equipment and materials required for said purposes, under the name of "Théode Robidoux Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Yamaska-East, county of Yamaska, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12678-56)

Trans-Act. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1956, incorporating: Emé. Lacroix, Q.C., of the town of Mount-Royal, Jacques Viau, Q.C., of Lachine, and Armand Poupart, son, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Trans-Act. Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 700 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12241-56)

Trans-Quebec Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Richard Gagnon, dealer, Philippe Lagacé, garage-keeper, and Marie-Rose Bouchard Faucher, housewife, widow of Eugène Faucher, all of Jonquière, for the following purposes:

Exercer le commerce général d'agent de finance ou de prêteur d'argent, sous le nom de "Trans-Quebec Finance Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12913-56)

United Surgical Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Isabelle Lemay, Hélène Tessier, toutes deux sténographes, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, toutes filles-majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'accessoires, fournitures et articles divers scientifiques, sous le nom de "United Surgical Supplies Ltd.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12986-56)

Urbania Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1956, constituant en corporation: Stephen clerk, avocat, de St-Hilaire, Hélène Tessier, Isabelle Lemay, sténographes, Bernade Charette, comptable, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, toutes quatre célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Urbania Inc.", avec capital divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12612-56)

**Valmor Chibougamau Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1956, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, procureur, Vincent M. O'Byrne, éditeur, tous deux de Montréal et James Crawford Brown, administrateur de mines, de Dorval, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les né-

To carry on a general business as financial agent or money-lender, under the name of "Trans-Quebec Finance Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 1,000 common shares of \$100, each, and into 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12913-56)

United Surgical Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Isabelle Lemay, Hélène Tessier, both Stenographers, of Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, all Spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in scientific supplies, equipment and sundries, under the name of "United Surgical Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12986-56)

Urbania Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September 1956, incorporating: Stephen clerk, advocate, of St. Hilaire, Hélène Tessier, Isabelle Lemay, stenographer, Bernade Charette, accountant of Montreal, and Rose Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, all four unmarried and of full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of an investment Company, under the name of "Urbania Inc.", with a capital stock divided into 5,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12612-56)

**Valmor Chibougamau Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1956, incorporating: Ernest Lafontaine, barrister, Vincent M. O'Byrne, publisher, both of Montreal, and James Crawford Brown, mining executive, of Dorval, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of

gocier, sous le nom de "Valmor Chibougamau Mining Company Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12800-56)

Wash-A-Matic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1956, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de buanderie, sous le nom de "Wash-A-Matic Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12799-56)

**Wonder Metals Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1956, constituant en corporation: Jean LeBret, administrateur de mines, de la ville de St-Siméon, Léo O. L'Espérance, avocat et Samuel J. Smiley, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Wonder Metals Mines Ltd.", (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 10773-56)

Your Valet & Tailor, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1956, constituant en corpora-

"Valmor Chibougamau Mining Company Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12800-56)

Wash-A-Matic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1956, incorporating: Jack B. Bobrove, Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general laundry business, under the name of "Wash-A-Matic Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and into 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12799-56)

**Wonder Metals Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1956, incorporating: Jean LeBret, mining executive, of the town of St. Siméon, Léo O. L'Espérance, advocate, and Samuel J. Smiley, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and to deal with the same, under the name of "Wonder Metals Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10773-56)

Your Valet & Tailor, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1956, incorporating: Royal Ernest

tion: Royal Ernest Carl Werry, avocat et conseil en loi de la Reine, Lepha Clogg Robertson, secrétaire, veuve, tous deux de Westmount, William Sanville Aaron, étudiant en droit, de St-Laurent et Joseph Helal, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Your Valet & Tailor, Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

(P.G. 12556-56)

Yval Simon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1956, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Roland Savignac, notaire, de Montréal, et Jean Tellier, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métal-l'c, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et tous leurs sous-produits, sous le nom de "Yval Simon Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 857, rue Ste-Hélène, Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12776-56)

960 Victoria Square Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août, 1956, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Edmond Jodoin, huissier, et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Détenir une propriété immobilière à des fins de placements, sous le nom de "960 Victoria Square Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456 P. FRENETTE.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12265-56)

Château Ste-Rose Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Carl Werry, advocate and Queen's Counsel, Lepha Clogg Robertson, secretary, widow, both of Westmount, William Sanville Aaron, student at law, of St. Laurent, and Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Your Valet & Tailor, Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12556-56)

Yval Simon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August 1956, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, Roland Savignac, notary, of Montreal, and Jean Tellier, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made up, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, and all the by-products thereof, under the name of "Yval Simon Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 900 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 857 St. Hélène Street, Montreal-South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12776-56)

960 Victoria Square Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Edmond Jodoin, Bailiff, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To hold an immoveable property for the purpose of investment, under the name of "960 Victoria Square Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43456-o Acting Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12265-56)

Château Ste-Rose Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt juillet 1956, à la compagnie "Château Ste-Rose Limitée", réduisant son capital de \$450,000 à \$170,000: le capital-actions annulé étant divisé en 2,800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12359-56)

Holland America Line (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du premier août 1956, à la compagnie "Holland America Line (Canada) Limited", modifiant certaine disposition de ses lettres patentes supplémentaires du 2 juin 1955.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

(P.G. 12354-56)

Industrial Builders Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois juillet 1956, à la compagnie "Industrial Builders Limited", étendant ses pouvoirs à celui du commerce de propriétés immobilières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
34356-o P. FRENETTE.

(P.G. 12285-56)

John Breakey Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente juillet 1956, à la compagnie "John Breakey Limited", réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43456-o P. FRENETTE.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July twentieth 1956, to the company "Château Ste-Rose Ltée", reducing its capital stock from \$450,000 to \$170,000: the capital stock shares cancelled being divided into 2,800 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12359-56)

Holland America Line (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, dated the first day of August 1956, to the company "Holland America Line (Canada) Limited", modifying certain provisions of its supplementary letters patent dated June 2nd, 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12354-56)

Industrial Builders Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of July 1956, to the company "Industrial Builders Limited", extending its powers to that of dealing in real estate.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12285-56)

John Breakey Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July thirtieth, 1956, to the company "John Breakey Limited", reducing its capital stock: the capital stock shares cancelled being divided into 1,500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1956.

P. FRENETTE,
43456 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Les Syndics de la Paroisse de Saint-Sixte dans la municipalité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels et pour autres buts.

Montréal, ce premier jour d'octobre, mil neuf cent cinquante-six.

Les Procureurs des requérants,
43322-40-4 HENRI S. BEAULIEU.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that The Trustees of the Parish of Saint-Sixte in the Municipality of Saint-Laurent, district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order that a certain special act be adopted authorizing them to prepare certain acts of annual assessments and for other purposes.

Montreal, the first day of October, one thousand nine hundred and fifty-six.

HENRI S. BEAULIEU,
43322-40-4 Attorney for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que Eileen Mary White, de la cité de Québec, veuve de feu Douglas Watson Ogilvie, de son vivant de la cité de Montréal, courtier en immeubles, John Douglas Ogilvie, de Sydney, Ile de Vancouver et Lorne Frederick Wilson Ogilvie, de l'Ile Bigras, dans la province de Québec, agent de change, étant les seuls légataires survivants en vertu du testament dudit feu Douglas Watson Ogilvie, et Montreal Trust Company et ladite Eileen Mary White, les seuls exécuteurs dudit testament, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant lesdits exécuteur à faire, à l'occasion, des avances à même le capital de la succession dudit feu Douglas Watson Ogilvie auxdits légataires ou à l'un ou l'autre d'entre eux.

Montréal, le 28 septembre 1956.

Les Procureurs des requérants,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
43321-40-4-o CATE, OGILVY & BISHOP.

Notice is hereby given that Eileen Mary White, of the City of Quebec, widow of the late Douglas Watson Ogilvie, in his lifetime of the city of Montreal, Real Estate agent, John Douglas Ogilvie, of Sydney, Vancouver Island, and Lorne Frederick Wilson Ogilvie, of Ile Bigras, Province of Quebec, Stockbroker, being the sole surviving legatees under the will of the said late Douglas Watson Ogilvie, and Montreal Trust Company and the said Eileen Mary White, the sole Executors of said will, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the adoption of an Act to empower said Executors to make advances from time to time out of the capital of the estate of the said late Douglas Watson Ogilvie to said legatees or any of them.

Montreal, September 28th, 1956.

McMICHAEL COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP,
43321-40-4-o Attorneys for the petitioners

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", corps politique et incorporé, ayant son siège social à Ville St-Laurent, dans la district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une Loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la Succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion Sœur Marie de St-David.

Montréal, le 5 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
ALPHONSE L. PATENAUE, C.R.
ALPHONSE L. PATENAUE, C.R.
Avocat,
Suite 710-712,
159 Craig ouest,
Montréal (1), Qué. 43365-41-4-o

Public notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", a body politic and corporate, having its Head Office in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act giving full ownership and full right of disposal of the assets of the late Marie-Ida Grenier, in religion Sister Marie de St. David.

Montreal, October 5th, 1956.

ALPHONSE L. PATENAUE, Q.C.
Solicitor for Applicant.
ALPHONSE L. PATENAUE, Q.C.,
Barrister & Solicitor,
Suite 710-712,
159 Craig St. West,
Montreal (1), Qué. 43365-41-4-o

Avis est par les présentes données que les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, une corporation ayant son siège social au village de Saint-Sauveur des Monts, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour se faire déclarer propriétaires absolus et sans conditions des lots N° 1 et N° 2 de la subdivision officielle du lot originaire N° 365 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts.

Saint-Jérôme, ce 3 octobre 1956.

Les Procureurs des Curé et Marguilliers
de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse
de Saint-Sauveur des Monts.
De MARTIGNY & MARCHESSAULT.
43366-41-4-o

Notice is hereby given that the Pastor and Churchwardens of the Fabric Fund of the parish of Saint-Sauveur des Monts, a corporation having its Head office in the village of Saint-Sauveur des Monts, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to be declared absolute proprietors and without conditions, of lots No. 1 and No. 2 of the official subdivision of the original lot No. 365, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Sauveur des Monts.

Saint-Jérôme, October 3rd, 1956.

De MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the Pastor and Churchwardens
of the Fabric Fund of the Parish
of Saint-Sauveur des Monts.
43366-41-4

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte:

a) Pour annexer un territoire de la corporation municipale du Canton de Chicoutimi, selon une entente acceptée par celle-ci et la cité de Chicoutimi.

b) Pour être soustraite à l'application de l'article 52 du Code Municipal.

c) Pour amender, quant à elle, l'article 64, de la Loi des Cités et Villes, chapitre 233, S.R.Q. 1941, afin que l'expression "rémunération" soit

Public notice, is hereby given that the city of Chicoutimi, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act amending his charter:

a) To annex a territory of the Municipal Corporation of the township of Chicoutimi, in accordance with an agreement accepted by the later and the City of Chicoutimi.

b) To be exempted from the application of article 52 of the Municipal Code.

c) To amend, for itself, section 64, of the Cities and Towns act, R.S.Q. 1941, chapter 233, so as the term "remuneration" be replaced by

changée par les mots suivants "frais de représentation".

d) Pour amender, quand à elle, l'article 173, de la Loi des Cités et Villes, afin de fixer à trois ans le terme du maire et des échevins.

e) Pour obtenir l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas \$500,000.00 pour l'exécution de travaux urgents.

f) Pour modifier l'article 2 du chapitre 84 de la Loi 13, Georges VI, 1949, en autorisant l'annexion pourvu qu'il y ait entente entre le conseil de la corporation du canton de Chicoutimi et le conseil de la Cité de Chicoutimi.

Et pour d'autres fins.

Chicoutimi, le 4 octobre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROLAND ANGERS, avocat,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

43364-41-4-o

VILLE DE ROBERVAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Roberval, que cette municipalité présentera prochainement une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil, lui demandant d'ériger la ville de Roberval, en "cité".

1° Le nom de la municipalité sera "Cité de Roberval";

2° Les limites de la "cité" seront les mêmes que celles décrites en page 552, Chap. 71, des S. Q. 1903.

3° Le chiffre de la population, tel qu'établi par le recensement effectuée au cours du mois d'octobre 1955, est de 6,934 habitants;

4° La ville de Roberval sera érigée en "cité" sous l'empire de la présente loi.

Le Greffier,

LS.-ANDRÉ BROUSSEAU.

43379-41-4-o

SOCIÉTÉ DES DÉCORATEURS ENSEMBLIERS DU QUÉBEC

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée Législative du Parlement de la province de Québec par la Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec pour amender la loi 12 Georges VI, chapitre 96, loi modifiant la charte de "Interior Decorators Society of Quebec", afin d'assurer aux membres de cette société une plus grande protection contre la concurrence de personnes non membres de la Société, pour étendre à toute la province de Québec l'application de la loi, et ajouter une classe aux membres de la Société.

Montréal, 10 octobre 1956.

Les agents dument autorisés de la Société,
des Décorateurs Ensembleurs du Québec.
BARCELO & RIVARD,

43380-41-4-o

Canada — Province de Québec District de Terrebonne

Avis est par la présente donné que monsieur Robert Bernatchez commerçant domicilié en la ville de St-Jérôme, et propriétaire d'un emplacement connu et désigné sous le numéro cent (100) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, s'adressera à la prochaine Session de la Législature de Québec pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale

the following words "entertainment expenses".

d) To amend, for itself, section 173, of the Cities and Towns act, for fixing to a period of three years the term of office of the mayor and of aldermen.

e) To obtain the authorization to borrow an amount not exceeding \$500,000.00 for the carrying out of urgent work.

f) To amend section 2 of chapter 84 of the, Act 13, George VI, 1949, by authorizing the annexation provided there be between the council of the Corporation of the Township of Chicoutimi and the council of the City of Chicoutimi.

And for others purposes.

Chicoutimi, October 4th, 1956.

ROLAND ANGERS, Barrister,
VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
Attorneys for the petitioner.

43364-41-4-o

TOWN OF ROBERVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the town of Roberval, that this municipality will apply to the Lieutenant-Governor in Council to erect the town of Roberval into a "city".

1. The name of the municipality will be: "City of Roberval";

2. The boundaries of the city will remain the same as described on page 552, Ch. 71 of Q. S. 1903;

3. The population as established by the census made during October 1955 is 6,934 inhabitants;

4. The Town of Roberval will be erected into a "city" under the Cities and Towns Act.

LS.-ANDRÉ BROUSSEAU,

Town Clerk,

43379-41-4-o

SOCIÉTÉ DES DÉCORATEURS ENSEMBLIERS DU QUÉBEC

Notice is hereby given that a Bill shall be presented at the next Session of the Legislative Assembly of the Parliament of the Province of Quebec by the "Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec", for the purpose of amending Act 12 Georges VI, chapter 96, Act modifying the charter of the "Interior Decorators Society of Quebec" for the purpose of assuring greater protection to the members of said Society against the competition of persons who are non-members of said Society, to extend the application of this law throughout the Province of Quebec, and add a class for the members of the Society.

Montreal, October 10, 1956.

BARCELO & RIVARD,
Duly Authorized Agents for the La Société
des Décorateurs Ensembleurs du Québec.

43380-41-4

Canada — Province of Quebec District of Terrebonne

Notice is hereby given that Robert Bernatchez, lumber dealer, residing in the city of St. Jérôme, owner of a parcel of land known and designated as being lot number one hundred (No. 100) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme, will file an application at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec to obtain a discharge of the

et scolaire, répartitions d'église etc. sur le lot voisin dont il n'est pas le propriétaire, savoir le lot numéro cent un (101) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, le 9 octobre 1956.

Le Procureur de Robert Bernatchez,
43398-42-4-o LUCIEN THINEL.

obligation to pay municipal and school taxes, charges dues, etc., on the neighbouring lot of which he is not owner, to wit: lot number one hundred and one (No. 101) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme.

St. Jérôme, this 9th of October 1956.

LUCIEN THINEL,
43398-42-4-o Attorney for Robert Bernatchez.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour les fins suivantes: obtenir le droit d'imposer une taxe d'eau dans les cas des lots cadastrés, mais non bâtis; payer une indemnité annuelle au maire et aux échevins et une pension au secrétaire-trésorier; refuser des permis de construction dans les rues où il n'y a pas de système d'aqueduc et d'égout; rendre obligatoire pour la ville le chapitre 235 S.R.Q. 1941 dans les cas de destitution du Chef de police et du secrétaire-trésorier; obliger les locataires à donner à la ville un avis de leur départ des lieux loués; pouvoir imposer une taxe sur les distributeurs automatiques de liqueurs douces, de thé, café, lait, cigares, cigarettes et toutes sortes de marchandises quelconques; obtenir l'autorisation d'acquérir, de construire un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût ne devra pas dépasser \$150,000.

Thetford-Mines, ce 11 octobre 1956.

Le Procureur de la ville de Black Lake,
ANTONIO BEAUDOIN, C.R.
43399-42-4-o

Public notice is hereby given that the town of Black Lake, in the county of Megantic, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act for the following purposes: to obtain the right to levy a water tax on lots registered in the cadastre though unbuilt; pay an annual indemnity to the mayor and aldermen and a pension to the secretary-treasurer; refuse building permits in streets where there are no waterworks and sewers; render chapter 235 S.R.Q. 1941 obligatory for the town in cases involving the dismissal of the Chief of Police and Secretary-Treasurer; oblige lessees to notify the town when vacating leased premises; levy a tax on automatic distributors of soft drinks, tea, coffee, milk, cigars, cigarettes and all kinds of merchandise whatsoever; obtain the authorization to acquire, build one or more immovables to be used, wholly or partly, for municipal or industrial purposes, the cost of which should not exceed \$150,000.

Thetford Mines, this October 11, 1956.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
Attorney for the town of Black Lake.
43399-42-4

Avis est par les présentes donné que, Joseph Samson Kaplan, avocat, domicilié en la cité de Dorval, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec à régulariser son admission à l'étude du Notariat ainsi que sa cléricature, et à l'admettre à la pratique de la profession de notaire dans la Province de Québec après avoir passé les examens de la Chambre des Notaires pour l'admission à la pratique.

Montréal, le 12 octobre 1956.

(signé) JOSEPH SAMSON KAPLAN.
43400-42-4-o

Notice is hereby given that Joseph Samson Kaplan, lawyer, domiciled in the city of Dorval, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act authorized the Board of Notaries of the Province of Quebec to regularize his admission to the study of the Notarial Profession, his clerkship and to admit him to the practice of the Notarial Profession after passing the Notarial Board examinations.

Montreal, October 12th, 1956.

(signed) JOSEPH SAMSON KAPLAN.
43400-42-4

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'École pour la Municipalité Scolaire de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

- a) changer le nom de la Corporation;
- b) annexer la Municipalité Scolaire de St-Yves de Laval;
- c) accorder des frais de représentation aux commissaires;
- d) et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43401-42-4-o HENRI S. BEAULIEU.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, Province of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an Act for the following purposes:

- a) To change the name of the Corporation;
- b) To annex the School Municipality of St. Yves de Laval;
- c) To grant representation costs to Commissioners;
- d) And for all other purposes.

Montreal, October 12, 1956.

HENRI S. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.
43401-42-4

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce," s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa pro-

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, in the county of Montréal-Notre-Dame-de-Grâce," will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote

chaîne session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation-annuelle de mille dollars pour le président et de huit cents dollars pour chacune des autres commissaires, à compter du premier janvier 1957.

Ville de Côte St-Luc, le 15 octobre, 1956.

Les Pétitionnaires,

Le Président,

HENRI LÉGER,

Le Secrétaire,

43403-42-4-o **FERNAND L. PRUD'HOMME.**

a law authorizing the payment of an allowance of one thousand dollars for the president and eighth hundred dollars for each of other commissioners, from and after the first of January, 1957.

Town of Côte St-Luc, October 15th, 1956.

HENRI LÉGER,

President.

FERNAND L. PRUD'HOMME,

Secretary,

Petitioners.

Avis est par les présentes donné que la "Cité de Drummondville", dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

Imposer une taxe de vente de 2%;

Porter de 6 à 25 le nombre de requérants nécessaires pour qu'un règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires;

Augmenter le pouvoir d'emprunt, pour fins industrielles à \$850,000.00;

Augmenter les indemnités du Maire et des Échevins;

Abroger le règlement concernant les escaliers extérieurs;

Défendre ou contrôler l'émission de permis pour la construction d'immeubles sur des rues non desservies par l'aqueduc et l'égoût;

Reporter la date des élections municipales en mai ou juin;

et autres matières nécessaires à la bonne administration de la cité.

Drummondville, ce 15 octobre 1956.

Les Procureurs de la requérante,

43404-42-4-o **RINGUET & SAINT-PIERRE.**

Notice is hereby given that the "City of Drummondville", in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act granting to the said city the following powers:

To impose a sales tax of 2%;

To carry from 6 to 25 the number of petitioners necessary so that a loan by-law be submitted for approbation to the municipal electors who are proprietors;

To increase loan powers for industrial purposes to \$850,000.00;

To increase indemnities of the Mayor and Aldermen;

To repeal the by-law concerning outside staircases;

To forbid or control the issuance of permits for the construction of buildings on streets not supplied with the services of waterworks and sewers;

To have the date of municipal elections carried on in May or June;

and other necessary matters according to the good administration of the city.

Drummondville, October 15, 1956.

RINGUET & SAINT-PIERRE,

43404-42-4 Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis vous est par les présentes donné que la Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour amender la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 149, dans le but de donner des pouvoirs plus étendus à la dite Corporation, et de régir et réglementer la profession des courtiers en immeubles.

Montréal, 17 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,

43443-42-4-o **FRANCIS FAUTEUX.**

The Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec gives by these presents notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to amend the Law 2-3 Elizabeth II, chapter 149, in order to increase their attributions and to regulate the profession of real estate brokers.

Montreal, October 17th, 1956.

FRANCIS FAUTEUX,

43443-42-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Montréal, le 17 octobre 1956.

BARNABAS VIZKELETY.

43446-42-4-o

PUBLIC NOTICE

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Montreal, October 17th 1956.

BARNABAS VIZKELETY.

43446-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "Trafalgar School for Girls" s'adressera à la Législature, à la prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour augmenter le nombre de ses Gouverneurs de 10 à 12 et que les deux gouverneurs additionnels soient nommés annuellement par de Trafalgar Old Girls Association parmi ses membres.

Québec, le 18 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,

ROBERT-B. LAFRENIÈRE.

43447-42-4-o

Notice is hereby given that "Trafalgar School for Girls", of the city of Montreal, shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act to increase from 10 to 12 the number of its Governors and that the 2 additional members be appointed annually by the Trafalgar Old Girls Association amongst its members.

Quebec, October 18th, 1956.

ROBERT-B. LAFRENIÈRE,

Attorney for the petitioners.

43447-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "L'Union St-Joseph de Drummondville" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom, en français, de "L'Union-Vie", et sous le nom, en anglais, de "The Union Life", et accordant à la dite compagnie le pouvoir d'effectuer les opérations d'assurance et de réassurance sur la personne et autres pouvoirs se rattachant aux dites opérations.

Drummondville, ce 15 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43405-42-4-o JULES SAINT-PIERRE, C.R.

Notice is hereby given that the "L'Union St-Joseph de Drummondville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act incorporating into a Corporation a mutual life insurance company under the name, in French, of "L'Union-Vie", and under the name, in English, of "The Union Life", and granting to the said company the power of carrying into effect the operations of an insurance company and the re-insurance of persons and others powers attached to the said operations.

Drummondville, October 15, 1956.

JULES SAINT-PIERRE, Q.C.,
43405-42-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour faire adopter une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation n'excédant pas 1% du prix de vente ou d'achat, en détail, de marchandises, dans les limites de la municipalité, sauf certaines exceptions; pour demander le droit d'accorder une compensation annuelle de \$600.00 pour le président et \$400.00 pour chacun des commissaires à titre de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Saint-Jérôme, ce 15 octobre 1956.

Les Procureurs des requérants,
de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
43407-42-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or to any other subsequent session, for the adoption of an act permitting them to impose an educational tax not exceeding 1% of the sales or purchasing price, retail, of merchandise, within the limits of the municipality, save with certain exceptions; to request the right to grant an annual compensation of \$600.00 for the President and \$400.00 for each of the commissioners, namely, for costs incurred for displacements, representation and other expenses.

Saint-Jérôme, October 15, 1956.

de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
43407-42-4 Attorneys for the petitioners.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi, pour admettre Adrian Popovici, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Montréal, ce quizième jour d'octobre 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, C.R.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Adrian Popovici, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi pour admettre Sergio Tucci, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Montréal ce quinzisième jour d'octobre 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, C.R.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Sergio Tucci, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1. Pour amender le règlement de construction et de zonage actuellement en vigueur sans référendum;
2. Pour amender la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 64;
3. Pour pouvoir payer une pension au secrétaire-trésorier de la Cité;
4. Et pour autres fins.

Rivière-du-Loup, ce 16 octobre 1956.

Le Procureur de la Cité
de Rivière-du-Loup.
(Signé) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, C.R.
43424-42-4-o

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To amend the building and zoning by-law presently in force without a referendum;
2. To amend Act 3-4 Elizabeth II, chapter 64;
3. In order to pay a pension to the Secretary-Treasurer of the City.
4. And for other purposes.

Rivière-du-Loup, this October, 16, 1956.

(Signed) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, Q.C.,
43424-42-4 Attorney for the City
of Rivière-du-Loup.

AVIS

L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour remplacer la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 116 par une loi concernant la nomination de marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels.

Montréal, 15 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43406-42-4 FRANCIS FAUTEUX

Avis public est, par les présentes, donné que "la Cité d'Arvida", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, en vue de modifier la Charte de la Cité (16 Geo. V, chapitre 78 et amendements), pour diviser le territoire en quartiers, pourvoir au mode d'élection approprié des échevins dont le nombre sera porté à huit, ainsi que pour autres fins secondaires.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.

43441-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "La Banque Royale du Canada", s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant et confirmant le règlement n° 2342 de la cité de Montréal et un acte sous forme notariée passé entre la cité de Montréal et La Banque Royale du Canada et Globe Realty Corporation Limited, le tout ayant trait à la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Dollard, en la cité de Montréal, afin de relier l'édifice située sur les lots nos 164, 165-2, P-166, P-167 et 168 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal, à une autre édifice située sur le lot n° 169 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.

Les Procureurs de la requérante,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP.

43442-42-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente ou à une prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Prolonger de deux à trois ans le terme du maire et des échevins.
- 2° Pour obtenir le pouvoir d'abroger un règlement de zonage et un règlement de construction et d'en adopter de nouveaux sans référendum;
- 3° Pour faire décrire la propriété à la ville, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville, ou indiqués comme tels aux plans de subdivision et plan et livre de renvoi officiels du Bureau d'Enregistrement de Montréal et au Rôle d'évaluation de la ville avant le 1er janvier 1956;
- 4° Pour permettre à la ville de déterminer pour une certaine période une taxation fixe aux immeubles et terrains de l'usine que s'est engagé de construire J. A. Neveene sur le territoire de la ville;
- 5° Et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
LABELLE DESJARDINS
& VALADE.

43444-42-4-o

NOTICE

"L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal" gives notice by these presents that it will apply to the Provincial legislature at its next meeting, to replace the law 2-3 Elizabeth II, chapter 116, by a law concerning the nomination of wardens and to grant them additional powers.

Montreal, October 15th, 1956.

FRANCIS FAUTEUX,
Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given, that "the City of Arvida", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act in view of amending the City Charter (16 Geo. V, chapter 78 and amendments), to divide the territory into wards, to provide for an appropriate system for the election of aldermen whose number will be increased to eight and for other purposes.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
Attorneys for the petitioner.

43441-42-4-o

Notice is hereby given that "The Royal Bank of Canada", will apply at the forthcoming session of the Quebec Legislature for an Act ratifying and confirming By-law No. 2342 of the City of Montreal and a Notarial Deed passed between the City of Montreal and The Royal Bank of Canada and Globe Realty Corporation Limited, the whole relative to the construction of a foot-bridge over Dollard Street in the City of Montreal to connect the building located on lots Nos. 164, 165-2, P-166, P-167 and 168 on the official plan and book of reference of the West Ward of the City of Montreal with another building located on lot bearing No. 169 on the same official plan and book of reference and for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP,
Attorneys for the petitioner.

43442-42-4-o

Notice is hereby given that the Town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or a next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters:

1. To extend from two to three years the term of office of the mayor and the aldermen;
2. To obtain the power to abrogate a zoning by-law and a building by-law and to adopt new ones without referendum;
3. To have the property assigned to the town under certain conditions, of streets, lanes, public roads, public places and sidewalks now open to the use of the public in the limits of the town, or indicated as such on Subdivision plans on the Official Plan and Book of Reference deposited at Registry Office of Montreal and on the Valuation roll of the town before January 1st, 1956.
4. To authorize the town to set for a period of time, a fixed taxation on the land and buildings of the factory which J. A. Neveene has undertaken to build in the limits of the town;
5. And for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.

LABELLE DESJARDINS
& VALADE,
Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province de Québec

District de Québec

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Ambroise de la Jeune Lorette s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Québec, le 15 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
43445-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis est par les présentes donné que la ville de Dolbeau s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour adoption d'une loi aux fins suivantes:

- 1° Pour fixer à 6 le nombre des échevins.
- 2° Pour porter à 3 ans la durée du terme des membres du Conseil.
- 3° Pour décréter que les locataires n'auront droit de vote que moyennant paiement de leurs taxes municipales.
- 4° Pour être autorisée à établir un couvre-feu.
- 5° Pour être autorisée à imposer sur les lots vacants une taxe annuelle spéciale pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs.

6° Pour porter à \$300.00 le montant maximum des licences de commerce.

7° Et pour toutes autres fins.

Dolbeau le 20 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire.
43467-43-4-o BERGERON & BOURQUE.

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité du village de Saint-Timothée, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la municipalité du village de Saint-Timothée, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante:

Fixer à \$800.00 le montant de toutes taxes payables par G. H. Godsall Equipment Limited à la municipalité du village de Saint-Timothée et à \$1600.00, à la municipalité scolaire de Saint-Timothée, pour une période de dix ans, à compter de 1956.

Salaberry-de-Vallefield, le 19 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43468-43-4-o MAURICE PERRON, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Samuel Solnik De Abravanel du district de Montréal, demandera à la législature de la Province de Québec à la présente session, les pouvoirs nécessaires aux fins d'obtenir une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à admettre Samuel Solnik De Abravanel au nombre de ses membres.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
J. ACHILLE JOLI-COEUR, C.R.
10, rue du Parloir, Québec. 43469-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Guerih Benzonovitch Seliesker ou Salinsky, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa pro-

Canada, Province of Quebec

District of Quebec

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St. Ambroise de la Jeune Lorette shall petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing them to grant and pay annually to the president and the commissioners a compensation for their services.

Quebec, October 15th, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43445-42-4-o Attorney for Petitioners.

Notice is hereby given that the town of Dolbeau will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. For fixing to six the number of the aldermen.
2. For fixing three years the term of office of the members of the Council.
3. To order that tenants shall not have the right to vote except upon payment of their taxes.
4. To be authorized to establish a curfew.
5. To be authorized to impose on vacant lots an annual special tax for the construction of water works, public wells, cisterns on reservoirs.

6. For raising to \$300.00 the maximum amount of business taxes.

7. And for all other purposes.

Dolbeau, October 20, 1956.

BERGERON & BOURQUE,
43467-43-4-o Attorneys for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Municipality of the village of Saint-Timothée, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the Municipality of the village of Saint-Timothée, in the county of Beauharnois, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain the adoption of an Act for the following purpose:

To fix at \$800.00 the amount of any taxes payable by the G. H. Godsall Equipment Limited to the Municipality of the Village of Saint-Timothée and \$1600.00 to the School Municipality of Saint-Timothée, for a period of ten years, as from 1956.

Salaberry-de-Valleyfield, October 19, 1956.

MAURICE PERRON, Q.C.,
43468-43-4 Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that Samuel Solnik De Abravanel of the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present session, for the powers necessary for the purposes of obtaining an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Samuel Solnik De Abravanel as one of its members.

Quebec, October 22, 1956.

J. ACHILLE JOLI-COEUR, Q.C.,
10, Parlor Street, Québec. 43469-43-4
Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that Guerih Benzonovitch Seliesker or Salinsky, merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its

chaîne session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis.

Montreal, ce 18 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BADEAUX, FILION & BADEAUX.

43470-43-4-o

next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Harry Salinsky Salis.

Montreal, this 18th day of October, 1956.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for the Petitioner.

43470-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Terrebonne s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie, situé dans le comté de l'Assomption, en la ville de Terrebonne;

2° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne situé dans le comté de Terrebonne.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
FAUTEUX & DORAIS.

43471-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session to request the adopting of a bill for the following purpose.

1. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of Lachenaie, situated in the county of l'Assomption.

2. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of St. Louis de Terrebonne, situated in the county of Terrebonne.

FAUTEUX & DORAIS,
Attornies of the Petitioner.

43471-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Monsieur Georges Weisz, agent d'assurances, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour présenter une loi lui permettant de changer l'épellation de son nom de Weisz en celle de Wise.

Montréal, ce 19 octobre 1956.

Le Procureur du requérant,
MAURICE MERCURE.

43472-43-4-o

Notice is hereby given that Mr. Georges Weisz, insurance agent, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act permitting him to change the spelling of his name from Weisz to that of Wise.

Montreal, this 19th of October, 1956.

MAURICE MERCURE,
Attorney for petitioner.

43472-43-4-o

CITÉ DE SAINT-MICHEL

Avis est par les présentes donné que "la Cité de Saint-Michel", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa Charte — 5 Geo. V, chapitre 109 et ses amendements —, relativement aux matières suivantes: division de la Municipalité en six quartiers; fixation d'une nouvelle date pour les élections générales aux chartes de maire et d'échevins; changement de la date de la constitution de la Corporation de la Cité de Saint-Michel; augmentation de l'indemnité du maire et des échevins; validation, ratification et confirmation des ventes faites par la Corporation, suivant la Loi des cités et villes pour non paiement de taxes, jusqu'à l'année 1952 inclusivement; paiement d'une pension de \$3,000. à certains fonctionnaires.

Hôtel de Ville, Cité de Saint-Michel, le 22 octobre 1956.

(Secau)

Le Greffier de la Cité
de Saint-Michel,
A. E. CHEVRIER.

43473-43-4-o

TOWN OF ST. MICHEL

Notice is hereby given that "the City of St. Michel", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of its Charter — 5 Geo. V, chapter 109 and its amendments —, on the following matters: division of the Municipality into six wards; fixing of a new date for the general elections to the charges of the mayor and aldermen; change in the date of the incorporation of the City of St. Michel; increase of the indemnity of the mayor and the aldermen; validation, ratification and confirmation of sales made by the Corporation, in conformity with Cities & Towns Act for arrears of taxes, up to the year 1952 inclusively; payment of a pension of \$3,000. to certain municipal employees.

City Hall, town of St. Michel, October the 22nd, 1956.

(Seal)

A. E. CHEVRIER,
Clerk of the town
of St. Michel.

43473-43-4-o

Avis est par les présentes donné, que la "corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne de Varennes", comté de Verchères, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour adopter une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Réglementer la procédure de modification du règlement de construction et de zonage existant;

2° Réglementer la construction d'un seul édifice sur un lot distinct;

3° Réglementer l'obtention des permis de construction et leur coût;

4° Réglementer la confection de plans ou cartes du territoire de la municipalité et les rendre obligatoires, jusqu'au premier février 1959;

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the parish Ste-Anne of Varennes", county of Verchères, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next or present session, for the adoption of an Act obtaining special powers in the following matters:

1. Regulate the procedure of amending of the construction and zoning by-law existing;

2. Regulate the construction of one building only on a distinct lot;

3. Regulate the obtaining of permits of construction and their cost;

4. Regulate the making of plans or maps of the territory of the municipality and have it binding up to February 1st, 1959;

5° Réglementer la subdivision des lots;
 6° Autoriser, sur requête signée par les deux-tiers des propriétaires intéressés, des travaux d'amélioration locales, tels que trottoirs, aqueduc, égouts et pavages;

7° Limiter la taxation des terres en culture;
 8° Rendre applicables les dispositions de la section 11 de la Loi relative aux rues publiques (S.R.Q. chap. 242);

9° Autoriser la corporation à emprunter une somme de quinze mille dollars (\$15,000.00) pour la confection d'un plan de construction et de zonage et des plans ou cartes susdésignés, ainsi que certaines dépenses relatives à l'organisation d'un système d'aqueduc et d'égouts.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
 43474-43-4-o JEAN-CHARLES BLAIS.

5. Regulate the subdivision of lots;
 6. Authorize, upon a petition signed by 2/3 of the interested proprietors, local improvement works, such as sidewalks, aqueduct, sewers and pavements;

7. Limit taxation on cultivated soils;
 8. Apply the provisions of division 11 of the Public Streets Act (R.S.Q. 1941, chap. 242);

9. Authorize the corporation to borrow a sum of \$15,000.00 for the confection of a building and zoning plan, and certain expenses relative to the development of an organization of a waterworks and sewerage system, and the making of plans or maps above described.

Montreal, October 22nd 1956.

JEAN-CHARLES BLAIS,
 43474-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de St-Vincent de Paul", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session en vue d'obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, aux fins suivantes:

Amender une fois sans referendum ses règlements de construction et de zonage, et décréter la procédure à suivre pour amender ultérieurement lesdits règlements; amender pour la ville l'article 604 de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, chapitre 233, pour porter à un maximum de \$50,000.00 le pouvoir d'emprunt de la Ville; émettre des permis, taxer, limiter et réglementer les taxis et les postes de taxis; réglementer le stationnement et la circulation des véhicules publics et fixer les endroits d'embarquement ou stations d'attente le long des rues de la ville; décréter les nuisances sur les lots vacants et réglementer l'enlèvement des vidanges et la façon d'en disposer, le contrôle des nuisances, la circulation durant l'exécution de travaux publics et la circulation en général et la sécurité publique; prohiber, limiter et réglementer les restaurants ambulants; créer une commission des loisirs; amender pour la Ville l'article 437 de la Loi des Cités et Villes; annexer à son territoire certains lots faisant partie de la Municipalité de la paroisse de St-Vincent de Paul, et comprenant les lots numéros 56 à 86 inclusivement et formant un territoire actuellement connu sous le nom de "Les Écores"; amender l'article 9 de sa charte, la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, pour modifier les limites actuelles des quartiers de la ville et augmenter le nombre desdits quartiers de six à huit; changer le mode d'élection du maire et des échevins et prolonger leur terme d'office de deux à trois ans; augmenter le nombre des échevins en le portant de six à huit; accorder des frais de représentation et le remboursement de leurs dépenses de voyage au maire et aux échevins; exempter de taxes le Centre Sportif Laval; amender pour la Ville l'article 500 de la Loi des Cités et Villes; et autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
 43475-43-4-o FRANÇOIS WILHELMY.

Public notice is hereby given that the "Town of St. Vincent de Paul", county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act amending its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, for the following purposes:

To obtain the right to amend once without referendum its building and zoning by-laws and to modify the procedure to amend said by-laws afterwards; to amend for itself section 604 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1941, chapter 233, in order to increase to a maximum sum of \$50,000.00 its borrowing power; to licence, impose a tax, limit and regulate the taxis or taxis stands; to regulate the circulation and the parking of public vehicles and prescribe standing places or stations within the streets; to decree nuisances on vacant lots; to regulate garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety; to prohibit or limit, and regulate itinerant restaurants; to create a recreational commission; to amend for itself section 437 of the Cities and Towns Act; to annex to its territory certain lots in the municipality of the parish of St. Vincent de Paul, from lot bearing number 56 to lot bearing number 86, included, said territory actually known as "Les Écores"; to amend section 9 of its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, in order to modify the limits of the actual wards and to increase the number of the wards from six to eight; to change the mode of election of the mayor and aldermen, and to prolong their term of office from two to three years, and to increase the number of alderman from six to eight; to grant to the mayor and alderman representation fees and travelling expenses; to exempt from the payment of taxes the "Centre Sportif Laval"; to amend for the City section 500 of the Cities and Towns Act; and other purposes.

Montreal, October 20th, 1956.

FRANÇOIS WILHELMY,
 43475-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Edmond David Toye, de la cité de Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, tous de la cité de Montréal, et tous étudiants en droit, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 19 octobre 1956.

Les Procureurs des requérants,
 43476-43-4-o SPERBER, GOLD & LAPIN.

Public notice is hereby given that Edmond David Toye, of the city of Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada and George Bey, all of the city of Montreal, and all students at law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit them to the practice of law.

Montreal, October 19th, 1956.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
 43476-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Val d'Or", dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Augmenter le territoire actuel de la ville de Val d'Or par l'annexion du territoire ci-après décrit, en référence au plan numéro C-639, tracé le 20 mars 1947, lequel plan est déposé aux archives des Ministères des Terres et Forêts et des Mines de la province de Québec, à savoir:

1° Dans le canton Dubuisson, la partie sud des lots numéros 53, 54 et 55 du rang VIII, désignée sur le plan d'arpentage du canton Dubuisson révisé en février 1950, sous les numéros 53A, 54A et 55A ainsi que la partie sud du lot numéro 56 du rang VIII, dont la limite nord serait le prolongement de la ligne d'arpentage nord des lots 53A, 54A et 55A; les lots numéros 53, 54, 55 et 56 des rangs IV, V, VI et VII; la moitié sud des lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 du rang VII; les lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 des rangs IV, V et VI;

2° Dans le canton Bourlamaque, les terrains dont la limite sud serait le prolongement de la ligne séparative des rangs III et IV du canton Dubuisson dans une direction astronomique est pour une distance de deux cents (200) chaînes; de là, une ligne droite dont la direction serait une course astronomique nord jusqu'à la limite sud de la Ville de Bourlamaque; de là, la limite sud de la Ville de Bourlamaque, en direction ouest, jusqu'à la ligne séparative des cantons Dubuisson et Bourlamaque, constituera la ligne séparative des Villes de Val d'Or et Bourlamaque. Ledit territoire étant assujéti aux droits qui peuvent exister en faveur des parties qui détiennent lesdits terrains sous claims miniers.

Val d'Or, ce 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
(signé) LUCIEN TOURIGNY.

43477-43-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Val d'Or", in the county of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To increase the actual territory of the town by the annexation of the territory hereinafter described, with reference to Plan No. C-639, drawn on March 20th, 1947, said plan being deposited in the archives of the Departments of Mines and of Lands and Forests of the Province of Quebec, to wit:

1. In the township of Dubuisson, the southern part of lots Nos. 53, 54 and 55 of range VIII, designated on the survey plan for the township of Dubuisson revised in February 1950, under Nos. 53A, 54A and 55A, together with the southern part of lot No. 56 of range VIII, the northern limit of which would be the continuation of the northern surveyed line of lots 53A, 54A and 55A; lots Nos. 53, 54, 55 and 56 of ranges IV, V, VI and VII; the southern half of lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of range VII; lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of ranges IV, V and VI;

2. In the township of Bourlamaque, the land the southern limit of which would be the continuation of the separating line of Ranges III and IV of the township of Dubuisson in an easterly astronomical direction for a distance of two hundred (200) land chains; from there, a straight line the direction of which would be a northern astronomical line to the southern limit of the town of Bourlamaque; from there, the southern limit of the town of Bourlamaque, in a westerly direction, to the separating line of the townships of Dubuisson and Bourlamaque, will constitute the separating line of the towns of Val d'Or and Bourlamaque. Said territory being subject the rights which might exist in favor of the parties holding said land under mining claims.

Val d'Or, this 22nd day of October, 1956.

(Signed) LUCIEN TOURIGNY,
Attorney for the petitioner.

43477-43-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Arthur Savard, Conseil en loi de la Reine, Conseiller juridique au département du Procureur Général; Charles-A. Dionne, Conseil en loi de la Reine, Membre du Comité de Classification du service civil de la province de Québec; docteur A. Boissinotte, Directeur du Service de l'Assistance publique au Ministère de la Santé; J.-Rodolphe Forest, Président de la Commission des Allocations sociales du Québec; Charles-François Painchaud, Assistant-Commis en chef pour le personnel ouvrier au Ministère des Travaux Publics; J.-Albert Vézina, Comptable agréé, Auditeur de la province; Wilfrid Turcot, Comptable agréé, Directeur du Service des Corporations et du Service de l'Impôt provincial sur le revenu; Benoît Levasseur, Assistant-administrateur adjoint, Commission des Allocations sociales; Guy-Antoine Rousseau, Directeur de la Section de l'Exécutif à la Commission des Accidents du Travail; demeurant tous en la cité de Québec; G.-E. Robillard, Comptable agréé, Contrôleur à la Commission des Liqueurs à Montréal; Paul Hurteau, Conseil en loi de la Reine, Shérif du District de Montréal; Paul Lecavaleir, Secrétaire administrateur de l'Hôpital de Bordeaux pour aliénés; demeurant tous en la cité de Montréal; tous directeurs de "La Mutuelle des Employés Civils", société de secours mutuels, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opéra-

Notice is hereby given that: Messrs. Arthur Savard, Queen's Council, Judicial Counsellor for the Department of the Attorney-General; Charles-A. Dionne, Queen's Council, Member of the Classification Committee of the Civil Service of the Province of Quebec; Doctor A. Boissinotte, Director of the Quebec Bureau of Public Charities of the Department of Health; J.-Rodolphe Forest, President of the Quebec Social Welfare Commission; Charles-François Painchaud, Assistant Chief Clerk for the working personnel of the Department of Public Works; J.-Albert Vézina, Chartered Accountant, Auditor of the Province; Wilfrid Turcot, Chartered Accountant, Director of the Corporation Services and to the Provincial Income Tax; Benoît Levasseur, Assistant Joint Administrator, Quebec Social Welfare Commission; Guy-Antoine Rousseau, Director of the Executive Section of the Quebec Workmen's Compensation; all residing in the City of Quebec; G. E. Robillard, Chartered Accountant, Comptroller for the Liquor Commission at Montreal; Paul Hurteau, Queen's Council, Sheriff of the District of Montreal; Paul Lecavaleir, Administrative Secretary for the Bordeaux Insane Asylum; all residing in the City of Montreal; all Directors of "La Mutuelle des Employés Civils", mutual benefit Society, will apply to the next session of the Legislature of Quebec that a mutual benefit life insurance company be incorporated, having the power to carry on insurance and re-insurance operations of persons, to pass contracts

tions d'assurance et de réassurance de personnes, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation mais exclusivement chez et pour les fonctionnaires et employés réguliers au service du Gouvernement de la province de Québec, ou des organismes qui en relèvent, ainsi que leurs dépendants, et aussi le pouvoir d'acquiescer l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle des Employés Civils".

Québec, le 19 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-EDGAR MORIN.

43478-43-4-o

covering annuities endowments and of capitalizations, but exclusively on behalf and for the civil servants and regular employees in the service of the Government of the Province of Quebec, or for organizations connected thereto, as well as their dependants, and also the power to acquire the assets and to assume the liabilities and the obligations of the said corporation, under the name of "La Mutuelle des Employés Civils".

Québec, October 19, 1956.

J.-EDGAR MORIN,
Secretary-Treasurer.

43478-43-4

Avis public est par les présentes donné que Candiac Development Corporation, corporation légalement constituée sous la Loi des compagnies de Québec, demandera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour constituer en une municipalité de ville, sous le nom de Bourgetville, les lots 6 et 9 et parties des lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 et 13 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Constant; les lots 213, 214, 223, 225, 236 à 249 inclusivement et partie du lot 250 du cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe; les lots 548, 557, 559, 570 à 585 inclusivement et parties des lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 et 569 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie présentement situés dans les municipalités des Paroisses de Laprairie, St-Philippe, St-Constant et du village de Delson, et en une corporation de ville les habitants et contribuables de ce territoire; pour modifier ou abroger, quant à Bourgetville, les articles suivants de la Loi des cités et villes, ou en suspendre provisoirement l'application:

17 à 22 incl., 24, 47 à 49 incl., 56, 60 à 63 incl., 122 à 124 incl., 126 à 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 à 602 incl.;

pour nommer les membres du premier conseil municipal et déterminer la date des premières élections générales; pour autoriser la ville à accorder des franchises pour l'établissement et l'exploitation, dans les limites de la municipalité, de services de transport en commun, de chauffage, d'éclairage, de distribution d'électricité, d'égout et d'égouts; pour accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et pour d'autres fins.

Montréal, le 23 octobre, 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
GASTON POULIOT.

43488-43-4-o

Public notice is hereby given that Candiac Development Corporation, corporation legally constituted under the Quebec Companies' Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Municipality, under the name of Bourgetville, lots 6 and 9 and parts of lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 and 13 of the official cadastre of the parish of St. Constant; lots 213, 214, 223, 225, 236 to 249 incl. and part of lot 250 of the official cadastre of the parish of St. Philippe; lots 548, 557, 559, 570 to 585 incl. and parts of lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 and 569 of the official cadastre of the parish of Laprairie presently situated in the Municipalities of the Parishes of Laprairie, St. Philippe, St. Constant and of the village of Delson, and to incorporate as a town Corporation the inhabitants and rate-payers of such territory; to modify or abrogate, for Bourgetville, the following sections of the cities and towns Act, or to suspend their application temporarily;

17 to 22 incl., 24, 47 to 49 incl., 56, 60 to 63 incl., 122 to 124 incl., 126 to 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 to 602 incl.;

to appoint the members of the first Municipal Council and to determine the date of the first general elections; to authorize the town to grant franchises for the establishment and operation of the following public services, within the limits of the Municipality; public transportation system, heating, lighting, electricity distribution, water works and sewers; to give the town certain special powers and for other purposes.

Montreal, October 23th, 1956.

GASTON POULIOT,
Attorney for the Petitioner.

43488-43-4-o

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Benjamin Cecil Fitch s'adresseront au Parlement de la province de Québec durant la présente session pour l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Insurance Company, corps politique et ayant son bureau chef à Toronto, Canada, pour payer immédiatement à Dame Shulamith Fitch connue sous le nom de Meta Fitch, épouse de Norman Cohen, comptable agréée, la moitié de l'argent retenu en dépôt avec la dite compagnie en vertu du testament dudit Benjamin Cecil Fitch, et la moitié du solde en 1957 et le solde pour être payé en 1962, les dits montants étant retenus en dépôt avec ladite compagnie en vertu des polices d'assurance portant les numéros 552,834 et 568,642.

Montréal, le 19 octobre 1956.

Les Procureurs du requérant,
FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

43490-43-4-o

Notice is hereby given that the executors of the Estate of the late Benjamin Cecil Fitch will apply to the Provincial Legislature during the present session to pass a Bill authorizing the Manufacturers Life Insurance Company, Head Office, Toronto, Canada, to pay immediately to Mrs Shulamith Fitch known as Meta Fitch, wife of Norman Cohen, chartered accountant, one half of the principal sum held on deposit with the said Company, and one half of the balance in 1957 and the remainder in 1962, the said sums being on deposit with the said Company under Policies Nos. 552,834 and 568,642.

Montreal, October 19th, 1956.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for Petitioners.

43490-43-4-o

Avis est par les présentes donné que l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal, et déterminant sa composition, ses objets, ses pouvoirs et ses obligations.

Montréal, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43489-43-4-o GASTON POULIOT.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendement sa Charte, pour les fins suivantes: pour la mise en nomination des candidats; pour la préparation de la liste électorale; pour permettre l'examen des documents publics; pour déterminer le mode du relevé du scrutin; pour permettre la vente d'un terrain pour fins commerciales; pour changer la date de l'engagement des auditeurs; pour la publication des avis publics; pour la répartition du coût du pavage du boulevard Moussette, entre les rues Binet et Amherst; pour la ratification du contrat de la Société Gazifère de Hull; pour fixer l'évaluation de la Compagnie E. B. Eddy; pour la création d'une Commission d'Administration de l'Arena municipale; pour permettre d'amender le règlement de zonage et de construction; pour modifier le taux de la taxe sur fonds de commerce; pour modifier le taux de la taxe sur contracteurs; pour adjoindre un expert à l'estimateur de la cité; pour déterminer l'emploi des surplus des règlements d'emprunt; pour le recomptage des votes; pour réglementer la construction et l'opération des postes d'essence; pour la confection du rôle de perception; pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale pour l'enlèvement des vidanges; pour déterminer les devoirs et pouvoirs du Bureau de Revision; pour modifier la procédure d'expropriation; pour accorder le droit de vote aux épouses des propriétaires; et pour d'autres fins.

Hull, ce 19ième jour d'octobre 1956.

Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la Cité de Hull,
43491-43-4-o ROY FOURNIER.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné qu'Albert Provost, fermier, de Boucherville, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins de valider et de confirmer un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin, notaire, et Ben Morris, marchand, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, ce dernier agissant audit acte tant personnellement que comme fiduciaire, ledit acte passé devant Me Émile Beauchemin, notaire, le 15 septembre 1955, et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Chambly sous le numéro 152314.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
43494-43-4-o CHARLES WOLFSON, C.R.

Notice is hereby given that "L'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating "L'École des hautes études commerciales de Montréal" and determining its composition, its objects, its powers and its obligations.

Montreal, October 22th, 1956.

GASTON POULIOT,
43489-43-4-o Attorney for the Petitioner.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: for the nomination of candidates; for the preparation of the electoral list; to permit access to public documents to amend the procedure relating to statements of poll; to permit the sale of a parcel of land for commercial purposes; to change the date for the appointment of auditors; for the publication of public notices; for the local assessment of paving on Moussette Boulevard; to ratify a contract signed with a Gas Distribution Company; to have a set assessment for E. B. Eddy Company; to create a Commission for the administration of the Arena; to permit the amendment of the zoning by-law; to modify the rate of taxes on stock in trade and on contractors; to permit the appointment of expert assessors; to modify the rules governing surplus on money by-laws; to modify recount proceedings; to regulate gas stations; to modify the preparation of the collection roll; to establish a special tax for garbage disposal; to clarify the powers of the Revision Board; to modify expropriation proceedings; to grant the right of vote to the wife of property owners; and for other purposes.

Hull, October 19th, 1956.

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contersigned:

ROY FOURNIER,
43491-43-4-o Attorney for the City of Hull.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that Albert Provost, farmer, of Boucherville, district of Montreal, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act validating and confirming a deed of sale entered into between the said petitioner and A. Hyman Mettarlin, notary, and Ben Morris, merchant, both of the city of Outremont, district of Montreal, the latter acting personally as well as in trust, passed before Mtre. Émile Beauchemin, notary, on the 15th September, 1955, and registered at the Registry Office for the county of Chambly under No. 152314.

Montreal, October 22nd, 1956.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
43494-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Refonte de sa charte, la loi 20 Geo. V, chapitre 111, et les lois qui la modifient;

2. Obtenir certains pouvoirs spéciaux de réglementation concernant l'enlèvement des vidanges et nuisances publiques, la circulation durant les travaux, et la sécurité publique, permis de construction, construction, tracage des rues, approbation de plans de subdivision, prohibition de bruits inutiles, imposition de taxes d'eau sur lots non bâtis, privilèges pour taxe d'eau prévus à l'article 442 de la Loi des cités et villes, limitation ou prohibition de restaurants ambulants, exemption partielle de taxes ou évaluation réduite sur constructions nouvelles;

3. Déterminer que le Conseil sera composé de huit échevins et un maire, et changeant le territoire des quartiers Notre-Dame et Villemay au point de vue électoral municipal;

4. Augmenter les indemnités payables au maire et aux échevins pour frais de représentation;

5. Valider divers règlements amendement le règlement de construction et autorisant le Conseil à amender une fois les règlements de zonage et de constructions en vigueur sans autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales;

6. Autorisation de dépenser cent mille dollars par année, pendant cinq ans, pour le prolongement du service d'aqueduc et d'égout sans autre approbation que celle de la Commission municipale;

7. Ordonner la confection d'un nouveau rôle d'évaluation pendant l'année fiscale 1956-1957;

8. Faire disparaître de la charte les dispositions qui prévoient que la valeur réelle des immeubles comprend la valeur des machineries et leurs accessoires;

9. Prévoir que les immeubles seront évalués à leur valeur réelle;

10. Établir un bureau de révision pour l'audition des plaintes au rôle d'évaluation;

11. Établir une évaluation fixe pour les immeubles de la Laiterie Fortier Ltée;

12. Augmenter le taux de la taxe sur poteaux;

13. Pour toutes autres fins.

Lévis, ce vingt-troisième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

PIERRE LEMIEUX,

Greffier de la Cité de Lévis.

43492-43-4-o

Avis public est par les présentes donné, que la "Ville de Marieville", dans le comté de Rouville, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Création d'un fonds industriel. Validation de certains actes. Permission d'accorder certains octrois. Autorisation par le conseil de défrayer les représentations du maire et des échevins. Création de commissions d'urbanisme, d'industrie et de tourisme. Réglementation des permis de construction, de la subdivision des lots et du stationnement. Création d'un fonds de roulement et pour tous autres buts.

Marieville, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,

GASTON RONDEAU.

43493-43-4-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que les "Commissaires d'écoles pour la municipalité de

Public notice is hereby given that the City of Lévis will apply to the Legislature of the Province of Québec, at his next session, for the following purposes:

1. Revision of its charter, 20. Geo. V, chapter 111, and the acts which modify it;

2. Obtain certain special powers of regulation concerning removal of the garbage and public nuisances, traffic circulation during working operations, public security, construction permits, construction, drawing of streets, approval of subdivision plans, prohibition of useless noises, imposition of water taxes on vacant lots, privilege for water tax provided under article 442 of the Cities and Towns Act, limitation or prohibition of itinerant restaurants, partial exemption of taxes or reduced valuation on new constructions;

3. Determine that the Municipal Council will be composed of eight aldermen and the mayor, and changing the territory of Notre Dame and Villemay wards for municipal electoral purposes;

4. Increase the indemnity payable to the aldermen for entertainment expenses;

5. Validate different by-laws amending the construction by-laws and authorising the Council to amend once the zonage and construction by-laws in force, without any other formality than the approval of the Minister of municipal affairs;

6. Authorization to spend one hundred thousand dollars a year, during five years, for the extension of the water-works and sewers system without any other approval than the approval of the Municipal Commission;

7. Direct that a new valuation roll will be made during the fiscal year 1956-1957;

8. Remove from the charter the provisions providing that the real value of the immovables comprises the value of the machinery and its accessories;

9. Provide that the immovables will be valued at their real value;

10. Establish a revision bureau for the hearing of complaints against the valuation roll;

11. Establish a fixed valuation for the immovables of Laiterie Fortier Ltée;

12. Increase the taxes on poles;

13. For other purposes.

Lévis, this twenty-third day of October nineteen fifty-six.

PIERRE LEMIEUX,

Registrar of the City of Lévis.

43492-43-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Marieville", in the county of Rouville, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

Creation of an industrial fund. Validation of certain deeds. Permission to grant moneys. Authorization of the Council, to cover entertainment for the Mayor and the Aldermen. Creation of Commissions of Town Planning and Industry and Tourism. To regulate permits for building, subdivision of lots and parking. Creation of a rolling fund, and for all other purposes.

Marieville, October 22nd, 1956.

GASTON RONDEAU,

Attorney for the petitioner.

43493-43-4-o

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Public notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of St-

la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice," comté de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever, dans les limites actuelles de la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, district de Montréal, une taxe de vente dite taxe de l'aide à l'éducation n'excédant pas un pour cent.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
43495-43-4-o GUÉRIN & PINARD.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Charlesbourg, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après:

1° Modifier en ce qui la concerne la Loi des Cités et Villes en: a) Augmentant à \$3,000.00 pour la charge de maire et à \$2,000.00 pour la charge d'échevin la valeur des biens-fonds que doit posséder toute personne pour se qualifier auxdites charges; b) changeant la date de la préparation de la liste des électeurs; c) portant à trois ans le terme d'office des membres du conseil; d) accordant au conseil le pouvoir de modifier sans referendum certaines dispositions de tout règlement adopté en vertu de l'article 426-1; e) accordant au conseil le pouvoir de répartir suivant la valeur ou l'étendue de front des propriétés ou suivant ces deux modes à la fois, le coût de travaux permanents aux chemins, trottoirs, à l'aqueduc et aux égouts et d'emprunter les sommes requises à ces fins sans referendum sur requête des deux tiers des intéressés; f) accordant au conseil le pouvoir de prohiber, réglementer et limiter le nombre des restaurants ambulants; g) définissant certains faits comme constituant une nuisance; h) accordant au conseil le pouvoir de voter par résolution une somme annuelle de \$6,000.00 pour l'encouragement des arts, des sciences, des œuvres de charité, pour l'expansion de l'industrie et du commerce et l'établissement de centres de loisirs et autres objets similaires; i) accordant au conseil le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs et autorisant ces derniers à visiter toute propriété mobilière ou immobilière pour les fins de leur évaluation; j) accordant au conseil le droit d'imposer aux non résidents de la municipalité une taxe n'excédant pas le double de celle qui peut être imposée aux résidents, en vertu de l'article 526; k) augmentant à quinze le nombre des électeurs qui doivent requérir le vote à une assemblée publique convoquée en vertu de l'article 593; l) autorisant le conseil à emprunter sans referendum pendant cinq ans une somme annuelle de \$100,000.00 pour travaux permanents de chemins, de trottoirs, d'aqueduc et d'égout, achat d'équipement et d'immeubles et construction de bâtisses pour fins municipales.

2° Légaliser à toutes fins que de droit l'imposition de taxes décrétée par les règlements numéros 63, 78, 88, 99 et 101.

Québec, le 23 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43498-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

Léonard-de-Port-Maurice," county of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy, within the present limits of the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Laval, district of Montreal, a tax called "Education Tax" not exceeding one per cent.

Montreal, October 23rd, 1956.

GUÉRIN & PINARD,
43495-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Public notice is by these presents given that the Corporation of the town of Charlesbourg, in the county of Quebec, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

1. Amend concerning it the Cities and Towns Act in: a) increasing to \$3,000.00 for the office of Mayor and to \$2,000.00 for the office of alderman the value of the immovables which must possess any person to qualify herself to said office; b) changing the date of the preparation of the electoral list; c) increasing to three years the term of office of the members of the council; d) granting the council the power to modify without a referendum certain provisions of any by-law adopted under the authority of section 426-1; e) granting the council the power to assess according to the valuation or to the frontage of the interested properties or according to these two methods in the proportion determined by it, the cost of permanent works relating to roads, sidewalks, waterworks and sewers and to borrow the amounts required for these purposes without a referendum on a petition by the two thirds of the interested proprietors; f) granting the council the power to prohibit, regulate and limit the number of itinerant restaurants; g) defining certain facts as constituting a nuisance; h) granting the council the power to vote by resolution an annual sum of \$6,000.00 for the encouragement of arts, sciences, charitable undertakings, for the expansion of industry and commerce and the establishment of recreational centers and other similar objects; i) granting the council the power to provide the assessors with experts and authorizing the assessors to visit any moveable or immovable properties for the purpose of their valuation; j) granting the council the power to levy upon non residents a tax not exceeding the double of the one which can be levied on the residents under section 526; k) increasing to fifteen the number of the electors who must request a vote at a public meeting called under section 593; l) authorizing the council to borrow without referendum during a period of five years an annual sum of \$100,000.00 for permanent works on roads, sidewalks, waterworks, sewers, for the purchase of lands, buildings or equipment required for municipal purposes or the construction of buildings required for the same purposes.

2. Validate for all legal purposes the levy of taxes provided by By-laws nos 63, 78, 88, 99 and 101.

Quebec, October 23rd, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43498-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes: pour permettre à la ville de microfilmer ses archives, pour faire le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles, pour employer les deniers déposés en fiducie pour la construction d'un centre sportif, pour amender le règlement de zonage sans referendum, et d'accorder une pension annuelle au Secrétaire-trésorier en considération de l'état de services et pour toutes autres fins.

Greenfield Park, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43496-43-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN

Public notice is hereby given that the town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act granting certain powers and amending its charter on the following matters: to permit the town to microphotograph its archives, to make the valuation roll on index-cards or loose leaves, to dispose of a trust fund for the construction of a Community Sports Centre, to amend its Zoning By-law without referendum, and to grant a pension to its Secretary-Treasurer in recognition of past services rendered and for all other purposes.

Greenfield Park, October 22nd, 1956.

CECIL H. MACNAUGHTEN,
43496-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mackayville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'obtention d'une Loi aux fins de désigner le siège des échevins par numéros, appliquer un système rotatif quant à l'élection des échevins, changer la date des élections, fixer des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour toutes autres fins.

Mackayville, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la ville de Mackayville,
43497-43-4-o JEAN BRUNEAU.

Public notice is hereby given that the town of Mackayville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to designate the seats of Aldermen by numbers, to establish a rotative system for the election of Aldermen, to change the date of the election, to fix the opening and closing hours of polls for the municipal elections, and for all other purposes.

Mackayville, October 22nd, 1956.

JEAN BRUNEAU,
43497-43-4-o Attorney for the Town of Mackayville.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à déplacer tout instituteur ou toute institutrice d'une classe ou d'une école, ou d'une fonction à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, et à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
43499-43-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Lauzon will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special Act authorizing them to transfer any schoolmaster or school mistress from one class or school to another or from one duty to another, at all times during the school year, and annually grant and pay a compensation to the president and school commissioners for services rendered.

Québec, October 22, 1956.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
43499-43-4 Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Frère Pascal, Supérieur provincial de l'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir une loi:

a) aux fins de constituer en corporation indépendante et autonome "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", qui exerce ses activités dans les diocèses de Québec, Trois-Rivières et Nicolet;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43500-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Public notice is hereby given that Frère Pascal, Provincial Superior of the "Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an Act:

a) for the purposes of incorporating into an independent and autonomous corporation "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain" which carries on its activities in the diocese of Quebec, Trois-Rivières and Nicolet;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, October 23, 1956.

MÉTHOT & MÉTHOT,
43500-43-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Révérende Mère Saint-Auguste Marie, supérieure provinciale de la Province des Trois-Rivières de la congrégation religieuse dite "La Congrégation des Filles de Jésus" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour:

a) obtenir une modification à leur charte et des pouvoirs plus étendus pour répondre aux

Public notice is hereby given that Reverend Mother Saint Auguste Marie, Provincial Superior of the Province of Trois-Rivières of the religious congregation called "La Congrégation des Filles de Jésus" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for:

a) an amendment to their charter, and extend their powers in order to meet the present requi-

besoins actuels et permettre à leur congrégation de poursuivre ses fins;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, ce 22 octobre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
43501-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est par le présent donné que Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée à Rosemère, comté et district de Terrebonne, s'adressera à la prochaine session de l'Assemblée législative de Québec afin d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour disposer de la nue propriété des immeubles dont elle a la jouissance et l'usufruit conformément au testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier avec réserves toutefois quant aux dispositions dudit testament en faveur de Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1956.

Le Procureur de Violette Bouthillier,
43502-43-4-o LUCIEN THINEL.

Avis est, par les présentes donné, que la cité de Longueuil demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité de même que la Loi des cités et villes relativement a) au rôle d'évaluation; b) à la taxe d'affaire; c) à l'Avenue/St-Thomas; d) au salaire des membres du Conseil; e) au montant des échevins; f) à l'interruption de la circulation en cas d'urgence; g) au remorquage des véhicules stationnés; h) au stationnement des autobus assurant un service interrurbain; i) à la disposition des objets perdus et retrouvés; j) à la diminution des taxes de locataires; k) à l'habitation dans les sous-sols; l) à la formation de commissions sportives, d'urbanisme, d'industrie et de tourisme.

Longueuil, le 18 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
43503-43-4-o CRAIG & FERLAND.

Avis est par les présentes donné que la "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi soustrayant la surface totale de son domaine et une partie du sous-sol à l'application de la Loi provinciale des Mines, notamment en ce qui a trait à l'exploitation minière et pour d'autres fins.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43504-43-4-o LOUIS DORION.

Avis public est par les présentes donné que le Club Lemoyne Incorporé de Longueuil, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'annulation de certaines actions, après l'accomplissement de certaines formalités, émises aux actionnaires dont le Club ignore l'adresse ou les croit disparus, lesquels certificats d'actions portent les numéros d'émission 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 et pour demander en outre certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du Club Lemoyne Incorporé,
43515-43-4-o LAMARRE et LAMARRE.

rements of the Congregation, and to further their purposes;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, this October 22, 1956.

MÉTHOT & MÉTHOT,
43501-43-4 Attorneys for the petitioner.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, of full age of majority making use of her rights, domiciled at Rosemère, county and district of Terrebonne, will apply to the Legislative Assembly of Quebec, at its next session, in order to obtain the necessary powers to dispose of the naked ownership of immovables of which she has the enjoyment and usufruct according to the will of her late father, Charles Frontenac Bouthillier, subject however to the provisions of said will in favour of Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint Jérôme, October 22, 1956.

LUCIEN THINEL,
43502-43-4 Attorney for Violette Bouthillier.

Notice is hereby given by the city of Longueuil that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to amend the charter of the city and the cities and towns Act on the following matters a) valuation roll; b) Business tax; c) St-Thomas Avenue; d) salaries of the members of city Council; e) aldermen's mandate; f) stopping of traffic in case of emergency; g) towing of cars; h) parking for intercity buses; i) lost and found articles; j) tenant's taxes; k) occupancy of basements; l) athletic, industrial, touristic and town planning commissions.

Longueuil, October 18, 1956.

CRAIG & FERLAND,
43503-43-4-o Advocates for Petitioner.

Notice is hereby given that the "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain an Act to withdraw the entire surface of its property and a part of the subsoil, from the application of the Provincial Mining Act particularly in that which concerns mining development, and for other purposes.

Quebec, October 22, 1956.

LOUIS DORION,
43504-43-4 Attorney for Petitioner.

Public notice is hereby given that the Lemoyne Club Inc. of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for asking the cancellation of shares, after the execution of certain formalities, issued to shareholders now unknown to the Club or believed to be deceased bearing certificate number 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 and also for asking special powers for its best administration.

Montreal, October 23rd 1956.

LAMARRE et LAMARRE,
43515-43-4-o Attorneys for the Lemoyne Club Inc.

Avis public est par les présentes, donné que la Cité de Beauharnois, s'adressera à la Législative de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire certains lots faisant partie de la municipalité de Melocheville;

2° Annexer tout le territoire de la municipalité de St-Clément;

3° Amender l'article de sa charte, concernant la taxe de vente;

4° Pour régler la construction de trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et la répartition du coût de leur construction;

5° Accorder des frais de représentation au maire et aux échevins;

6° Et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 23 octobre, 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43514-43-4-o FRANÇOIS DORVAL.

Public notice is hereby given that the City of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To annex to its territory certain lots forming part of the municipality of Melocheville;

2. To annex all the territory of the municipality of St. Clément;

3. To amend an article of its charter concerning sales tax;

4. To regulate the construction of sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and the distribution of the cost of their construction;

5. To grant costs of representation to Mayor and Aldermen;

6. And for all other purposes;

Beauharnois, October 23rd, 1956.

FRANÇOIS DORVAL,
43514-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que M. Myron Poplavsky, chirurgien-dentiste, de la Ville de Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de changer son nom actuel de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Montréal, ce 24 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43516-43-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

Public notice is hereby given that Mr. Myron Poplavsky, dental surgeon, of the town of Côte St. Luc, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to enact a Private Bill in order to have his present name of Myron Poplavsky changed to that of Myron Poplove.

Montreal, this 24th day of October 1956.

LANGLOIS & RITCHIE,
43516-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis vous est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, une corporation municipale ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour obtenir le droit d'acquiescer des terrains ou des immeubles, de construire des immeubles pour fins municipales et/ou industrielles et les aliéner; si cette acquisition ou cette construction nécessitent un emprunt, les formalités relatives aux emprunts municipaux devront être suivies; pour fixer la date des avis d'élection et la nomination du secrétaire d'élection, pour pourvoir à l'établissement de plusieurs bureaux de votation lors des référendums.

Saint-Jérôme, ce 23 octobre 1956.

Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,
43517-43-4-o DE MARTIGNY & MARCHESSAULT.

Notice is hereby given that the city of Saint-Jérôme, a municipal corporation having its head office in the city of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, to obtain the right to acquire lands or immovables, to build immovables for municipal and/or industrial purposes, and to alienate same; should such acquisition or such construction necessitate a loan, formalities relative to municipal loans shall then ensue; to fix the date upon which election notices and the appointment of an election secretary, to provide for the establishment of several polling offices when there are referendums.

Saint-Jérôme, October 23th, 1956.

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT,
43517-43-4 Attorneys for the city of Saint-Jérôme.

CITÉ DE VERDUN

Amendements à la Charte

Avis est par les présentes donné par la cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Location d'édifices publics, etc.

2. Évaluation des propriétés de la cité de Montréal;

3. Contrat pour service d'eau par la cité de Montréal;

4. Établissement d'une commission des sports;

5. Cens d'éligibilité des électeurs municipaux;

6. Antennes de radio et télévision;

7. Pensions à certains officiers;

8. Vente, distribution, etc. de littérature obscène;

9. Circulation dans la rue et remorque des véhicules stationnés;

CITY OF VERDUN

Charter amendments

Notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Lease of public buildings, etc.

2. Valuation of properties of the city of Montreal;

3. Contract for water service by the city of Montreal;

4. Establishment of a sports commission;

5. Qualification of municipal voters;

6. Radio and television antennas;

7. Pensions to certain officials;

8. Sale, distribution etc. of offensive literature;

9. Street traffic and removal of parked vehicles;

10. Sommations de la Cour Municipale;
11. Actions judiciaires pour dommages par inondation.

Verdu, P.Q., 26 octobre 1956.

L'Avisseur légal,
FRS. FAUTEUX.

43519-43-4-o

10. Municipal Court summonses
11. Legal actions for damage by inundation.

Verdun, P.Q., 26th October, 1956.

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.

43519-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Normandie" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer en fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'eau et d'égout; exempter l'imposition de machineries et accessoires; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs et pour autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
Me ANDRÉ DUCHARME.

43518-43-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Normandie" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to adopt a by-law concerning the curfew; to constitute a working fund; to regulate the building permits; to limit the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers; to exempt the taxation of machinery and accessories; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers and for other purposes.

Montreal October 22nd, 1956.

Me ANDRÉ DUCHARME,
Attorney for the Petitioner.

43518-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Farnham s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi ayant pour objet de refondre sa Charte et de la modifier, en changeant son nom en celui de "Cité de Farnham".

Les principales modifications ont pour objet: de donner une acception plus étendue au mot "propriétaire" ayant droit d'être inscrit sur la liste des électeurs; de soumettre la ville aux dispositions actuelles et futures de la Loi des cités et villes, sauf dérogations expresses; de décrire le territoire et le quartier en tenant compte des annexions faites jusqu'ici; d'augmenter de six mille à dix mille dollars le pouvoir d'octroi aux œuvres; de fixer à trois ans le terme d'office des membres du Conseil; de fixer une indemnité annuelle de dépenses de quinze cents et de six cents dollars pour le maire et les échevins; d'autoriser le conseil à créer trois commissions spéciales composées en partie de non-membres du conseil: commission des sports, commission d'urbanisme, et commission d'industrie et de tourisme, dont les attributions, pouvoirs et devoirs seront fixés par le conseil, à qui elles devront faire rapport; de stipuler l'effet du départ d'un locataire de son quartier ou de la ville, quant à son droit de vote; d'apporter un adoucissement à l'obligation pour le contribuable d'avoir payé ses taxes pour exercer son droit de vote; de fixer la date des premières élections et de la première séance du conseil après la sanction de la loi; de prévoir la procédure d'approbation d'un premier règlement de zonage et de construction et leur abrogation ou modification futures; d'augmenter les pouvoirs de réglementation du conseil pour lui permettre de préciser les pouvoirs relatifs aux escaliers extérieurs; de

Public notice is hereby given that the town of Farnham will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of an act relating to the revision and the amendment of its charter and for the purpose of changing its name for "City of Farnham".

The most important amendments will be to the following ends: to give an extended meaning to the word "proprietor" entitled to be listed as elector; to render applicable to the Town the provisions of the Cities and Towns Act as it is or may be amended, except when expressly derogated to it; to give a description of the territory and of the wards including the annexations; to raise from six to ten thousand dollars the power to make grants to organizations; to fix at three years the term of office of the members of the council; to allow fifteen hundred and six hundred dollars to the mayor and the aldermen annually for their expenses; to authorize the council to create three special commissions: Sport Commission, Commission of "Urbanisme", Industrial and Touristic Commission, of which the attributions, powers and duties are determined by the council to which they will have to report; to stipulate the effect for lessee to depart from his ward or the Town, on his right to vote; to lessen the strictness of the obligations for a rate-payer to have paid his taxes in order to be entitled to vote; to fix the date of the first election and the first session of the Council after the adoption of this Act; to establish the procedure for the adoption of the first by-law relating to zoning and construction and the abrogation or amendments in the future; to increase the powers of the Council to pass by-laws in order to allow it to: to specify the powers relating to exterior stairways; to allow the delegation of powers of

léguer certains pouvoirs du conseil à la commission d'urbanisme; ordonner la fermeture ou la réglementation des dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; prévoir un permis de changement d'usage d'une construction régie par le règlement de zonage; réglementer quant au travail et au coût le ramonage des cheminées; réglementer les postes d'essence et les prohiber en certains endroits; organiser un service d'enlèvement des vidanges et prévoir l'imposition y relative; réglementer la construction des conduites privées d'eau et d'égout et de leur raccordements et prévoir que le coût en sera payable par les propriétaires intéressés; pour réglementer les travaux de fossés mitoyens, cours d'eau, etc., et l'imposition à ce sujet; réglementer l'emplacement, la construction et la répartition du coût des trottoirs et autoriser des emprunts annuels n'excédant pas dix mille dollars par billets à ce sujet; rendre nécessaire l'approbation préalable par le conseil des plans de subdivision de lots; permettre de refuser les permis de construction sur des rues non-ouvertes à la circulation ou non pourvues de conduites d'égout et d'aqueduc, d'interrompre la circulation sur les rues où des travaux sont exécutés, de louer et remiser les véhicules stationnés en contravention des règlements ou nuisant aux travaux publics; déterminer des endroits pour l'arrêt et le stationnement des autobus faisant un service interurbain et les obliger à les utiliser; organiser un service d'enlèvement de la neige et prévoir l'imposition y relative; déterminer des endroits comme kiosques taxis et les obliger à s'y rapporter; obliger à l'émondage ou l'abattage des arbres nuisibles; prévoir l'exécution de travaux permanents tel que pavage, égout et aqueduc, soit de l'initiative du conseil, soit sur requête des deux tiers des propriétaires, et des emprunts temporaires convertis ensuite en obligations, à cette fin, moyennant limite en diamètre des canalisations d'égout et d'aqueduc à la charge des propriétaires, la ville devant contribuer pour le surplus nécessaire, la constitution d'un fonds pour le service de la dette contractée à ce sujet et la façon de la constituer et les autorisations ou approbations requises; ordonner des travaux permanents et urgents pour un montant n'excédant pas cinquante mille dollars par année, y compris la contribution pour excédent en diamètre des conduites d'égout et d'aqueduc dans les travaux à la charge des propriétaires et indiquer les approbations requises pour emprunts à cette fin; réglementer et prohiber les commerces ambulants de patates frites, etc.; autoriser le conseil à utiliser annuellement une somme ne dépassant pas cinq mille dollars pour fins de promotions industrielles ou touristiques; autoriser le conseil à passer un ou des règlements soumis à toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts pour constituer un fonds industriel n'excédant pas deux cent mille dollars dont l'usage pourra servir à l'acquisition de terrains ou bâtisses, à la construction de bâtisses et à leur amélioration pour fins municipales ou industrielles, à accorder des prêts hypothécaires sur des industries en première hypothèque et à toutes autres fins industrielles préalablement autorisées par la Commission Municipale de Québec, la ville pouvant se porter acquéreur des immeubles hypothéqués en sa faveur et en disposer de nouveau sous les mêmes approbations; toutes sommes perçues par la ville en rapport avec les transactions devant être affectées au service de la dette s'il y a lieu créée à l'occasion de la constitution du fonds et le surplus s'il y a lieu avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec à des fins similaires; la ville conservant

the Council to the Commission of "Urbanisme"; to authorize the Council to close and to regulate automobile and other junk yards; to require a permit concerning a change in the purpose of a building regulated by zoning by-law; to regulate work and cost of cleaning chimneys; to regulate gas stations and to prohibit them in definite areas; to organize a garbage removing service and the tax to be levied on same; to regulate the construction of private water and sewer conduits and their connection and to levy the charge against the interested proprietors; to regulate common ditches and water courses, etc., and the charge that could be made; to regulate the location, the construction and to assess the expenses of side-walks and to authorize, for this purpose, loans not exceeding ten thousand dollars a year by simple notes; to subject to previous approval of the council the plans for subdivision of lots; to allow the refusal of building permit on streets not opened to the public or not provided with sewer and water system, to stop traffic on the streets where public works are executed, to tow and store vehicles parked in contravention with the by-laws or being a nuisance to public works; to determine bus stops and parking grounds for intercity busses and oblige them to use them; to organize a snow removing service and the tax to be levied; to determine taxi grounds for taxi stands and make it compulsory to use them; to order the trimming or the cutting of trees being a nuisance; to order the execution of permanent works like paving, water and sewer works, whether by the authority of the council, whether upon petition made by at least two thirds of the proprietors, and temporary loans thereafter converted in obligations, for the above purposes, providing a maximum in size of the sewer and water pipes to be assessed against the proprietors, the Town contributing for the surplus; the establishment of a sinking fund for the service of the debt contracted for same, the way to establish said fund and the authorizations and approbations required; to allow the council to order permanent and urgent works for an amount not exceeding fifty thousand dollars yearly including the contribution of the town for expenses related to the oversize of water and sewer pipes when works have been charged to the proprietors and indicate the required approbations for loans for such purposes; to regulate and prohibit itinerant trades, as fried potato stands, etc.; to authorize the council to seu annually an amount not exceeding five thousand dollars for the purpose of industrial and touristic promotion; to authorize the council to adopt one or some by-laws submitted to all required approbations for loan by-laws to constitute a fund not exceeding two hundred thousand dollars which could be used: to acquire lands or buildings, to the construction of buildings and to their improvement for industrial or municipal purposes, to grant hypothecary loans on industries as first mortgage, and to all other industrial purposes previously authorized by the Quebec Municipal Commission, the Town having the right to acquire mortgaged immovables in its favor and to dispose of same with the same approbations; any amounts collected by the Town concerning transactions to be applied to the service of the debt, if necessary, created with the constitution of the fund and the surplus if any, with the approbation of the Quebec Municipal Commission for similar purposes; the Town holding powers already granted by other acts for the same purposes; to decree that the valuation role be composed of loose-leaves or cards; to render possible the changes of lessees

jusqu'à leur accomplissement les pouvoirs déjà obtenus par d'autres lois à ces fins; décréter que le rôle d'évaluation pourra être composé de fiches ou feuilles mobiles; de permettre les mutations de locataires ou d'occupants; lesdites modifications ayant aussi pour but: de permettre l'estimation comme lots à bâtir de terrains inclus dans une ferme en bordure de rues pourvu d'égout et d'aqueduc, la bande de terre ainsi estimée n'excédant pas cent cinquante pieds de profondeur; de déterminer comment un locataire inscrit au rôle de perception pourra limiter à six mois l'imposition contre lui et le successeur locataire devenir chargé des autres six mois d'imposition et obliger le propriétaire à dénoncer à la ville les changements de locataires survenus dans ses immeubles loués et la sanction au cas de défaut de sa part; de porter à cinq dollars le montant de la taxe personnelle sur les habitants majeurs du sexe masculin; de permettre l'imposition d'une taxe n'excédant pas cinq dollars contre toute personne travaillant dans la ville si elle est majeure et imposer une fois et demi le montant chargé contre les non résidents; de permettre de restreindre à certaines catégories l'imposition de la taxe d'affaires ou de certains droits annuels n'excédant jamais deux cents dollars pour les résidents et les corporations ou sociétés ayant leur siège social dans la ville et trois cents dollars pour les autres; de décréter que la taxe d'affaires pourra être imposée soit en totalité soit en partie selon la valeur annuelle des lieux employés; de permettre au conseil la définition des genres d'affaires ou de commerces, les imposer séparément dans un même établissement et obliger à la fermeture de tout l'établissement lorsqu'un genre d'affaires est visé par le règlement de fermeture à bonne heure ou à imposer des conditions pour en permettre l'ouverture quant aux genres d'affaires non-visés; de permettre au conseil d'imposer une taxe de vente de deux pour cent sujette aux mêmes restrictions, pouvant être perçue de la même façon et sous les mêmes peines et par la même autorité que l'impôt sur la vente en détail de la province; de préciser les pouvoirs du conseil quant à l'utilisation de surplus d'emprunt à certaines fins; de permettre la constitution d'un fonds de roulement n'excédant pas soixante mille dollars, en déterminer les procédés et les autorisations requises; d'autoriser le conseil à accorder un octroi ne dépassant pas cent mille dollars pour l'érection d'un hôpital et de maisons de refuge pour couples âgés, et de garantir un emprunt contracté par les constructeurs de l'hôpital ou effectuer cet emprunt ainsi qu'un emprunt pour dépenses incidentes jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas le total des octrois de la ville, de la province et du Canada et des frais incidents; de décréter qu'advenant construction d'un hôpital le produit net de l'imposition de la taxe de vente sera d'abord appliqué sur le service de la dette relative à l'hôpital; de préciser les pouvoirs d'expropriation de la ville; d'abroger les lois régissant jusqu'ici la ville, sauf certaines dispositions nécessaires à l'accomplissement de certaines fins déterminées; d'établir les dispositions transitoires nécessaires à l'occasion de la refonte de la charte et du changement de nom de la corporation; et de lui accorder tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

and occupants on the valuation role;

Said amendments also having the following objects: to permit the assessment as building lots of land included in a farm fronting streets provided with sewer and water system, the said strip of land not exceeding one hundred and fifty feet in depth; to exact how a lessee registered on the perception role could limit to a period of six months the assessment against him and his successor as tenant could become himself assessed for the remaining six months and to oblige the proprietor to give notice to the Town of any changes in lessees in his rented buildings and to determine the penalty or responsibility in case of default on his part; to raise from two to five dollars the tax levied on any major person of the male sex residing in the town; to authorize the council to levy a tax not exceeding five dollars on any major person whether male or female workind and residing in the town and a tax higher by fifty per cent for the no-residents; to restrict to some categories the levying of business tax or annual duties not exceeding two hundred dollars for the residents or corporations and societies having their head office in the town and three hundred dollars for the others; to decree that the business tax could be established whether in totality or in part according to the annual value of the premises occupied for same; to allow the council to define the kinds of businesses or trades; to assess all and any kinds separately even in the same establishment and order the closing of the complete establishment when a special kind of business therein falls under the by-law ordering an early closing, or to determine the conditions allowing the establishment to stay opened for the purposes of commercial operations not falling on the said by-law; to allow the council to levy a sale tax of two per cent subject to the same restrictions, being collected in the same manner and under the same penalties and authority as the retail sale tax of the province; to determine the powers of the council to use the surplus of any loan by-law at certain ends and under certain approbations; to allow a runnind fund to be constituted not exceeding sixty thousand dollars, and to determine the required procedure and authorizations; to authorize the Council to give a grant not exceeding one hundred thousand dollars for the construction of an hospital and a rest home for aged couples, and to guarantee a loan subscribed by the builders of the hospital or to borrow money itself for that purpose up to an amount not exceeding the total of grants made by the Town, the Province of Quebec and by the Government of Canada, and for incident expenses related to it; to decree that in the event of the construction of an hospital the net proceeds of the sale tax that shall be first applied on the service of the debt created relating to the hospital; to specify the expropriation powers of the town; to abrogate the acts governing the Town of Farnham, save and except certain provisions necessary for the accomplishment of specified purposes; to establish the transitory dispositions necessary due to the revision of the charter and the changing of its name.

And to grant the Town all other necessary powers.

Donné à Farnham, le 23 octobre mil neuf cent cinquante-six.

Given at Farnham this 23rd day of October, nineteen hundred and fifty-six.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,
Le Procureur de la pétitionnaire,
43520-43-4-o la ville de Farnham.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the Petitioner
43520-43-4-o the Town of Farnham.

Avis public, est par les présentes donné que la cité de Sainte-Foy, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Limiter le nombre de taxis, déterminer les endroits de stationnement des taxis, établir des postes autorisés, refuser un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis ou la conduite d'un taxi à toute personne condamnée pour acte criminel. Réglementer l'imposition et l'inspection de taximètres.

Acquérir des terrains nécessaires pour aménagement de terrains de jeux et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de \$150,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains, le tout avec approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil. Avec l'approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil acquérir les terrains nécessaires pour le bon aménagement de ses services publics et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de \$200,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains. Limiter le nombre de postes d'essence et de garages. En attendant la perception des taxes générales et spéciales emprunter par billets sans obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants empruntés ne doivent pas excéder la moitié des recettes prévues.

Percevoir des amendes pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation. Exiger des soumissions pour tout contrat de cinq cents dollars ou au-dessus. Sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale emprunter \$1,151,000.00 pour consolider certaines dépenses faites et à faire résultant de travaux publics permanents et urgents, de voirie, construction d'un garage municipal, achat de terrains, acquisition équipement de bureaux, outillage, aménagement aqueduc et égout collecteur sud.

Refuser permis de construction à moins que le promoteur n'exécute les travaux de rue, d'aqueduc et d'égout.

La cité de Sainte-Foy,
Par le Procureur autorisé,
PERCY FLYNN.

43528-43-4-o

Public notice is hereby given that the city of Sainte-Foy, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of an act for the following purposes:

To restrict the number of taxis, determine locations for the parking of taxis, establish authorized stands, refuse to issue permits for the operating of taxi stands or driving licenses to any person having been found guilty of a criminal action. To bring under regulations the installation and inspection of taximeters.

To acquire the necessary land for the organizing of playgrounds and borrow, without a referendum, an amount not exceeding \$150,000.00 to meet the cost of said land, all of which with the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council. With the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council, acquire the necessary land for the installing of public utilities and borrow, without a referendum, an amount not exceeding \$200,000.00 in order to meet the cost of said land. Restrict the number of gasoline stations and garages. To borrow, pending the levying of general and special taxes, by means of notes, without the approval of landlord constituents or Lieutenant-Governor in Council. The amounts borrowed should not exceed half of the estimated returns.

Collect fines for infringements to municipal regulations respecting traffic. Exact tenders for any contract in the amount of five hundred dollars or more. With the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Municipal Commission, borrow \$1,151,000.00 to fund certain expenses incurred or to be incurred, resulting from permanent and urgent public works, road labour, building of a municipal garage, purchasing of land, office equipment, tooling, installing of waterworks and a south main sewer.

Refuse building permits unless the promoter agrees to carry out work involving the building of sidewalks, waterworks and sewers.

The city of Sainte-Foy,
Per: PERCY FLYNN,
Authorized Attorney.

43528-43-4

Avis est par les présentes donné que Joseph Bruno-Houde, dit Bruno Cyr, de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour être admis à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec, nonobstant l'article 71 de la Loi du barreau (2-3 Elizabeth II, chapitre 59 et amendements) et pour obtenir le changement de son nom, Joseph Bruno-Houde en Joseph Bruno-Cyr.

Québec, le 25 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
43529-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Notice is hereby given that Joseph Bruno-Houde, called Bruno Cyr, of Montreal, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be admitted to the practice of law in the Province of Quebec, notwithstanding article 71 of the Bar Act (2-3 Elizabeth II, chapter 59 and amendments thereto) and that his name be changed from Joseph Bruno-Houde to Joseph Bruno-Cyr.

Quebec, October 25, 1956.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
43529-43-4 Attorney for petitioner.

Avis divers

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le quatre octobre 1956, autorisé le changement de nom du "Syndicat Catholique National des Employés de Esmond Mills Inc.",

Miscellaneous Notices

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on October fourth 1956, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of the "Syndicat Catholique National des Employés de Esmond

en celui de "Syndicat National Catholique des Employés de Esmond Mills Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la loi ci-haut mentionnée, S.R.Q. 1941, chapitre 162. La constitution dudit syndicat professionnel a été autorisée le 18 mars 1946, et son siège social est situé à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le neuf octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43465-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12612-56)
VALMOR CHIBOUGAMAU MINING COMPANY LTD.
(No Personal Liability)

Règlement N° 72

Re: Augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs dont trois formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction

Décrité à une assemblée des directeurs tenue le 27 août, 1956, et ratifié par tous les actionnaires présents à une assemblée spéciale tenue le même jour.

Le Secrétaire,
43461-o (Signé) J. CRAWFORD BROWN.

Mills Inc." to that of "Syndicat National Catholique des Employés de Esmond Mills Inc.", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the above mentioned Act, R.S.Q. 1941, chapter 162. The incorporation of the said Professional Syndicate has been authorized on March 18, 1946, and its head office is situated at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, the ninth day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43465 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12612-56)
VALMOR CHIBOUGAMAU MINING COMPANY LTD.
(No Personal Liability)

By-law No. 72

Re: Increase in the number of Directors from three to five.

The affairs of the company shall be managed by a Board of five directors, three of whom shall form quorum at any meeting of the Board.

Enacted by the Directors on the 27th day of August, 1956, and ratified by all the shareholders present at a special meeting held on the same day.

(Signed) J. CRAWFORD BROWN,
43461 Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre 1956 et présentés avant le 5 décembre 1956, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 novembre 1956, et reçues avant le 29 novembre 1956, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 19 décembre 1956.

Québec, le 8 août 1956.
ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14-o Greffier de l'Assemblée législative.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 24th, 1956 and introduced before December 5th, 1956; petitions for private bills shall be presented prior to November 24th, 1956 and received prior to November 29th, 1956, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 19th, 1956.

Québec, August 8th, 1956.
ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

Avis est donné par les présents que "Rissman's Limited", demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée. Montréal, 16 octobre 1956.

Rissman's Limited,
Par les Procureurs,
43462-o GARBER & BLUMENSTEIN.

Avis est par les présentes donné que "The Seg Corporation" s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de ladite compagnie. Montréal, 5 octobre 1956.

Le président.
43464-o (sgd) ÉLIA KOPILOV.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Rissman's Limited", will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, October 16, 1956.
Rissman's Limited,
per GARBER & BLUMENSTEIN,
43462-o Attorneys.

Notice is hereby given that the "The Seg Corporation" will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender the Charter of the said Company.

Montreal, October 5th, 1956.
(sgd) ÉLIA KOPILOV,
43464 President.

LA CIE DE PLACEMENTS DUDRESNE INC.
DUFRESNE INVESTMENT INC.

Avis public est par les présentes donné que "La Cie de Placements Dufresne Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte et s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec pour le prier d'accepter cet abandon et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, ce 18 octobre 1956.

La Cie de Placements Dufresne Inc.

Par: le Secrétaire,

G. DUFRESNE.

43463-o

LA CIE DE PLACEMENTS DUFRESNE INC.
DUFRESNE INVESTMENT INC.

Public notice is hereby given that "La Cie de Placements Dufresne Inc." shall apply for leave to surrender its charter and request the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec to accept this surrender, and to fix as from which date the company shall be dissolved.

Montreal, this October 18th, 1956.

La Cie de Placements Dufresne Inc.

Per: G. DUFRESNE,

Secretary.

43463

ARMEL LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Armel Limited", une corporation constituée sous la loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, s'adressera au procureur général de la Province de Québec pour permission de renoncer à sa charte sous les provisions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour d'octobre 1956.

Le Secrétaire,

(signé) STUART MORLEY.

43484-o

ARMEL LIMITED

Notice is hereby given that "Armel Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 18th day of October, 1956.

(Signed) STUART MORLEY,

Secretary

43484-o

Prenez avis que la compagnie "Laurentian Sportswear Ltd" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

Mtre JOSEPH H. FREEDMAN.

43485-o

Take notice that the "Laurentian Sportswear Ltd" will make application to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Mtre. JOSEPH H. FREEDMAN,

Attorney for applicant.

43485-o

Avis est par les présentes donné que selon les provisions de la loi des Compagnies de Québec "Perjay Fruit Co. Ltd.", ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, fera application pour permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 1er jour de septembre 1956.

Le Procureur du Requérant,

WILLIAM I. MILLER.

204 Notre Dame ouest, suite 42,

Tel: Ave. 8-3111

43486-o

Notice is given by these presents that according to the provisions of the Quebec Companies' Act "Perjay Fruit Co. Ltd.", having its principal place of business in the city and district of Montreal, shall make application for permission to surrender its charter.

Dated at Montreal, this first day of September, 1956.

WILLIAM I. MILLER,

Attorney for the petitioner.

204 Notre Dame West, suite 42,

Tel: Ave. 8-3111

43486

BELMORE CONSTRUCTION LIMITED

Prenez avis que "Belmore Construction Limited", compagnie constituée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec ayant sa principale place d'affaires dans la Cité de Montréal, demandera au Procureur Général, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 23 octobre 1956.

Le Secrétaire,

HENRY MIZGALA.

43513-o

BELMORE CONSTRUCTION LIMITED

Take notice that "Belmore Construction Limited," a company incorporated under the Quebec Companies' Act, having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, October 23rd, 1956.

HENRY MIZGALA.

Secretary.

43513

Département des Affaires municipale

Avis est, par les présentes, donné que, par l'arrêté ministériel numéro 1037, du 17 octobre 1956, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 4-1956 du conseil municipal de la ville de Mont-Joli et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité

Department of Municipal Affairs

Notice is hereby given, by these presents, that by an Order in Council, number 1037, of October 17, 1956, and in conformity with the provisions of section 43 of the cities and towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to authorize by-law N° 4-1956 of the municipal council of the town of Mont-Joli and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and

de la paroisse de Sainte-Flavie, comté de Rimouski, et annexé à la ville de Mont-Joli.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie, comté de Rimouski, comprenant la partie du lot 400 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie contenue dans les limites suivantes à savoir: partant d'un point commun au coin sud du lot 400, au coin ouest du lot 401, au coin nord du lot 336 et au coin est du lot 335; de là, successivement, la ligne séparant le lot 400 des lots 335-32, 335-24, 335-30, 335-22, 335-21, 335-20, 335-19, 335-34, 335-18, 335-17, 335-26, 335-16 et 335-23; une ligne traversant le lot 400 dans la direction astronomique N. 44° 08'E. jusqu'à la ligne nord-est du lot 400; la dite ligne nord-est du lot 400 en allant vers le sud-est et le séparant des lots 402 et 546-1 et enfin une ligne brisée séparant les lots 400 et 401 en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
43483-0 PAUL DOZOIS.

describe hereinafter is detached from the municipality of the parish of Sainte-Flavie, county of Rimouski, and annexed to the town of Mont-Joli.

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Sainte-Flavie, county of Rimouski, comprising that part of lot 400 of the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie contained within the following limits, to wit: starting from a common point south of lot 400, at the corner of lot 401, on the north side of lot 336 and at east corner of lot 335; thence, successively, the line dividing lot 400 from lots 335-32, 335-24, 335-30, 335-22, 335-21, 335-20, 335-19, 335-34, 335-18, 335-17, 335-26, 335-16 and 335-23; a line crossing lot 400 in the astronomical direction N. 44° 08'E. to the northeast line of lot 400; the said line northeast of lot 400 going towards the southeast and dividing lots 402 and 546-1 and finally a broken line dividing lots 400 and 401 going towards the west to the starting point.

PAUL DOZOIS,
43483 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 323-56.

Québec, le 24 octobre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, les lots 19a et 19b du rang XI et 19a, 19b, 19c, 19d, du rang X du canton de Grenville, pour les annexer à la municipalité scolaire protestante de Rouge River, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43509-43-2-0 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 323-56.

Quebec, October 24, 1956.

Application is made to detach from the Protestant School Municipality of Grenville, in the County of Argenteuil, lots 19a and 19b, Range XI, and 19a, 19b, 19c, 19d, range X, of the township of Grenville, in order that they be annexed to the Protestant School Municipality of Rouge River, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
43509-43-2 Superintendent of Education.

N° 759-56.

Québec, le 24 octobre 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 octobre 1956, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne, les subdivisions 1 à 27 inclusivement du lot 84 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Thérèse, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43510-0 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 759-56.

Quebec, October 24th, 1956.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 17th, 1956, has been pleased to detach from the school municipality of Ste-Thérèse-West, in the county of Terrebonne, subdivisions 1 to 27 inclusively of lot 84 on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Thérèse, to annex them to the school municipality of the town of Ste-Thérèse, in the same county.

This change will take effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
43510 Superintendent of Education.

Département des Mines

Department of Mines

Province de Québec

Province of Quebec

MINISTÈRE DES MINES

DEPARTMENT OF MINES

Avis de révocation des droits de mine

Notice of revocation of mining rights

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs de droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quarante-jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (S.R.Q. 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land here under listed that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revo-

Lieutenant-Gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive pendant les vingt et une années qui ont suivi le premier mars 1934, à savoir:

Dans le Canton de Sutton

Rang VI, lots 14, 15, 16, 17, 18, 19

Rang VII, lots 13, 14, 15, 16, 17, 18
Rang VIII, lots 12, 13, 14, 15, 16, 17
Rang IX, lots 12, 13, 14, 15, 16

Dans le Canton de Eardley

Rang VI, lots 1 et 2
Rang VII, lots 1, 2 et 3
Rang VIII, lots 1, 2, 4A (½ N. lot 4)

Dans le Canton de Hull

Rang VI, lots 10 à 20 inclusivement
Rang VII, lots 10 à 20 inclusivement
Rang IX, lot ½ N. 28
Rang X, ½ S. lot 27, lot 28
Rang XI, lot 28

Dans le Canton de Chester

Rang II, lots 5 (105-109 cadastral), 6 (110-113 cadastral)
Rang III, lots (5 184-187 cadastral), 6 (188 cadastral)

Dans le Canton Gore de Lochaber

Rang VIII, lot 6A, 6B cadastral

Dans le Canton de Leeds

Rang XIII, lots 16, 17
Rang XIV, lots 13, 14, 15, 16, 17, 18
Rang XV, lots 12, 13, 14, ½ S.O. de ½ N.O. lot 15, ½ S.E. lot 15
Rang XVI, lots 17, 18, 19, 20.
Québec, le 24 septembre 1956.

Le Sous-ministre des Mines.
43408-42-2-o A. O. DUFRESNE.

cation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March 1934, to wit:

In Sutton Township

Rang VI, lots 14, 15, 16, 17, 18, 19

Range VII, lots 13, 14, 15, 16, 17, 18
Range VIII, lots 12, 13, 14, 15, 16, 17
Range IX, lots 12, 13, 14, 15, 16

In Eardley Township

Range VI, lots 1 and 2
Range VII, lots 1, 2 and 3
Range VIII, lots 1, 2, 4A (N. ½ lot 4)

In Hull Township

Range VI, lots 10 to 20 inclusively
Range VII, lots 10 to 20 inclusively
Range IX, lot ½ N. 28
Range X, S. ½ lot 27, lot 28
Range XI, lot 28.

In Chester Township

Range II, lots 5 (105-109 cadastral lots), 6 (110-113 cadastral lots)
Range III lots 5 (184-187 cadastral lots), 6 (188 cadastral lot).

In Gore Lochaber Township

Range VIII, lot 6A, 6B cadastral lot.

In Leeds Township

Range XIII, lots 16, 17
Range XIV, lots 13, 14, 15, 16, 17, 18
Range XV, lots 12, 13, 14, S. W. ½ of N. W. ½ lot 15, S.E. ½ lot 15
Range XVI, lots 17, 18, 19, 20.
Quebec, September 24th, 1956.

A. O. DUFRESNE,
43408-42-2-o Deputy Minister of Mines.

Départements des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastré officiel de la paroisse de Notre-Dame des Anges (cité de Québec) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 5-a, 5-h et le lot 5-g sont annulés et remplacés par le lot 15 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43457-o AVILA BÉDARD.

Cadastré officiel de la paroisse de St-Joachim-de-Châteauguay division d'enregistrement de Châteauguay.

Avis est par la présente donné que les lots 226-5 à 226-14, 226-21 à 226-30, 226-35 à 226-44, 226-77

NOTICE

Official cadastre of the parish of Notre-Dame des Anges (city of Quebec) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that part of lots 5-a, 5-h, and lot 5-g are annulled and replaced by lot 15 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October 10, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
43457-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St. Joachim-de-Châteauguay registration division of Châteauguay.

Notice is hereby given that lots 226-5 to 226-14, 226-21 to 226-30, 226-35 to 226-44, 226-77 to

à 226-81, 226-84 à 226-88, 226-90 à 226-94, 226-96, 226-97 et partie des lots 226-15, 226-17, 226-31, 226-34, 226-57, 226-76, 226-89, 226-98 et 226-99 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43457-o

226-81, 226-84 to 226-88, 226-90 to 226-94, 226-96, 226-97 and part of lots 226-15, 226-17, 226-31, 226-34, 226-57, 226-76, 226-89, 226-98 and 226-99 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October 5th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43457-o

Cadastre officiel de la Seigneurie de Batiscan division d'enregistrement de Champlain.

Official cadastre of the Seigniory of Batiscan registration division of Champlain.

Avis est par la présente donné que les lots 128 à 132, 213-A, 213-B, 213-C, 213-D, 213-E, 213-F, 213-G et 280 sont corrigés et les lots 523 à 529 et le Bloc H sont ajoutés en vertu de l'article 2174 A du Code civil.

Québec, le 15 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43457-o

Notice is hereby given that lots 128 to 132, 213-A, 213-B, 213-C, 213-D, 213-E, 213-F, 213-G and 280 are corrected and lots 523 to 529 and Block H are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October 15th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43457-o

Departement du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des ascenseurs rendue obligatoire par l'article XV du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit article XV de la façon suivante:

Le paragraphe 9 sera radié et remplacé par le suivant:

9° Taux de salaire: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien.....	\$2.41
Aide.....	1.69

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 octobre 1956. 43512-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the elevator industry, rendered obligatory by section XV of the decree No. 1121 of October 19th, 1955, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have submitted to him a petition to amend the said section XV, as follows:

Subsection 9 will be deleted and the following substituted therefor:

9. Wage rates: The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic.....	\$2.41
Helper.....	1.69

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour
Quebec, October 27th, 1956. 43512-o

Liquidation, avis de:

Winding up Notice;

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du "Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville", tenue à Louiseville, comté de Maskinongé, le 22 mars 1956, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire

Notice is given that at a general meeting of the members of the "Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville", held at Louiseville, county of Maskinongé, March 22, 1956, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said Association be voluntarily wound-up and that the latter be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and those of the Winding-up Act, and that Messrs

des compagnies à fonds social, et que MM. Édouard Picotte, Georges-Aimé Giguère and P.-A. Gravel, of Louiseville, have been appointed liquidators.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le vingt-trois octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43487-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
the twenty-third day of October 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43487 Under Secretary of the Province.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1956 — Examinations of October 1956

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Prachter.....	Wilfred.....	28	Montréal.....	Université de Berlin, Allemagne.

Montréal, le 6 octobre 1956. — Montreal October 6th, 1956.

43511-o

Le Secrétaire,
KENNETH C. MACKAY,
Secretary.

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1956 — Examinations of October 1956

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Bergeron.....	Viateur.....	24	Guigues.....	Rouyn.
Coutu.....	Jean Charles.....	20	Rouyn.....	Rouyn.
Cinq Mars.....	Jean-Guy.....	23	Val d'Or.....	Rouyn.

Malartic, le 10 octobre 1956 — October 10th 1956.

43511-o

Le Secrétaire,
J. P. LAMOUREUX,
Secretary.

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Arex Indemnity Company", dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 juin 1956;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son secrétaire-trésorier à l'effet qu'elle n'avait au 30 juin 1956 aucune obligation dans la province de Québec;

Attendu que ladite compagnie s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "Arex Indemnity Company" est annulé à compter du 30 juin 1956.

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "Arex Indemnity Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, has ceased to do business in the province of Quebec as from the 30th of June 1956;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its secretary-treasurer to the effect that it has as of the 30th of June 1956 no obligations in the province of Quebec;

Whereas this company has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "Arex Indemnity Company" is cancelled as from the 30th of June 1956.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 23 octobre 1956.
Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43508-43-2-o Surintendant des assurances,

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 23rd of October 1956.
For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43508-43-2-o Superintendent of Insurance.

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, district de Québec,
Dans la Cour Supérieure, N° 77-614. Lucien
Viger, entrepreneur-briqueleur, de Ste-Thérèse-
de-Lisieux, comté de Québec, demandeur, vs
Rodrigue Forcier, faisant affaires comme en-
trepreneur, sous les nom et raison sociale de
"Forcier Construction Enr.", 148 rue rue Lock-
well, Québec, défendeur; & Majella Alain, 1347,
rue Letardif, Sillery, P. Q., Tiers-saisi.

Canada, Province of Quebec, District of
Quebec, Superior Court, No. 77-614. Lucien
Viger, master bricklayer, of St. Thérèse-de-Li-
sieux, county of Quebec, plaintiff, vs Rodrigue
Forcier, carrying on business as contractor under
the name and style of "Forcier Construction
Enr.", 148 Lockwell Street, Quebec, defendant,
& Majella Alain, 1347 Letardif Street, Sillery,
P.Q., Garnishee.

APPEL AUX CRÉANCIERS DE RODRIGUE FORCIER

APPEAL TO THE CREDITORS OF RODRIGUE FORCIER

Il est ordonné aux créancier de Rodrigue
Forcier de produire leurs réclamations dans les
quinze jours de la date de la première insertion,
pour être colloqués, à la suite de la demande en
déclaration en déconfiture faite contre le dé-
fendeur.

It is ordered that the creditors of Rodrigue
Forcier file their claims within fifteen days from
the date of the first insertion, to be collocated,
following a request that the defendant be de-
clared insolvent.

Bureau du Protonotaire, Québec, 15 octobre
1956.

Office of the Prothonotary, Quebec, October
15th, 1956.

Le D.P.C.S.D.,
(signé) GUY FORTIER.

(Signed) GUY FORTIER,
D.P. Q.S.C.

Vraie copie:

True copy:

Procureur du demandeur,
DROUIN, DROUIN, DOYON.

DROUIN, DROUIN, DOYON,
Attorneys for plaintiff.

43448-42-2-o

43448-42-2

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX,

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Rei-
ne du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres
royaumes et territoires, Chef du Common-
wealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God of the United Kingdom, Canada and Her
other Realms and Territories Queen, Head
of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers les mem-
bres du Conseil législatif et de l'Assemblée lé-
gislativ de la province de Québec,

To our Beloved and Faithful Councilors, the
members of the Legislative Council and of the
Legislative Assembly of the Province of Quebec.

'SALUT.

GRREETING.

ATTENDU QUE la législature de la province de
Québec se trouve convoquée en vue de l'expédi-
tion des affaires pour le vingt-six septembre 1956,
mais que, pour diverses considérations, Nous
avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite
province, jugé à propos de la proroger jusqu'au
quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six:

WHEREAS the Legislature of the Province of
Quebec had been convoked, in view of the dis-
patch of business, for the twenty-sixth day of
September 1956, but that for various considera-
tions, We have, with the advice of the Executive
Council of said Province, deemed it advisable to
prorogue the said Legislature to the fourteenth
day of November, one thousand nine hundred and
fifty-six:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant
savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le
vingt-six septembre 1956; vous convoquons par
les présente pour le quatorze novembre mil neuf
cent cinquante-six et, en conséquence, vous man-
dons et ordonnons de vous assembler à cette date,
au palais législatif, en la cité de Québec, pour y
expédier les affaires de la province et y examiner,
discuter et décider les questions qui vous seront
soumises.

THEREFORE, We now inform you that you are
no longer required to meet on the twenty-sixth
day of September 1956; but hereby convene you
for the fourteenth day of November one thousand
nine hundred and fifty-six and, consequently,
command and order you to meet on said date at
the Parliament Buildings, in the City of Quebec,
for the dispatch of the business of the Province,
and to examine, discuss and decide the questions
to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D. D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-six, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(Signé, ANTOINE LEMIEUX.

42956-32-14-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the First day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-sixth and fifth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
42956-32-14 Québec.

Sièges sociaux

ART NEON SIGNS LTD.

Avis est donné que la compagnie "Art Neon Signs Ltd.", constituée en corporation suivant la Loi des compagnies de Québec, en date du 7ième jour de septembre 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, à établi son bureau au numéro 692A, de la rue St-Albert, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 2ième jour d'octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT NEILL.

43458-o

Avis est donné que la compagnie "Eastern Township Iron and Metal Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 septembre 1956 et ayant son siège social dans le canton de Granby, district de Bedford, a établi sa principale place d'affaires sur la route rurale No 4, canton de Granby, district de Bedford.

A compter de la date dudit avis, l'adresse ci-dessus est considérée par la compagnie comme étant son siège social et principale place d'affaires.

Signé à Granby, P.Q., ce 5 octobre 1956.

Le Président,
ISRAËL WISEBERG.

43459

RADIO TECHNIQUE INC.

Avis public est donné que la compagnie "Radio Technique Inc.", constituée en compagnie par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le dix septembre mil neuf cent cinquante-six, a établi son bureau à 9, rue St-Joseph, en la cité de Granby, où elle possède sa principale place d'affaires.

A compter du présent avis, ce bureau sera considéré comme le principal bureau de la compagnie.

Donné à Granby, ce onzième jour d'octobre, mil neuf cent cinquante-six.

Le Président,
G. LALIBERTÉ.

43460-o

Head Offices

ART NEON SIGNS LTD.

Notice is hereby given that the company "Art Neon Signs Ltd.", incorporated according to the Quebec Companies Act, dated the seventh day of September, 1956, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 692A, St-Albert Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 2nd day of October, 1956.

ROBERT NEILL,
Secretary-Treasurer.

43458

Notice is hereby given that the company "Eastern Township Iron and Metal Inc.", incorporated by letters patent, under date the 10th day of September, 1956, having its main office in the Township of Granby, district of Bedford, has established its principal place of business on Rural Route No. 4, in the Township of Granby, district of Bedford.

From the date of said notice, the above address is considered, by the company, as its main office and principal place of business.

Signed at Granby, P.Q., this 5th day of October, 1956.

ISRAËL WISEBERG,
President.

43459-o

RADIO TECHNIQUE INC.

Public notice is given that the company "Radio Technique Inc.", constituted as a company by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the tenth day of September, one thousand nine hundred and fifty-six, has established its office at 9 St. Joseph Street, in the city of Granby, where it has its principal place of business.

From and after this notice, the said office shall be considered as the Company's head office.

Given at Granby, this eleventh day of October, one thousand nine hundred and fifty-six.

G. LALIBERTÉ,
President.

43460

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR LA CITÉ DE GRANBY (Comté de Shefford)

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE CITY OF GRANBY (County of Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 5.30 heures p.m., à 12 rue St-Antoine-Sud, C.P. 487, Granby, comté de Shefford, ou jusqu'à 8.00 heures, p.m., École du Christ-Roi, rue Court, Granby, comté de Shefford, lundi, le 12 novembre 1956, pour l'achat de \$300,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er octobre 1956 et remboursables par séries du 1er octobre 1957 au 1er octobre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 à 1961 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1962 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétreault, N.P., Secretary-Treasurer, until 5.30 o'clock, p.m., at 12 St. Antoine Street, South P.B. 487, Granby, County of Shefford, or until 8.00 o'clock p.m., at the Christ-Roi School, Court Street, Granby, County of Shefford, Monday, November 12, 1956, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds of the Catholic School Commissioners for the city of Granby, County of Shefford, dated October 1st., 1956 and redeemable serially from October 1st., 1957 to October 1st., 1976, inclusively, with interest at a rate of not less than 4% for maturities from 1957 to 1976 inclusive, not over 4½% for maturities from 1957 to 1961 inclusive, and not over 5% for those from 1962 to 1976 inclusive, payable semi-annually on April 1st, and October 1st. of each year.

Résolution d'emprunt en date du 27 août 1956 — Construction d'un externat classique, etc.

Loan Resolution dated August 27, 1956 — Erection of a day school for classical studies, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st., 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$300,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$300,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er octobre 1957.....	x\$42,000.00
1er octobre 1958.....	x 27,000.00
1er octobre 1959.....	x 28,000.00
1er octobre 1960.....	x 29,500.00
1er octobre 1961.....	x 30,500.00
1er octobre 1962.....	7,000.00
1er octobre 1963.....	7,000.00
1er octobre 1964.....	7,500.00
1er octobre 1965.....	8,000.00
1er octobre 1966.....	8,000.00
1er octobre 1967.....	8,500.00
1er octobre 1968.....	9,000.00
1er octobre 1969.....	9,500.00
1er octobre 1970.....	10,000.00
1er octobre 1971.....	10,500.00
1er octobre 1972.....	10,500.00
1er octobre 1973.....	11,000.00
1er octobre 1974.....	11,500.00
1er octobre 1975.....	12,000.00
1er octobre 1976.....	13,000.00

Year	Capital
October 1st, 1957.....	x\$42,000.00
October 1st, 1958.....	x 27,000.00
October 1st, 1959.....	x 28,000.00
October 1st, 1960.....	x 29,500.00
October 1st, 1961.....	x 30,500.00
October 1st, 1962.....	7,000.00
October 1st, 1963.....	7,000.00
October 1st, 1964.....	7,500.00
October 1st, 1965.....	8,000.00
October 1st, 1966.....	8,000.00
October 1st, 1967.....	8,500.00
October 1st, 1968.....	9,000.00
October 1st, 1969.....	9,500.00
October 1st, 1970.....	10,000.00
October 1st, 1971.....	10,500.00
October 1st, 1972.....	10,500.00
October 1st, 1973.....	11,000.00
October 1st, 1974.....	11,500.00
October 1st, 1975.....	12,000.00
October 1st, 1976.....	13,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,943.75, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements dont le premier de \$41,343.75 et les quatre autres de \$24,900.00 chacun, de 1957 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,943.75 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments the first of which in the amount of \$41,343.75 and the four others of \$24,900.00 each, from 1957 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, County of Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Granby, County of Shefford.

Lesdits obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole

en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 12 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'école du Christ-Roi, rue Court, Granby, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 24 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÊTREAU, N.P.

adresse postale:

12, rue St-Antoine-Sud, C.P. 487.

Granby, (Comté de Shefford), P.Q. 43527-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-JEAN
(Comté de St-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Rolland Guay, secrétaire-trésorier, 185 rue Mercier, St-Jean, comté de St-Jean, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 14 novembre 1956, pour l'achat de \$495,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 à 1964 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1965 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Résolution d'emprunt en date du 6 novembre 1955, telle que modifiée: \$185,000.00; construction d'une école de 9 classes dans la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes; et résolution d'emprunt en date du 2 juin 1955, telle que modifiée: \$310,000.00; agrandissement de l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant

Tableau d'amortissement — \$495,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er décembre 1957.....	x \$41,500.00
1er décembre 1958.....	x 37,000.00
1er décembre 1959.....	x 38,500.00
1er décembre 1960.....	x 40,500.00
1er décembre 1961.....	x 42,000.00
1er décembre 1962.....	x 43,500.00
1er décembre 1963.....	x 45,500.00
1er décembre 1964.....	x 48,000.00
1er décembre 1965.....	13,500.00
1er décembre 1966.....	13,500.00
1er décembre 1967.....	14,500.00
1er décembre 1968.....	15,500.00
1er décembre 1969.....	16,000.00
1er décembre 1970.....	16,500.00

or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 12, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the School of Christ-Roi, Court Street, Granby, County of Shefford.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), this October 24, 1956.

LINDOR TÊTREAU, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

12, St. Antoine Street, South, P.B. 487,

Granby, (County of Shefford), P.Q. 43527

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST. JOHN'S
(St. John's County)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Rolland Guay, Secretary-Treasurer, 185 Mercier Street, St. John's, St. John's county, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, November 14, 1956, for the purchase of an issue of \$495,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the City of St. John's, St. John's county, dated December 1st, 1956 and redeemable serially from December 1st, 1957 to December 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 4% for the maturities from 1957 to 1976 inclusively nor more than 4½% for the maturities from 1957 to 1964 inclusively, and not more than 5% for the maturities from 1965 to 1976 inclusively payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year.

Loan resolution dated November 6, 1955, as modified: \$185,000.00; erection of a 9 classroom school in the parish of Notre-Dame-de-Lourdes; and loan resolution dated June 2, 1955, as modified: \$310,000.00; enlargement of the Notre-Dame du-Sacré-Cœur School.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$495,000.00 — 20 years.

Year	Capital
December 1st, 1957.....	x \$41,500.00
December 1st, 1958.....	x 37,000.00
December 1st, 1959.....	x 38,500.00
December 1st, 1960.....	x 40,500.00
December 1st, 1961.....	x 42,000.00
December 1st, 1962.....	x 43,500.00
December 1st, 1963.....	x 45,500.00
December 1st, 1964.....	x 48,000.00
December 1st, 1965.....	13,500.00
December 1st, 1966.....	13,500.00
December 1st, 1967.....	14,500.00
December 1st, 1968.....	15,500.00
December 1st, 1969.....	16,000.00
December 1st, 1970.....	16,500.00

1er décembre 1971.....	17,500.00
1er décembre 1972.....	9,500.00
1er décembre 1973.....	10,000.00
1er décembre 1974.....	10,500.00
1er décembre 1975.....	10,500.00
1er décembre 1976.....	11,000.00

December 1st, 1971.....	17,500.00
December 1st, 1972.....	9,500.00
December 1st, 1973.....	10,000.00
December 1st, 1974.....	10,500.00
December 1st, 1975.....	10,500.00
December 1st, 1976.....	11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$293,045.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements dont le premier de \$36,630.74 et les sept autres de \$36,630.68 chacun, de 1957 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 185 rue Mercier, St-Jean, comté de St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 24 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLLAND GUAY.

185 rue Mercier, St-Jean,
(Comté de St-Jean), P.Q. 43526-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-SAUVEUR
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Lupien, secrétaire-trésorier, St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 12 novembre 1956, pour l'achat de \$45,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Sauveur, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1956 et remboursables par séries du 1er septembre 1957 au 1er septembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 116 — achat de machinerie pour construction et entretien de chemins.

The letters "x" indicate the years during annual payments of a total amount \$293,045.50 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments, of which the first instalment shall be \$36,630.74, and the other seven of \$36,630.68 each, from 1957 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. John's, county of St. John's.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the branch of the said bank of Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, November 14, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 185 Mercier Street, St. John's, county of St. John's.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. John's, (County of St. John's), October 24, 1956.

ROLLAND GUAY,
Secretary-Treasurer.

185 Mercier Street, St. John's,
(County of St. John's), P.Q. 43526

Province of Quebec

PARISH OF ST-SAUVEUR
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Lupien, Secretary-Treasurer, St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 12, 1956, for the purchase of an issue of \$45,000.00 of bonds of the parish of St-Sauveur, county of Terrebonne, dated September 1st, 1956, and redeemable serially from September 1st, 1957 to September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 116 — purchase of machinery for the construction and maintenance of roads.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1957.....	\$ 2,000.00
1er septembre 1958.....	2,500.00
1er septembre 1959.....	2,500.00
1er septembre 1960.....	2,500.00
1er septembre 1961.....	2,500.00
1er septembre 1962.....	2,500.00
1er septembre 1963.....	3,000.00
1er septembre 1964.....	3,000.00
1er septembre 1965.....	3,000.00
1er septembre 1966.....	3,000.00
1er septembre 1967.....	3,500.00
1er septembre 1968.....	3,500.00
1er septembre 1969.....	3,500.00
1er septembre 1970.....	4,000.00
1er septembre 1971.....	4,000.00

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000.00 — 15 years

Year	Capital
September 1st, 1957.....	\$ 2,000.00
September 1st, 1958.....	2,500.00
September 1st, 1959.....	2,500.00
September 1st, 1960.....	2,500.00
September 1st, 1961.....	2,500.00
September 1st, 1962.....	2,500.00
September 1st, 1963.....	3,000.00
September 1st, 1964.....	3,000.00
September 1st, 1965.....	3,000.00
September 1st, 1966.....	3,000.00
September 1st, 1967.....	3,500.00
September 1st, 1968.....	3,500.00
September 1st, 1969.....	3,500.00
September 1st, 1970.....	4,000.00
September 1st, 1971.....	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en la salle municipale, paroisse de St-Sauveur, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sauveur-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 19 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL LUPIEN.

St-Sauveur-des-Monts,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 43466-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 12, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the municipal hall, parish of St-Sauveur, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Sauveur-des-Monts, (County of Terrebonne), October 19, 1956.

RAOUL LUPIEN,
Secretary-Treasurer,

St-Sauveur-des-Monts,
(County of Terrebonne), P.Q. 43466

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Albert Gagnon, camionneur, St-Félicien, Roberval, P.Q. débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1956 à QUATRE heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la ville de St-Félicien, comté de Roberval, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Un terrain-emplacement situé dans la ville de St-Félicien, connu et désigné comme le lot numéro vingt-neuf (lot 29) d'une subdivision

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Albert Gagnon, trucker, St-Félicien, Roberval, P.Q. debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH, 1956, at FOUR o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction at the church door of the town of St-Félicien, county of Roberval, the immovable hereinafter described, to wit:

Item A) A plot of land-emplacement situated in the town of St-Félicien, known and designated as lot number twenty-nine (lot 29) of a cadastral

cadastrale d'une partie du lot numéro un-E (1-E-29) du premier rang, du cadastre officiel du canton Demeules, avec une maison dessus construite, appartenances et dépendances, (propriété à logements).

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'Article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Quebec, ce 19 octobre, 1956.

Les Syndics.

R.E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

369 Est, rue Racine, Chicoutimi,
111 Côte de la Montagne, Québec. 43480-43-2-0

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, N° 555-B. Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Maurice Lavertu, ci-devant contracteur, 385 Châteauguay, Jonquière, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le TRENTE NOVEMBRE, 1956 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse St-Georges de Jonquière, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Item A) Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière comme formant partie des lots numéros quatorze-B et quinze (ptie N° 14-B & 15) dans le rang quatre (Rg. IV) dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre l'ancienne route régionale au nord et le terrain de la succession de M. Adelard Boily ou représentants au sud et est compris dans les bornes et limites suivantes: Au nord par l'ancienne route régionale, au sud par le terrain de la succession de M. Adelard Boily ou représentants, à l'est par le terrain de MM. Albert Bergeron, Lorenzo Lapointe et Adelard Lapointe faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de "La Scierie de Jonquière Enrg." et à l'ouest par le résidu des dits lots dont il forme partie propriété de Les Immeubles Gagnon Ltée., le tout sans bâtisse, mais avec appartenances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et réparations d'Eglise ou autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 19 octobre, 1956.

Les Syndics,

R.E. LEFAIVRE, P.E. LABERGE,
J. MARMETTE & R. LEFAIVRE.

369 est, rue Racine, Chicoutimi,
111, Côte de la Montagne, Québec. 43481-43-2-0

subdivision of part of lot number one-E (1-E-29) of the first range, of the official cadastre of the township of Demeules, with a house thereon erected, appurtenances and dependencies, (tenement property).

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil procedure and also to article 55 of the bankruptcy Act, 1949. This sale is equivalent to that made by the Sheriff.

Conditions of sale: Cash.
Quebec, October 19, 1956.

R.E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

369 Racine Street, East, Chicoutimi,
111 Mountain Hill, Quebec. 43480-43-2

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, No. 555-B, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Maurice Lavertu, heretofore contractor, 385 Châteauguay, Jonquière, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: FRIDAY, NOVEMBER THIRTIETH, 1956, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the church door of the parish of St-Georges de Jonquière, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A) A strip of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Jonquière as forming part of lots number fourteen-B and fifteen (Pt. No. 14-B & 15) in range four (Rg. IV) of the said township, which territory measures fifty feet in width from east to west along the whole depth there may be between the old Regional route on the North and the land of the estate of M. Adelard Boily or representatives on the South and is comprised within the following boundaries: On the North, by the old Regional route, on the South, by the land of the estate of Mr. Adelard Boily or representatives, on the East, by the land of Messrs. Albert Bergeron, Lorenzo Lapointe and Adelard Lapointe, doing business in association under the name and style of "La Scierie de Jonquière Enrg." and on the West, by the residu of the said lots of which it forms part of the property of Les Immeubles Gagnon Ltée, the whole without building, but with appurtenances and dependencies.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and church distributions or any other servitude which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil procedure and also to article 55 of the bankruptcy Act, 1949. This sale is equivalent to that made by a Sheriff.

Conditions of sale: Cash.
Quebec, October 19, 1956.

R.E. LEFAIVRE, P.E. LABERGE,
J. MARMETTE & R. LEFAIVRE,
Trustees.

369 Racine Street, East, Chicoutimi,
11 Mountain Hill, Quebec. 43481-43-2

Province de Québec, District de Montréal, N° 2 (1956). Cour Supérieure "en faillite" dans l'affaire de la faillite de: Marcel L'Espérance, Sorel, cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, à savoir:

Désignation: Un immeuble situé en la cité de Sorel, connu sous les numéros deux cent vingt-sept et deux cent vingt-huit de la subdivision du lot quatorze cent soixante-quatre (1464-227, 228) du cadastre de la ville de Sorel; avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 24 et 26 de la rue Legardeur.

Sera vendu comme une seule et même exploitation au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sorel, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1956.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 4 octobre 1956, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 22 octobre 1956.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

PERRAS & PERRAS, Syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q.

43479-43-2-0

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Henri Neron, cultivateur, Rang 9, St-Léon, comté de Chicoutimi, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE, 1956 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon, comté de Chicoutimi, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Le lot numéro trente-neuf (lot 39) dans le premier rang (Rg. 1) du canton Labrecque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949 et également en vertu de l'article 699 du Code de procédure civile, vu que le débiteur Henri Neron est réputé les avoir toujours possédés *Animo Do-*

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2 (1956). Superior Court. "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Marcel L'Espérance, Sorel, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Designation: An immovable situated in the city of Sorel, known under the numbers of two hundred twenty-seven and two hundred twenty-eight of the subdivision of lot fourteen hundred and sixty-four (1464-227, 228) of the cadastre of the town of Sorel with the buildings thereon erected bearing civic numbers 24 and 26 of Legardeur Street.

Shall be sold as a one and only concern at the Sheriff's Office, Court House, Sorel, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, NOVEMBER THIRTIETH, 1956.

This sale is made under virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, on October 4, 1956, and according to the provisions of sections 55 and following of the bankruptcy Act of 1949, so to give to this sale the effect of a Sheriff's sale on the terms of the Code of Civil Procedure.

Condition: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, October 22, 1956.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

PERRAS & PERRAS, Trustees,
4 Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q.

43479-43-2

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court "sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Henri Neron, farmer, Range 9, St. Léon, county of Chicoutimi, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of St. Léon, county of Chicoutimi, the immovable herein after described, to wit:

Item A) Lot number thirty-nine (lot 39) in Range one (R. 1) of the township of Labrecque, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

This item shall be sold to the last and highest bidder subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with articles 716-717 and 719A of the Code of Civil procedure and article 55 of the 1949 bankruptcy Act, and also according to article 699 of the Code of Civil procedure, seeing that the debtor, Henri Neron, is reputed to have always been in possession of

mine. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 19 octobre 1956.

Les Syndics.
JOS. MARMETTEM &
RENÉ LEFAIVRE,

369 est Racine, Chicoutimi,
111, Côte de la Montagne, Québec. 43482-43-2-0

same *Animo Domini*. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, October 19, 1956.

JOS. MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees,

369 Racine Street, East, Chicoutimi,
111 Mountain Hill, Quebec. 43482-43-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité de Hull, que les propriétés immobilières ci dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le HUIT NOVEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on Thursday, November 8th, 1956, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall of the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

N. Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
47.....	Zummar Israel (Girard & Gérard Ltd), 45 St-Laurent.	5....	P. O. 524....	\$1,665.04	\$1.10	.....	.....	\$1,666.14
108.....	Giroux Wm, 76 Verdun.....	5....	sur 265.....	202.12	0.85	.....	.....	202.97
114.....	Constantineau Aurèle (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 22 Verdun.	5....	P. E. 408....	257.02	1.10	.....	.....	258.12
121.....	Corneau Maurice (Rodolphe Charbonneau) (Blondin Motors Ltd), 13 Verdun.	5....	P. E. 401....	249.22	1.35	.....	.....	250.57
340.....	Levesque Ed. Fils (Jules Laverdure), 199-201 Kent.	5....	387.....	442.50	1.10	.....	.....	443.60
393.....	Vaillant Gaston (Emile Laurin) 132 Kent.	5....	N. 498.....	98.95	1.10	.....	.....	100.05
417.....	Landry Roger, 81 Dollard.....	4....	P. 15.....	147.80	0.85	.....	.....	148.65
449.....	Compton Winston (Valéda L. Brousseau), 151 Dollard.	5....	N. 420.....	112.03	1.10	.....	.....	113.13
457.....	McKinnon Alex, 169 Dollard..	5....	C. E. 385....	136.81	0.85	\$ 27.09	\$3.25	168.00
463.....	Gélineau Valmore, 183 Dollard	5....	217 E. 32....	135.21	0.85	.....	.....	136.06
481.....	Peterson Emile, 168 Dollard..	5....	384.....	364.60	0.85	.....	.....	365.45
630.....	Petit Nap (Lionel Pilon), 294 Maisonneuve.	5....	N. 189.....	557.27	1.10	171.18	3.25	732.80
713.....	Dallaire Dame J., 221 Champlain.	5....	P. N. 373....	260.10	0.85	.....	.....	260.95
744.....	Guidon Aurèle (Revd J. R. Guindon), 309 Champlain.	5....	N. 209.....	256.48	1.10	77.25	3.25	338.08
752.....	Petit Nap, 327 Champlain....	5....	N. 190.....	1,000.04	0.85	229.60	2.75	1,237.24
766.....	Giroux Dme Omer & Robineau Dme A. (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 371 Champlain.	5....	114.....	248.02	1.35	63.78	2.90	316.05
1021....	Purcell James T. (Caisse Pop. N.-D. de Hull & Succ. Henri Blackburn), 65 Laurier.	4....	49.....	559.66	1.35	.....	.....	561.01
1025....	Pharand Dme J. B., 87-89 Laurier.	5....	553-A.....	2,446.91	0.85	.....	.....	2,447.76
1047....	Pharand Paul, 157 Laurier....	5....	N. 321-S-320	623.04	1.45	277.79	3.00	905.28
1108....	Plouffe Alger (Ernest Lattion, Jules Laverdure), 80-82 Laurier.	5....	556-12.....	1,662.57	1.35	.....	.....	1,663.92
1124....	Lemieux Fernand, Rue Gauthier.	5....	120-27.....	306.67	0.85	.....	.....	307.52
1134....	Lemieux Fernand, Rue Joannisse.	5....	120-32.....	316.44	0.85	.....	.....	317.29
1519....	Sauvé Antoine (Lambert Desormeaux), 147 Papineau.	3....	191-4.....	244.02	1.10	.....	.....	245.12
1541....	St-Louis Paul (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 67 Papineau.	2....	96-4-1 96-3-2	411.34	1.70	.....	.....	413.04
1541-1..	St-Louis Paul, 67 Papineau....	2....	Manufacture & Machine	368.05	.....	.....	.....	368.05
1603....	Trépanier Donat (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 96 Garneau.	3....	172-1.....	216.90	1.10	.....	.....	218.00
1675....	Gravelle René (Caisse Ste-Bernadette de Hull), 24 Charlevoix.	2....	96-46-A.....	186.51	1.10	.....	.....	187.61
1735....	Martel Robert (Dame Ferdinand Normand) (René Brault), 99 Charlevoix.	3....	131-6.....	218.47	1.35	.....	.....	219.82

N. Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
1743...	Parisien Aurèle (Dame Aurèle Parisien) (Caisse Sacré-Cœur de Hull), 83 Charlevoix.	3...	127-3	146.52	1.35			147.87
1852...	Desjardins Dame Frellé (Crédit Foncier Franco Canadien), 194-196 St-Laurent.	2...	93-128	1,704.22	1.10			1,705.32
1853...	Desjardins Trefflé, St-Laurent.	2...	93-129	103.16	0.85			104.01
1986...	Romanuck Mike, 1 B. Sacré-Cœur.	3...	9-2-1	650.94	0.85			651.79
2161...	Pétrole Combustible Hull, 257A St-Rédempteur.	3...	sur 88 p. 3.	374.13	0.85			374.98
2162...	Levinson Morris (Emmanuel M. Glatt), 271 St-Rédempteur.	3...	88-4-5	1,642.04	1.70	250.54		1,894.28
2196...	Romanuck Mike, St-Rédempteur.	3...	9-47	58.03	0.85			58.88
2198...	Romanuck Mrs Mike, 280-282 St-Rédempteur.	3...	10-9	539.64	0.85			540.49
2199...	Romanuck Mike, 278 St-Rédempteur.	3...	10-8-2	239.25	0.85			240.10
2200...	Romanuck Mike, 276 St-Rédempteur.	2...	10-8-1	197.45	0.85			198.30
2202...	Leblanc Oscar (Cité de Hull), 272 St-Rédempteur.	3...	10-7-1	226.49	1.10			227.59
2204...	Romanuck Mike, 266, St-Rédempteur.	3...	10-6-1	689.31	0.85			690.16
2252...	Monette Eusebe (Dame Léo Monette), 35-37 St-Hyacinthe.	3...	63	439.56	1.10	98.22	2.65	541.53
2330...	Latreille Roméo, 18 St-Hyacinthe.	3...	95-1	259.53	0.85	56.41	6.15	322.94
2376...	Boucher Phil., 65 St-Henri.	3...	26-1	113.48	0.85			114.33
2422...	Larouche Dame Léo, 92 St-Henri.	3...	11-25	142.64	0.85			143.49
2448...	Letang Emile (Alma Mercier), 16 St-Henri.	2...	102-1	237.06	1.10			238.16
2463...	Jean André, 45 St-Florent.	3...	45-1	110.62	0.85			111.47
2536...	Carpentier Jos. (Lucille Desrosiers), 160 Leduc.	3...	162-2 163-2	301.50	1.70	58.53	3.25	364.98
2721...	Bélanger Dame Nap., 16 St-Hélène.	3...	135-110-2	117.14	0.85	20.43		138.42
2738...	Bourgeois H. P., 25 St-Hélène.	3...	135-134	268.99	0.85			269.84
2742...	Fortin René (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 37 St-Hélène.	3...	135-129-2 135-129-1 135-130-1 14-29	215.35	2.30	68.41	4.20	290.26
3110...	Guérette Jean (Marguerite Guérette), 42 Courcellette.	4...	406-10	125.65	1.10			126.75
3166...	Rocheleau Calixte (Henri Pilon), 34 Verchères.	4...	P. 364, 371	393.00	1.10			394.10
3207-3.	L'Opinion de Hull Ltée, Principale.	4...	Machine	216.64	0.25			216.89
3525...	Zummar Israel (Dame Alphonse Mousette), 88 Frontenac.	3...	379	3,171.37	1.10			3,172.47
3530...	Zummar Israel, 87 Frontenac.	3...	317-318 316-2, 766-767 768-1, 765-2,	400.77	4.45			405.22
3684...	Belley Lucien A. 30 Papineau.	2...	107-2	119.69	0.85	36.55	2.40	159.49
3714...	Limoges Lionel, & al 170 Papineau.	3...	252-5 253-1 253-2, 270-1, 271-1.	483.99	3.25	196.90	5.85	689.99
3748...	Roussel Gilbert, 137 Montcalm.	2...	191	165.23	0.85	45.06	3.00	214.14
3885...	Pharand Dame J. B., 73 Eddy.	2...	504	441.82	0.85			442.67
3886...	Pharand Dame J. B., 75 Eddy.	3...	503	381.54	0.85			382.39
3887...	Pharand Dame J. B., 79-81 Eddy.	3...	502-N-503	1,937.42	1.45			1,938.87
3948...	Chitovas Nicholas (François A. Binet) (Sa Majesté la Reine), 26-28 Eddy.	3...	694-2, 695-2 696-3.	3,177.53	2.55			3,180.08
3972...	Rochon D. (Caisse Pop. N.-D. de Hull), rue St-Jacques.	3...	357-2, 360	127.48	1.70			129.18
3973...	Rochon D. (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 99 St-Jacques.	3...	359-358-2	672.66	1.70	169.92	3.95	848.23
4011...	Campeau Rhéal (Caisse Ste-Bernadette de Hull) (Michael Greenberg), 78-80 St-Jacques.	3...	438-2, 439-2, 437-2	391.80	2.55			394.35
4064...	Régimbald Jeannette (Caisse Pop. N.-D. de Hull) (Stanley E. Cross), 102 Leduc.	3...	701	340.04	1.35			341.39
4112...	Martel Dame Emile (Adrien Desjardins), 41-43 Laval.	3...	569	402.34	1.10			403.44
4513...	Porter R. D. (Estate Lois W. Scott Hadley), Millar.	1...	317-13	200.59	1.10			201.69
4620...	Latour Alb. Eug. (C. Pop. Brébœuf), 373 Blvd. Taché.	1...	17-4	350.88	1.10			351.98
3625...	Ploffe P & R (Christopher C. Hall) (Dame Hector Plouffe) 389-391 Blvd. Taché.	1...	16-2-1 16-1-1	1,181.60	1.95			1,183.55

N. Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	Quartier — Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
4665...	Bériault Dame Ed. Blvd. Ta- ché.	1...	255-44-45...	440.97	1.45	.....	.....	441.42
4788...	Filiou Antonio, Duhamel....	1...	82-B.....	87.27	0.85	.....	.....	88.12
4798...	Demers Edgar, 51 Tétreau....	1...	O. 113.....	169.14	0.85	.....	.....	169.99
5377...	Hébert Laurier (Laurent Hé- bert), Rue Viger.	1...	255-353-354	223.93	1.70	.....	.....	225.63
5378...	Hébert Laurier (Dame Laurier Hébert), 38 Viger.	1...	255-355- 356-A	464.80	1.70	96.45	.....	562.95
5447-2...	Inconnu (Léonidas Bissonnet- te), Rue Scott.	1...	255-515.....	3.43	1.10	.....	.....	4.53
5461...	Chénier Armand (Marguerite Dufour), 80 Scott.	1...	255-783.....	167.13	1.10	.....	.....	168.23
5462...	Beaudry Arthur, Rue Scott....	1...	255-782.....	116.15	0.85	.....	.....	117.00
5472...	Savard Albert (Rodolphe Char- bonneau) Cité de Hull), 38 Scott.	1...	255-508- 509	271.28	1.95	.....	.....	273.23
5498...	Hayter Gordon (Peter Sadow- sky), 1 Graham.	1...	255-483.....	304.04	1.10	41.42	1.30	347.86
5507...	Petit Nap. (Union St-Joseph du Canada) (Caisse Pop. St- Joseph de Hull), 20 Graham.	1...	255-500-A 501A-E- 502.	451.83	2.55	.....	.....	454.38
5515...	Jetté Albert, 11 Duquesne....	1...	255-555-556	256.65	1.45	27.49	2.75	288.34
5555...	Sylvestre Aimé (Adrien Des- jardins), 30 Lavigne.	1...	255-671-672	323.61	1.70	.....	.....	325.31
5589...	Beaudry Arthur (Emile Nault) 24 Bienville.	1...	255-780.....	232.97	1.10	.....	.....	234.07
5696...	Petit Nap, 65 Delorimier....	1...	254-22.....	613.93	0.85	150.48	2.75	768.01
5711...	Boudreau Roland (Rodolphe Charbonneau), 103 Delori- mier.	1...	254-154.....	437.51	1.10	.....	.....	438.61
5720...	Guibeault Roland (Maxime Paris), 121 Delorimier.	1...	254-p. 163...	525.00	1.10	.....	.....	526.10
5738...	Charbonneau Rhéal (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 94 Delorimier.	1...	254-38.....	215.71	1.10	.....	.....	216.81
5742...	Bélair Dominique (Maurice Charbonneau), 86 Delori- mier.	1...	254-42.....	384.27	1.10	.....	.....	385.37
5789...	Laurier Georges 82, Rouville..	1...	254-204.....	253.16	0.85	.....	.....	254.01
5803...	Gaudreau Wilfrid (Dame Henri Savaria), 40-42 Rouville.	1...	254-67.....	403.28	1.10	.....	.....	404.38
5843...	Lafontaine Dame Edgar (Dais- se Pop. St-Joseph de Hull), 87 Chavreau.	1...	254-232.....	289.16	1.10	.....	.....	290.26
5852...	Chamberot Emile, 78 Chau- veau.	1...	254-239.....	228.16	0.85	.....	.....	229.01
5894...	Paroton Dame Gaston, 281 Laramée.	1...	254-113.....	269.03	0.85	.....	.....	269.88
5992...	Pelletier Dame Octave (H. Blackburn & Cie Ltée), 20 Lois.	1...	256-57.....	462.67	1.10	.....	.....	463.77
6050...	Tessier André L. (Roland Cr- riveau, Chas.) (Auguste Tes- sier), 117 Blvd. St-Joseph.	1...	254-353.....	463.56	1.35	.....	.....	464.91
6093...	Leblanc Jos (Raoul Bonin), 15-19 Blvd. St-Joseph.	1...	255-N177- 178-179.	631.27	2.30	.....	.....	633.57
6098...	Gagné Benjamin, 7 Blvd. St- Joseph.	1...	255-168-169	418.34	1.45	93.31	3.70	516.80
6125...	Séguin Georges (Union St-Jo- seph du Canada) 18 Jogues.	1...	254-18.....	271.94	1.10	.....	.....	273.04
6588...	Bouchard Armand, 54 Carrière	1...	247-20.....	241.50	0.85	.....	.....	242.35
6589...	Bastien Philias (Cité de Hull), 52 Carrière.	1...	247-21.....	312.30	1.10	50.04	2.40	365.84
6598...	Léonard Roméo (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 13 Rou- leau.	1...	8-60.....	251.03	1.10	40.83	2.40	295.36
6612...	Charette Yvanhoe, 9 Plessis...	1...	247-28.....	360.74	0.85	.....	.....	361.59
6624...	Ste-Marie Horace (Jean Bte Richard), 2 Plessis.	1...	247-41.....	470.80	1.10	.....	.....	471.90
6641...	Pagé Arthur (Eugène Renaud), 99 Amherst.	1...	247-172-173	378.26	1.70	.....	.....	379.96
6647...	Dazé Armand (Alphonse Lépi- ne), 123 Amherst.	1...	247-453.....	161.76	1.10	.....	.....	162.86
6676...	Strasbourg Dame Edouard (Ci- té de Hull), 174 Amherst.	1...	247-411-12- 827.	538.51	1.75	47.23	4.65	592.14
6688...	Logault Henri, 126 Amherst...	1...	247-394.....	163.60	0.85	.....	.....	164.45
6712...	Hull Woodwork Enrg., 8 Am- herst.	1...	250-p.-59.....	252.05	0.85	.....	.....	252.90
7080...	Carrière Polydore (C. Pop. St- Joseph de Hull), 2 Dumas.	1...	362.....	546.66	1.10	121.30	2.65	671.71
7166...	Normand Roland, 110 Sher- brooke.	1...	246-194-195	201.88	1.45	31.21	3.70	238.24
7204...	Marengère Edmond (Désiré Marengère), 105 Nicolet.	1...	246-238-239	224.86	1.70	.....	.....	226.56
7242...	Fréchette Hector (C. Pop. Notre-Dame de Hull) (Li- onel Emond), 136 Nicolet.	1...	246-317-318	210.12	1.95	.....	.....	212.07
7294...	Lafrance Fernand (C. Pop. Notre-Dame de Hull) Blan- dine Barette), 77 Jeanne d'Arc.	1...	246-388.....	183.36	1.35	.....	.....	184.71
7358-1...	Fortin Foundry Ltd., 110 Lois.	1...	250-NO-59...	935.97	0.85	152.95	3.60	1,093.37
7368...	Michaud Dame Henri, 135 Lois	1...	250-43.....	634.22	0.85	46.99	2.40	684.46

N. Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	Quartier — Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
7411....	Pharand Paul, 142 Blvd. St-Joseph.	1....	257-8A-9A ..	1,541.90	1.45	642.96	2.75	2,189.06
7480....	Pain Lucerne (Purity Flour Mills Ltd., Lucien Bisson, (Wilfrid Bisson), 215 Blvd. St-Joseph.	1....	247-565-566 ..	2,599.95	2.20	.....	.....	2,602.15
7500....	Paquette Rhéal (Stanley E. Cross, André Tessier), 83 Jogues.	1....	254-324.....	347.96	1.35	76.54	3.50	429.35
7530....	Labrie Dame Arthur (Maurice Faubert), 111 Berri.	1....	247-543.....	289.21	1.10	.....	.....	290.41
7552....	Gravelle Théophile, 62 Démostigny.	1....	247-594.....	1,388.33	0.85	.....	.....	1,389.18
7594....	Desrosiers Pierre (Guaranty Trust Co. of Canada, Marius Vachon, Horace Talbot, Gérard Moreault Ltée, P. D'Aoust Ltée, Royal Banque of Canada), 9-11 Fortier.	1....	245-89-90 p. 91.	2,300.55	3.55	.....	.....	2,304.10
7638....	Roussel Dame Aldège, 22, Richelieu.	1....	247-84.....	203.50	0.85	.....	.....	204.35
7640....	Amyot Dewey (William Shean) 26 Richelieu.	1....	247-86.....	298.70	1.10	.....	.....	299.80
7644....	Ouellette Royal, 34 Richelieu.	1....	247-169-S. 170, N. 170	134.06	1.45	.....	.....	135.51
7651....	Laverdure Danie. (Léopold Cadieux), 23 Richelieu.	1....	247-88.....	230.50	1.10	.....	.....	231.60
7688....	Vachon Roger (Maurice Charbonneau), 49 Labelle.	1....	247-429.....	127.11	1.10	.....	.....	128.21
7715....	Godmaire Albert (Esdras Lafrence), 34 Montmatre.	1....	247-643.....	318.37	1.10	.....	.....	319.47
8169....	Tessier André (A. Roland Corriveau, Aimé Guertin, A. Amyot & Fils), 108 Blvd. Montclair.	1....	244-190.....	853.92	1.60	.....	.....	855.52
8302....	Tremblay René (Dame A. J. Gibson), 76 Fontaine.	1....	244-245-246'	273.41	1.70	.....	.....	275.11
8447....	Laurin Albini (Omer Lafèche, Rev. Damien Trudeau), 11 Caron.	1....	244-320-321 ..	697.79	1.95	219.69	4.10	923.53
8594....	Paré Lucien (C. Pop. N.-D. de Hull Langelier Ltée), 17 Bourque.	1....	244-409.....	553.03	1.35	161.71	4.10	720.19
8904....	Deschênes Roland (Union St-Joseph du Canada), 44 Montpetit.	1....	141-131.....	301.59	1.10	.....	.....	302.69
8939....	Thibodeau Jules (Dame Philorum Charron, Oscar Brisebois), 12 Larose.	1....	141-158-S- 157.	364.82	1.95	.....	.....	366.77
8947....	Tessier Honoré, 5 Gratton....	1....	141-166.....	199.85	0.85	.....	.....	200.70
8948....	Tessier Honoré, Rue Gratton....	1....	141-167.....	206.79	0.85	.....	.....	207.64
9951....	Désormeaux Dame Dollard (Marcel Lortie-Léo Dorion), Rue Gratton.	1....	141-170.....	150.68	1.35	.....	.....	152.03
9053....	Boucher Horace (Dame Laurence Mahler), 4 Clairoux.	1....	142-2-44.....	333.64	1.10	.....	.....	334.74
9099....	Picard Jean-Paul (Raphaël Pelletier), 89 St-Raymond..	1....	141-242.....	368.44	1.10	.....	.....	369.54
9167....	Gendron Louis Jr., 57 Fortier.	1....	244-432.....	370.68	0.85	.....	.....	371.53
9228....	Richer Armand, Rue Blvd. Moussette.	1....	3-1-4, 3-2-4..	431.80	1.45	.....	.....	433.25
9229....	Richer Armand Rue, Blvd. Moussette.	1....	3-2-3, 3-1-3..	431.80	1.45	.....	.....	433.25
9393....	Bisson J. G. Const., Rue Perreault.	1....	6-B-1.....	169.11	0.85	.....	.....	169.96
9404-4..	Bisson J. G. Const., Rue Perreault.	1....	6-B-141.....	166.61	0.85	.....	.....	167.46
9434....	Bisson J. G. Const., 36 Fréchet.	1....	6-B-297.....	376.68	0.85	.....	.....	377.53
9445-4..	Bisson J. G. Const., Rue Genest.	1....	6-B-261.....	141.74	0.85	.....	.....	142.59
9445-5..	Bisson J. G. Const., Rue Genest.	1....	6-B-262.....	150.67	0.85	.....	.....	151.52
17.....	Gauthier Claude (Succ. Vitalice Laflamme), 43 St-Jean-Baptiste.	5....	p. 554.....	.....	.....	156.26	2.65	158.91
272....	Desjardins Adrien (Roland Roy-Jacques Thériault), 212 Laval.	5....	217 f 21.....	.....	.....	41.36	2.90	44.36
297....	Dompierre Wilfrid, 142 Laval.	5....	S 484.....	.....	.....	57.84	2.40	60.24
1742....	Alarie Edouard (Roland Légère-Gatineau Power Co.), 85 Charlevoix.	3....	127-2.....	.....	.....	30.12	2.90	33.02
2012-1..	Bédard Oscar, 2, Montclair....	.....	Mach.....	.....	.....	70.15	1.80	71.95
2427....	Phillon Domina, 80 St-Henri..	3....	11-20.....	.....	.....	17.01	2.40	19.41
2571....	Guindon Aldège (Alfred Gollain), 23 Brébeuf.	3....	12-30.....	.....	.....	40.62	3.25	43.87
2621....	Beaulne Henri (Jannine Charbonneau Rollin), 39 Falardeau.	3....	13-20.....	.....	.....	29.58	1.30	30.88
3625....	Sicotte Roland Mme, 17 Gagnon.	2....	204-1, 392...	.....	.....	57.58	3.50	61.18

3857....	Fréchette Edgar (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 128 St-Rédempteur.	3....	295-3, 294-296-7.	50.12	1.30	51.42
3883....	Rouleau François, 69 Eddy.	3....	sur 506.	3.91	2.40	6.31
5657....	Pharand Ephrem, 94 Desjardins.	1....	255-1102-1103.	48.55	4.35	52.90
6161....	Pilotté Georges, 24 Demontigny.	1....	254-421.	42.06	3.00	45.06
6184....	Fortin Léo (Thomas Genest), 4 Labelle.	1....	254-234.	65.00	2.65	67.65
3873-1..	To Hat Service, 23 Eddy.	1....	Mach.	15.61	1.80	17.41
6031-1..	Léonard Aldège, 110 B. St-Joseph.	1....	Mach.	15.61	1.80	17.41
6606....	Dubue Stanislas, 8 Rouleau.	1....	8-69.	70.68	1.30	71.98
6670....	Cité de Hull (Marois Robert), Amherst.	1....	8-292.	0.22	2.40	2.62
7485....	Simard J. C. Dr. (Wilfrid Poirier), 189 St-Joseph.	1....	sur 249-3.	19.51	2.40	21.91
7488....	Poirier Wilfrid (Dames Robert Lafleur et Wilfrid Leblanc), 189 St-Joseph.	1....	249-N 1, SO. 1.	267.06	3.60	270.66
7495-2..	Kyer Frank, 161 St-Joseph.	1....	sur 254-315.	63.98	2.40	66.38
7652....	Pelletier Emile (Lionel Royer), 21 Richelieu.	1....	247-89.	46.45	2.65	49.10
8884....	Pilon Emile (Caisse Pop. St-Joseph de Hull-Interprovincial Building Credit Ltd), 21 Montpetit.	1....	141-29.	45.47	2.65	48.12
8916....	Bigras Omer (Cité de Hull), 12 Montpetit.	1....	141-16.	56.60		56.60
9173....	Deschamps Osiar (Raymond Deschamps), 41 Fortier.	1....	244-N-214.	95.67	3.25	98.92
5508....	Liberman Charles, 3 Labelle.					41.76
7568....	Copeman George, 67 Demontigny.		247-589.			41.24
8179....	Hamilton Arthur, 70 Montclair.		244-W178.			48.03
4550-4551	Krushnisky Edw. 523 St-Joseph.		4-13-14.			13.23
47-3525-3530	Zumar Israel, 47½ St-Laurent.		524, 379, 318, 317, 316-2, 766, 767, 768-1, 765-2.			927.02

Daté à Hull, ce douzième jour du mois de septembre 1956.

Le Freffier de la Cité de Hull,
43402-42-2-o H. LÉON LEBLANC.

Given at Hull, this twelfth day of September 1956.

H. LÉON LEBLANC,
43402-42-2-o City Clerk of the City of Hull.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3848. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal et une place d'affaires à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demanderesse; vs JOSEPH VIGNEAULT, de Roquemaure, district d'Abitibi, défendeur.

Les droits acquis du défendeur sur le lot 15, rang X, canton Hébécourt, comté d'Abitibi-Ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Roquemaure, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, 1er octobre 1956. 43337-40-2-o

ABITIBI

Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3848. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation legally incorporated having its head office at Montreal and a business place at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff; vs JOSEPH VIGNEAULT, of Roquemaure, district of Abitibi, defendant.

The rights acquired of the defendant on lot 15, range X, township Hébécourt, county Abitibi-West, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne de Roquemaure, on the SEVENTH day of NOVEMBER, 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, October 1st, 1956. 43337-40-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No. 10931, à savoir: **GARAGE J. R. PLOUR-DE LTÉE**, corporation légalement constituée ayant son siège d'affaires à Victoriaville, contre **MATHIAS TRUDEL**, domicilié à Saint-Martin, comté de Beauce, à savoir: Un emplacement avec bâtisses, étant partie du lot numéro trente-deux "H" (ptie 32 "H") du cadastre officiel pour le rang un du canton de Jersey, ayant environ quatre-vingt-quatorze pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, borné en front au sud-ouest à une rue, au sud-est à Odias Marcoux, et de sautres côtés à Lévis Tanguay.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Martin de Beauce, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 10 octobre 1956.

[Première insertion: 13 octobre 1956]

[Seconde insertion: 27 octobre 1956]

43382-41-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 24,882, à savoir: **JOSEPH BOUTIN**, cultivateur de St-Gédéon, contre **ARMAND DUMONT**, autrefois de St-Théophile et maintenant à Mattawa, Ont. C.P. 108, à savoir:

Un terrain ayant un arpent et quart de largeur (1¼ arpent) sur trois arpents (3 arp.) de profondeur, étant partie du lot vingt-deux-B (ptie 22-B) du cadastre pour le rang quatre (4) du canton de Marlow, borné en front au chemin public, au nord-ouest à la ligne de division des lots vingt-trois-A et vingt-deux-B (23-A & 22-B), au nord-est et au sud-ouest à Georges Paradis ou représentants, avec bâtisses, sauf le garage, et toutes les machineries qui se trouvent sur ledit immeuble et dans les bâtisses. Le tout sujet à une servitude d'eau et à un droit de retour stipulés par les actes enregistrés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Théophile, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 24 octobre 1956.

43521-43-2-o

[Première insertion: 27 octobre 1956.]

[Seconde insertion: 10 novembre 1956.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 25,020, à savoir: **DAME ARMOSA THIBAudeau**, épouse contractuellement séparée de biens de Josaphat Maheux, de Saint-Louis, contre **JOSAPHAT MAHEUX**, de Saint-Louis, à savoir: Les droits et prétentions du défendeur sur la demi sud-est du lot soixante et un (61) du rang trois (3) de Langevin avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saint-Louis, le TRENTIÈME

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Superior Court, No. 10931, to wit: **GARAGE J. R. PLOUR-DE LTÉE**, corporation legally constituted having its head office at Victoriaville, versus **MATHIAS TRUDEL**, domiciled at St. Martin, county of Beauce, to wit:

An emplacement with buildings, being part of lot number thirty-two "H" (P. 32 "H") of the official cadastre for Range one of the County of Jersey, having some ninety-four feet in width by eighty feet in depth, bounded in front, south-westerly, by a street, southeasterly by Odias Marcoux, and on other sides by Lévis Tanguay.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the Parish of St. Martin de Beauce, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, October 10, 1956.

[First insertion: October 13, 1956]

[Second insertion: October 27, 1956]

43382-41-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St. Joseph of Beauce, No. 24,882, to wit: **JOSEPH BOUTIN**, farmer of St. Gédéon, versus **ARMAND DUMONT**, formerly of St. Théophile and presently at Mattawa, Ont., P.B. 108, to wit:

A pice of land of one arpent and a quarter in width (1¼ arpents) by three arpents (3 arps.) in depth, being part of lot twenty-two-B (P. 22-B) of the cadastre for Range four (4) of the township of Marlow, bounded in front by the public highway, northwesterly by the dividing line of lots twenty-three-A and twenty-two-B (23-A & 22-B), northeasterly and southwesterly by Georges Paradis or representatives, with buildings, save and except the garage, and all the machinery which happens to be on said property and in the buildings. All of which subject to a water servitude and a right of reversion stipulated in the registered Deeds.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the parish of St. Théophile, the THIRTIETH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, October 24, 1956.

43521-43-2

[First insertion: October 27, 1956.]

[Second insertion: November 10, 1956.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 25,020, to wit: **DAME ARMOSA THIBAudeau**, wife contractually separate as to property of Josaphat Maheux, of Saint-Louis, against **JOSAPHAT MAHEUX**, of Saint-Louis, to wit: The rights and pretensions of the defendant upon the south-east half of lot sixty-one (61) of range three (3) of Langevin with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the parochial church door in the parish of Saint-Louis, the THIRTIETH

TIÈME jour de NOVEMBRE prochain à day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in DEUX heures de l'après-midi. the afternoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif, J. S. POULIOT, Sheriff's Office, Saint-Joseph de Beauce, Sheriff. 24 octobre 1956. 43522-43-2 October 24, 1956. 43522-43-2 [Première insertion: 27 octobre 1956] [First insertion: October 27, 1956] [Seconde insertion: 10 novembre 1956] [Second insertion: November 10, 1956]

HULL

HULL

District de Hull

District of Hull

Cour Supérieure, { J. N. VAILLANCOURT, N° 4974. { J. N. VAILLANCOURT, commerçant de Gracefield, district de Hull, demandeur, vs RÉMI LAMARCHE, de Wright R.R.I. district de Hull, défendeur.

Superior Court, { J. N. VAILLANCOURT, No. 4974. { J. N. VAILLANCOURT, dealer of Gracefield, district of Hull, plaintiff, vs RÉMI LAMARCHE, of Wright, R.R.I. district of Hull, defendant.

Le lot numéro 11 dans le rang 9 du canton de Wright, au livre de renvoi et cadastre officiels dudit canton, moins cependant une partie vendue à Dame Sipple par acte de vente enregistrée au bureau d'enregistrement de la Gatineau, sous numéro 37600, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lot No. 11 in range 9 of the township of Wright, in the official book of reference and the cadastre of the said township, less, however, a part sold to Dame Sipple by deed of sale registered at the registration office of Gatineau, under number 37600, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Le lot numéro 12 du rang 9 du canton de Wright, au livre de renvoi et cadastre officiels dudit canton moins cependant une partie vendue à monsieur Gérald Henderick par acte de vente enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de la Gatineau, sous le numéro 36532, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lot No. 12 in range 9 of the township of Wright, in the official book of reference and cadastre of the said township, less however, a part sold to Mr. Gérald Henderick, by deed of sale registered at the registration office of the Gatineau Division, under number 36532, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Visitation, à Gracefield, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the parochial church door of La Visitation, at Gracefield, on NOVEMBER EIGHT 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE, Sheriff's Office, Hull, ce 3 octobre 1956. 43338-40-2 Hull, October 3rd, 1956. 43338-40-2

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN- N° 19,998. { CIALE DU CANADA, corps politique incorporé ayant son siège social à Montréal, demanderesse, vs ROMÉO DUMONT, de Saint-Éleuthère, défendeur.

Superior Court, { THE PROVINCIAL BANK No. 19,998. { OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office at Montreal, plaintiff vs ROMÉO DUMONT, of Saint-Éleuthère, defendant.

Trois lots de terre portant le numéro P-quatorze (P-14), rang huit (8) canton Pohénégamook, dans la paroisse de St-Éleuthère, comté de Kamouraska. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Three lots of land bearing number P-fourteen (P-14), range eight (8) township Pohénégamook, in the parish of St-Éleuthère, county of Kamouraska. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Éleuthère, comté de Kamouraska, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of the St-Éleuthère, county of Kamouraska, TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN, Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, ce 22 octobre 1956. 43506-43-2 Rivière-du-Loup, October 22, 1956. 43506-43-2 [Première insertion samedi, le 27 octobre 1956]. [First insertion Saturday, October 27, 1956].

PONTIAC

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Cour Supérieure, { A SA McGEE SMITH, du N° 5786. { village de Campbell's Bay, district de Pontiac, y exerçant le commerce sous les nom et raison sociale de Smith Brothers, demandeur vs GEORGE BÉLAND, du canton de Bristol, district de Pontiac, défendeur & LE RÉGISTRATEUR DE LA

Superior Court, { A SA McGEE SMITH, of No. 5786. { the village of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, therein carrying on business under the firm name and style of Smith Brothers, plaintiff vs GEORGE BÉLAND, of the township of Bristol, in the district of Pontiac, defendant &

DIVISION D'ENREGISTREMENT DU COM-
TÉ DE PONTIAC, mis en cause.

"Une certaine propriété immobilière située dans le canton de Bristol, comté de Pontiac, étant et formant partie de ce lot connu et désigné comme étant le lot numéro vingt et un A (P. 21-A) du 5e rang, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Bristol, ladite partie du lot contenant vingt-cinq mille pieds carrés (25,000 p. carrés) de terrain situé du côté sud du chemin provincial numéro huit (8), telle qu'elle se trouve présentement, de forme rectangulaire mesurant deux cent cinquante pieds (250 p.) de largeur par cent pieds (100 p.) de profondeur et comme ledit terrain est décrit plus particulièrement dans un certain acte de vente de Patrick H. Ivan Finlan à George Béland passé devant Harland C. Rowat, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac le 7e jour de juillet 1956, sous le numéro 63483, avec toutes les bâtisses y érigées et tous les membres et appartenances y appartenant".

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, MARDI le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent cinquante-six, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif, Pontiac,
Campbell's Bay, P.Q., 22 octobre 1956. DOMINIC SLOAN.
43505-43-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { UNITED LOAN CORPO-
N° 82-256. { RATION, corporation
ayant son siège social en la
cité de Montréal et un bureau d'affaires en la cité
de Québec, contre VICTOR BELZILE, de St-
Anselme, comté de Dorchester, P.Q.

"Une maison d'un étage de la dimension de vingt-et-un et demi (21½) pieds par vingt-quatre (24) pieds et une cuisine attenante à cette maison de la dimension de vingt-deux (22) pieds par seize (16) pieds, située sur le lot numéro cent trente-quatre-dix-sept (N° 134-17) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Anselme (rang St-Marc) comté de Dorchester, avec tous les droits du défendeur à l'occupation dudit lot et à charge des redevances dues à la Fabrique de la paroisse de St-Anselme, propriétaire dudit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Anselme, comté de Dorchester, le TREN-
TIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX
heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
Québec, le 24 octobre 1956. ALBERT F. RACETTE.
[Première insertion: 27 octobre 1956] 43523-43-2-o
[Deuxième insertion: 17 novembre 1956]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, { CODÈRE LIMITÉE, body
N° 15,087. { corps politique et incor-
poré ayant sa principale place
d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans le district
de St-François, demanderesse, vs JOSEPH BOIS-
VERT, de la cité de Magog, dans le district de St-
François et faisant affaires comme entrepreneur
plombier sous le nom de Magog Plumbing &
Heating Enrg., défendeur.

THE REGISTRAR OF THE REGISTRA-
TION DIVISION OF THE COUNTY OF
PONTIAC, mis-en-cause.

"A certain immoveable property situate in the township of Bristol, in the county of Pontiac, being and forming part of that lot known and designated as being lot number twenty-one A (Pt. 21-A) of the 5th Range, according to the official plan and in the book of reference for the said township of Bristol, said part of lot containing twenty-five thousand square feet (25,000 sq. feet) of land situate on the south side of Provincial Highway number eight (8) as it presently exists, of rectangular figure, measuring two hundred and fifty feet (250 feet) in width by one hundred feet (100 feet) in depth and as the said land is more particularly described in a certain deed of sale from Patrick H. Ivan Finlan to George Béland, passed before Harland C. Rowat, notary, and registered in the Pontiac county Registry Office, on the 7th, day of July, 1956, under number 63483 with all the buildings thereupon erected and all the members and appurtenances thereto belonging;"

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac in Campbell's Bay, on TUES-
DAY the TWENTY-SEVENTH day of NO-
VEMBER, one thousand nine hundred and fifty-
six, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, P.Q., October 22nd., 1956.
43505-43-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit { UNITED LOAN CORPO-
No. 82-256. { RATION, corporation
having its head office in the
city in Montreal and business office in the city of
Québec, versus VICTOR BELZILE, of St-
Anselme, county of Dorchester, P.Q.

"A one-storied house measuring twenty-one and a half (21½) feet by twenty-four (24) feet with a kitchen adjoining said house measuring twenty-two (22) feet by sixteen (16) feet, situated on lot number one hundred and thirty-four-seventeen (No. 134-17) of the official cadastre for the parish of St-Anselme (Range St-Marc) County of Dorchester, with all rights the defendant may have to occupy said lot, and subject to the rent owing to the Trustees of the parish of St-Anselme, owners of the said lot."

To be sold at the door of the Parochial Church of St-Anselme, county of Dorchester, the
THIRTIETH day of NOVEMBER next at
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE,
Québec, October 24th, 1956. Deputy Sheriff.
[First insertion: October 27th, 1956] 43523-43-2
[Second insertion: November 17th, 1956]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { CODÈRE LIMITÉE, body
No. 15,087. { politic and incorporated
having its principal place of
business in the city of Sherbrooke, district of
St-François, plaintiff, vs JOSEPH BOISVERT,
of the city of Magog, in the district of St-François,
and doing business as master-plumber under the
name of Magog Plumbing & Heating Enrg., de-
fendant.

Comme appartenant au dit défendeur:

1° "La juste moitié nord-est du lot N° 813, au plan officiel et livre de renvoi de la ville de Magog, de forme rectangulaire et adjacente sur toute sa longueur au lot N° 816 ci-après, maintenant connue comme étant le lot N° 1 de la subdivision officielle dudit lot N° 813 de la ville de Magog, mesurant 33 pieds de largeur par une profondeur de 132 pieds et contenant 4356 pieds carrés en superficie, mesure anglaise;

"Le lot numéro 816 au plan et livre de renvoi officiel de la ville de Magog.

"Avec bâtisses dessus construites ou en voie de construction, circonstances et dépendances."

2° "Un emplacement situé sur la rue Sherbrooke à Magog, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros neuf cent quarante-six et neuf cent quarante-cinq (946 & 945) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Magog, avec toutes constructions dessus édifiées. Ce terrain est mieux décrit comme suit: Partant du coin sud-ouest du lot numéro neuf cent quarante-six, on se dirige vers l'est en suivant la ligne nord des lots numéros neuf cent quatre-vingt et neuf cent soixante-dix-neuf, une distance de cent dix-huit pieds (118') à un point; de là tournant vers le nord on suit une ligne droite sur une distance de cinquante-sept pieds (57') jusqu'à un point situé quatre-vingt-deux pieds et demi (82.5') à l'est de la rue Sherbrooke; de là tournant vers l'ouest on suit une ligne droite sur une distance de quatre-vingt-deux pieds et demi (82.5') jusqu'à un point sur le côté est de la rue Sherbrooke situé à cent trois pieds (103') du point de départ; de là on suit le côté est de la rue Sherbrooke vers le sud jusqu'au point de départ, soit une distance de cent trois pieds (103'). Ce terrain est borné en front par la rue Sherbrooke; d'un côté par les lots N° 980 et 979; en arrière et de l'autre côté par le résidu des dits lots Nos. 945 et 946. Avec droit de passage, en commun avec d'autres, à pieds et en voiture sur un chemin privé mesurant neuf pieds (9') de largeur sur la rue Brassard et vingt pieds (20') de largeur à son extrémité sud, courant de la dite rue Brassard jusqu'au coin nord-est du terrain présentement vendu, à travers le lot numéro neuf cent quarante-cinq (945) du cadastre de la ville de Magog. Le terrain servant ainsi de droit de passage est vacant et doit le demeurer."

Pour être vendus "en bloc" les immeubles décrits dans le paragraphe N° 1; pour être vendus "en bloc" également les immeubles décrits au paragraphe N° 2; à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Bosco, de Magog, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 1er octobre 1956. 43323-40-2-o
[Première insertion, le 6 octobre 1956.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 24,577. { MARCEL GROULX, épier-boucher, de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, requérant, vs ROBERT POISSON, avocat, de la ville de Ste-Rose, district de Montréal, son procureur, avocat distrayant, vs DAME LUCIENNE JOLY, épouse contractuellement séparée de biens de Rolland Charron, artisan de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse pour ester en justice aux fins des présentes, intimée.

Seized as belonging to the said defendant:

1. "The exact north-east half of lot No. 813 upon the official plan and book of reference of the town of Magog, of rectangular form and adjacent on all its length to lot No. 816 hereafter, now known as being the lot No. 1 of the official subdivision of said lot No. 813 of the town of Magog, measuring 33 feet in width by a depth of 132 feet, and containing 4356 square feet, in superficies, english measures;

"The lot number 816 upon the official plan and book of reference of the town of Magog.

"With buildings thereon erected, or being built, circumstances and dependences."

2. "A piece of land situated on Sherbrooke street, at Magog, known and designated as being part of lots numbers nine hundred and forty-six and nine hundred and forty-five (946 & 945) upon the official plan and book of reference of the town of Magog, with buildings thereon erected. That piece of land being better described as follows: Starting from the south-west corner of lot number nine hundred and forty-six, going toward the east following the north line of lots numbers nine hundred and eighty and nine hundred and seventy-nine, a distance of one hundred and eighteen feet (118') to a point; thence turning northerly following a straight line on a distance of fifty-seven feet (57') to a point situate eighty-two feet and a half (82.5') to the east of Sherbrooke street; thence turning westerly following a straight line on a distance of eighty-two feet and a half (82.5') to a point on the east side of Sherbrooke street situate at one hundred and three feet (103') from the starting point; thence following the east side of Sherbrooke street towards the south to the starting point, being a distance of one hundred and three feet (103'). That piece of land is bounded in front by Sherbrooke street; on one side lots Nos. 980 and 979; in rear and on the other side by the residue of said lots numbers 945 and 946. With right of way, in common with others, on foot and in carriage on a private road measuring nine feet (9') in width on Brassard street and twenty feet (20') in width at its south end, running from the said Brassard street to the north-east corner of the piece of land presently sold, across the cadastral lot number nine hundred and forty-five (945) of the town of Magog. The piece of land being thus used as right of way is vacant and must so remain."

To be sold "en bloc" the immovables described in paragraph No. 1; to be also sold "en bloc" the immovables described in paragraph No. 2; at the door of the parochial church of St-Jean Bosco, Magog, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1956, at TEN in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, October the 1st, 1956. 43323-40-2-o
[First insertion on October the 6th, 1956.]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 24,577. { MARCEL GROULX, grocer-butcher, of the parish of St. Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, petitioner, & ROBERT POISSON, advocate, of the town of St. Rose, district of Montreal, his Attorney. Seizing Attorney vs DAME LUCIENNE JOLY, wife contractually separate as to property of Rolland Charron, craftsman of the parish of St. Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, and the latter to authorize his said wife to appear in court for the purposes set forth, respondent.

Un terrain situé sur le Boulevard Labelle, faisant partie du lot N° 219 des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cinquante pieds de longueur le long du Boulevard Labelle ou Route Nationale N° 11 par une profondeur de cent pieds à partir du Boulevard Labelle, le tout mesure anglaise plus ou moins; borné en avant vers l'ouest par le Boulevard Labelle, en arrière vers l'est, par partie du lot N° 219 appartenant à L. Lauzon d'un côté vers le nord par partie du lot N° 219 appartenant à Osias Charron et de l'autre côté vers le sud par partie du lot N° 219 appartenant à Gabriel Gohier à distraire dudit lot la partie expropriée par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec pour l'élargissement de la Route Nationale N° 11.

A l'exclusion cependant, et à être distrait de telle vente une certaine emprise ou lot faisant partie du dit lot N° 219 ci-dessus décrit et qui se trouve la propriété de Marcel Groulx le requérant en cette cause.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse de Blainville, le MERCREDI, QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1956 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, J. H. DAOUST.
Le 19 octobre 1956. 43507-43-2-o

A piece of land situated on Boulevard Labelle, forming part of Lot 219 of the official plan and book of reference of the parish of St. Thérèse de Blainville, measuring fifty feet in length along Boulevard Labelle or National Highway No. 11 by a depth of one hundred feet as from Boulevard Labelle, all of which in English measure, more or less; bounded in front westerly by Boulevard Labelle, in the rear, easterly, by part of lot No. 219 belonging to L. Lauzon, on one side northerly by part of lot No. 219 belonging to Osias Charron and on the other side, southerly, by part of lot No. 219 belonging to Gabriel Gohier, save and except that part of said lot expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec for the widening of National Highway No. 11.

Excluding however, and to be withdrawn from said sale, a certain piece of land or lot forming part of said lot No. 219 described hereinabove which happens to be the property of Marcel Groulx the petitioner in this cause.

To be sold at the door of the catholic church of St. Thérèse de Blainville, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1956 at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. DAOUST,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
October 19, 1956. 43507-43-2

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1035

Québec, le 17 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement N° 20 de la Commission des accidents du travail et l'abrogation du règlement N° 17 de la dite Commission.

ATTENDU QUE la Commission des accidents du travail, lors de la réunion de ses commissaires, le 9 mai 1956, a adopté une résolution à l'effet d'approuver le règlement N° 20 et d'abroger le règlement portant le N° 17 adopté le 9 septembre 1947, et approuvé par l'arrêté en conseil portant le N° 1692, en date du 15 octobre 1947, lequel règlement N° 20 se lit comme suit:

"RÈGLEMENT NUMÉRO 20

Pourvoyant au paiement, par la Commission des accidents du travail, des dépenses d'organisation et d'entretien des Postes de Sauvetage dans les Mines de la Province et au remboursement, par les employeurs intéressés, des montants déboursés.

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1719, approuvé le 23 octobre 1947, tel que modifié par l'arrêté en conseil numéro 129, approuvé le 5 février 1948, et par l'arrêté en conseil numéro 674, approuvé le 23 juin 1949, le Ministre des mines a été autorisé à organiser des Postes d'appareils de sauvetage pour les mines situées dans les districts électoraux de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Temiscamingue et Pontiac, à pourvoir à leur équipement et à leur entretien et à y maintenir le personnel nécessaire à leur fonctionnement.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1035

Quebec, October 17, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation No. 20, of the Workmen's Compensation Commission and the abrogation of Regulation No. 17 of the said Commission.

WHEREAS the Workmen's Compensation Commission, at the reunion of its Commissioners, on May 9, 1956, adopted a resolution in view of approving Regulation No. 20 and to abrogate Regulation bearing No. 17, adopted on September 9, 1947, and approved by Order in Council bearing No. 1692, dated October 15, 1947, which Regulation No. 20 reads as follows:

"REGULATION NUMBER 20

Providing for the payment, by the Workmen's Compensation Commission, for the expenses of organization and for the maintenance of Rescue Stations in the Mines of the Province and for reimbursement, by the interested employers, of the amounts disbursed.

WHEREAS, by virtue of Order in Council Number 1719, approved on October 23, 1947, as amended by Order in Council Number 129, approved on February 5, 1948, and by Order in Council Number 674, approved on June 23, 1949, the Minister of Mines has been authorized to organize equipped Rescue Stations for the mines situated in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Temiscamingue and Pontiac, to provide for their equipment and for their maintenance and to maintain the necessary personnel for their operation.

ATTENDU QUE par son règlement numéro 17 adopté le 9 septembre 1947 et approuvé, conformément à la Loi, par l'arrêté en conseil numéro 1692 en date du 15 octobre 1947, la dite Commission a avancé au Ministère des mines les fonds nécessaires pour l'organisation desdits Postes de Sauvetage, a payé depuis les dépenses de maintien d'iceux et a pourvu au remboursement, par les employeurs intéressés exploitant les mines de métal, des déboursés encourus par elle.

ATTENDU qu'il est considéré nécessaire d'établir des Postes de Sauvetage dans les autres régions de la Province afin d'assurer aux ouvriers mineurs, dans les mines de métal, d'amiante ou autres, employés dans les mines souterraines, la même protection qu'à ceux travaillant dans les mines situées dans les districts électoraux ci-dessus mentionnés.

ATTENDU QUE "Quebec Metal Mines Accident Prevention Association", représentant les mines de métal dans la Province, a demandé, par résolution de son bureau de direction datée du 10 janvier 1955, approuvée par les membres de ladite Association le même jour, que le programme des postes de sauvetage soit étendu de façon à y inclure les mines de métal dans la Gaspésie et dans les Cantons de l'Est; le tout tel qu'il appert plus amplement d'une copie certifiée des dites résolutions annexée aux présentes.

ATTENDU QUE "Quebec Asbestos Mining Association", par résolution de son bureau de direction en date du 28 novembre 1955, approuvée par les membres le 21 janvier 1956, a demandé que le programme des postes de sauvetage soit également étendu pour y inclure les mines d'amiante, dans la Province de Québec, le coût d'extension dudit programme, en ce qui concerne les mines d'amiante, ne devant être supporté que par les mines souterraines ou par les opérations souterraines des mines à ciel ouvert; le tout tel qu'il appert plus amplement de copie certifiée des dites résolutions annexée aux présentes.

ATTENDU QUE les exploitants des mines, par l'entremise de leur association respective, ont convenu d'assumer le coût d'organisation, d'opération et d'entretien des postes de sauvetage qui leur sont propres, et également de partager les dépenses générales communes aux mines de métal et d'amiante et d'en aviser le Ministère des mines en conséquence.

ATTENDU QUE l'article 197 de la Loi des mines autorise le Lieutenant-gouverneur en conseil à faire des règlements concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les mines de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers.

Vu les articles 66, 110 et 111 de la Loi des accidents du travail, 21, George V, chapitre 100 (S.R.Q. 1941, chapitre 160);

Vu l'arrêté en conseil numéro 404 du 25 avril 1956, étendant à toute la Province l'organisation des postes de sauvetage dans les mines:

IL EST, PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT N° 20 DE LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC, ORDONNÉ ET STATUÉ COMME SUIV, SAVOIR:

1° Sujet aux conditions déterminées par le Lieutenant-gouverneur en conseil, sous les dispositions de l'article 197 de la Loi des mines, les nouveaux postes de sauvetage seront organisés par le Ministère des mines qui pourvoira à leur équipement, à leur entretien, comme à celui des postes déjà existants, et au maintien du personnel nécessaire à leur bon fonctionnement.

WHEREAS by its Regulation Number 17 adopted on September 9, 1947 and approved, in conformity to the Law, by Order in Council Number 1692 dated October 15, 1947, the said Commission advanced to the Department of Mines, the necessary funds for the organization of the said Rescue Stations, has since paid the expenses for maintenance of same and has provided for the reimbursement, by the interested employers operating metal mines, the expenses incurred by them.

WHEREAS it is considered necessary to establish Rescue Stations in the other regions of the Province so as to insure mining workmen, in metal, asbestos or other mines, who are employed in underground mines, the same protection as given to those in mines that are situated in the electoral districts hereinabove mentioned.

WHEREAS "Quebec Metal Mines Accident Prevention Association", representing the metal mines in the Province has requested, by a resolution of its Board of Directors, dated January 10, 1955, approved by the members of the said Association on the same day, that the programme of Rescue Stations be extended so as to include metal mines in Gaspesia and in the Eastern Townships; the whole as it appears fully amplified in a certified copy of the said resolutions annexed to these presents.

WHEREAS "Quebec Asbestos Mining Association", by a resolution of its Board of Directors, dated November 28, 1955, approved by the members on January 21, 1956, has requested that the programme of Rescue Stations be also extended to include therein asbestos mines, in the Province of Quebec, the cost of the extension of the said programme, relative to asbestos mines, is to be borne only by underground mines or by the underground operations of open mines; the whole as it appears fully amplified in the certified copy of the said resolutions annexed to these presents.

WHEREAS the mine operators, by means of their respective association, have agreed to assume the cost of organization, operation and maintenance of Rescue Stations which belong to them, and also to share the general expenses common to metal and asbestos mines and to notify the Minister of Mines accordingly.

WHEREAS section 197 of the Mining Act authorizes the Lieutenant-Governor in Council to make regulations respecting the sanitary condition and safety of the work in mines so as to protect the life and health of the workmen therein employed.

IN VIEW of sections 66, 110 and 111 of the Workmen's Compensation Act, 21 George V, chapter 100 (R.S.Q., 1941, chapter 160);

IN VIEW of Order in Council 404 of April 25, 1956, extending to the whole Province the organization of Rescue Stations in mines:

IT IS, BY THE PRESENT REGULATION NO. 20, BY THE QUEBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION, ORDAINED AND ENACTED AS FOLLOWS, TO WIT:

1. Subject to conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council, under the provisions of section 197 of the Mining Act, the new Rescue Stations shall be organized by the Department of Mines, which shall provide for their equipment, their maintenance, in the same way as for the stations presently in existence, and for the maintenance of the personnel necessary for their adequate operation.

2° La Commission des accidents du travail de Québec assumera le coût des déboursés à être encourus par le Ministère des mines pour l'établissement de nouveaux postes de sauvetage, dans la Province, leur entretien annuel de même que l'entretien des postes déjà existants, conformément aux dispositions ci-après:

3° Le Ministère des mines fournira périodiquement à la Commission des états des déboursés encourus, lesquels états devront indiquer séparément les déboursés faits: (A) pour les mines souterraines d'amiante où les opérations souterraines des mines d'amiante à ciel ouvert, (B) pour les mines de métal des groupes 1, 2 et 3 de la Classe 5 du fonds d'accident de la Commission, et (C) pour toutes autres mines faisant partie dudit fonds d'accidents.

4° La Commission remboursera le Ministère des mines des montants indiqués aux dits états, et les montants ainsi payés, tant pour dépenses à capital que pour frais annuels d'entretien et bordereau de gages et salaires, seront payables à même le fonds d'accident de la Commission.

5° La Commission récupérera ses avances de fonds au Ministère des mines pour le compte des exploitants de mines de la façon suivante:

A) Pour les mines souterraines d'amiante ou les opérations souterraines des mines d'amiante à ciel ouvert, par une facture à "Quebec Asbestos Mining Association", payable sur présentation, et, à défaut de paiement par ladite association, par une charge au compte de cotisation du groupe des mines d'amiante du fonds d'accident;

B) Pour les mines de métal des groupes 1, 2 et 3 de la Classe 5 du Fonds d'accident, par une charge au compte de cotisation desdits trois groupes;

C) Pour les autres mines, par une cotisation individuelle à chaque exploitant, égale à la somme de déboursés indiquée, par le Ministère des mines, pour chacune de ces autres mines.

6° Le règlement N° 17 de la Commission, tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil N° 1692, en date du 15 octobre 1947, cessera d'avoir force et effet à compter de l'approbation du présent règlement N° 20 par le Lieutenant-gouverneur en conseil."

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

QUE ledit règlement N° 20 de la Commission des accidents du travail soit approuvé conformément aux dispositions des articles 66, 110 et 111 de la Loi des accidents du travail et que le règlement N° 17 de ladite Commission soit abrogé à compter de l'approbation du présent règlement N° 20 par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

43525-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 1081

Québec le 24 octobre 1956.

Présent Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

2. The Quebec Workmen's Compensation Commission will assume the cost of disbursements to be incurred by the Department of Mines for the establishment of new Rescue Stations in the Province, their annual maintenance as well as the maintenance of stations presently existing, in conformity with the provisions hereinafter.

3. The Minister of Mines will periodically supply the Commission with statements of disbursements incurred, which statements must indicate separately the disbursements made: (A) for asbestos mines underground or the underground operations of open asbestos mines, (B) for the metal mines of groups 1, 2 and 3 of Class 5 of the Accident Funds of the Commission, and (C) for all other mines forming part of the said accidents funds.

4. The Commission shall reimburse the Department of Mines for the amounts indicated in the said statements, and the amounts thus paid, as much for capital stock expenses as for annual maintenance charges and the payroll for wages and salaries, shall be paid from the Accident Funds of the Commission.

5. The Commission shall recuperate its advances of the funds of the Department of Mines in the following way:

A) For underground asbestos mines or the underground operations of open asbestos mines, by an invoice to "Quebec Asbestos Mining Association", payable upon presentation, and, in default of payment by the said Association, by an assessment charge in the account of the group of asbestos mines for the Accident Funds;

B) For the metal mines of groups 1, 2 and 3 of Class 5 of the Accident Funds, by a charge to the assessment account of the said three groups;

C) For the other mines, by an individual assessment for each operator, equal to the sum of disbursements indicated, by the Minister of Mines, for each of these other mines.

6. Regulation No. 17 of the Commission, as approved by Order in Council No. 1692, dated October 15, 1947, shall cease to be in force and to be effective upon the approval of the present Regulation No. 20 by the Lieutenant-Governor in Council."

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Secretary of the Province:

THAT the said Regulation No. 20 of the Workmen's Compensation Commission be approved in conformity with the provisions of sections 66, 110 and 111 of the Workmen's Compensation Act and that Regulation No. 17 of the said Commission be abrogated upon the approbation of the present Regulation No. 20 by the Lieutenant-Governor in Council.

43525-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL* EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1081

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3672 du 9 octobre 1940, 212 du 29 janvier 1942, 299, 541 et 1336 des 5 février, 5 mars et 19 mai 1943, 543 du 17 février 1944, 809 et 1111 des 10 et 24 mars 1945, 1021, 1801, 2859 et 3776 des 21 mars, 16 mai, 17 juillet et 18 septembre 1946, 2083-A, du 18 décembre 1947, 259-C et 1197-A des 10 mars et 27 octobre 1949, 230-A, 506-C, 735-F et 1155-F des 7 mars, 15 mai, 12 juillet et 17 octobre 1951, 68-F, 139-C et 714-B des 31 janvier, 27 février et 11 juin 1952, 826-B du 16 juillet 1953, 775-F du 28 juillet 1954, 607-C du 1er juin 1955 et 775-A du 25 juillet 1956, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 septembre 1956;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° Les deux derniers alinéas du paragraphe "c" de l'article VI sont radiés.

2° L'article XXIII est radié et remplacé par le suivant:

"XXIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe."

(Document "G" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

43512-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1081

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "II"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigération et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amianté dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfri-

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 3519 of September 24, 1940, amended by Orders in Council Nos 3672 of October 9, 1940, 212 of January 29, 1942, 299, 541 and 1336 of February 5, March 5 and May 19, 1943, 543 of February 17, 1944, 809 and 1111 of March 10 and 24, 1945, 1021, 1801, 2859 and 3776 of March 21, May 16, July 17 and September 18, 1946, 2083-A of December 18, 1947, 259-C and 1197-A of March 10 and October 27, 1949, 230-A, 506-C, 735-F and 1155-F of March 7, May 15, July 12 and October 17, 1951, 68-F, 139-C and 714-B of January 31, February 27 and June 11, 1952, 826-B of July 16, 1953, 775-F of July 28, 1954, 607-C of June 1, 1955 and 775-A of July 25, 1956, relating to the dress industry in the province of Quebec;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 22, 1956;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 3519, be amended as follows:

1. The last two paragraphs of subsection "c" of section VI are deleted.

2. Section XXIII is deleted and replaced by the following:

"XXIII. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until July 31st 1957. It renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before July 31st of each year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour and to the Joint Commission for the Dress Industry."

(Document "G" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

43512-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1081

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "II"

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumber, steamfitter, refrigeration mechanic sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumber, steamfitter, refrigeration mechanic, sprinkler fitter, welder,

gération et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 297-D du 16 mars 1950, 140-F du 8 février 1951, 183-A du 6 mars 1952, 512-D du 30 avril 1953, 1085-D du 24 septembre 1953, 522-B, 1120-A des 11 mai et 19 octobre 1955 et 232-B du 14 mars 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 septembre 1956;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction professionnelle*: Le décret s'applique aux travaux exécutés par les ouvriers qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération, de gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte, ainsi qu'aux journaliers travaillant pour le compte des employeurs assujettis au présent décret.

Toutefois, les salariés permanents ou préposés à l'entretien des établissements manufacturiers ou industriels bénéficiant d'un contrat de louage de service pour une période d'au moins six (6) mois ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret.

La juridiction sur les soudeurs à l'oxygène ou à l'électricité se limite aux métiers mentionnés à l'alinéa précédent."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacune des métiers ci-après:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

*Salaires horaires
à compter du
1er mai 1957*

Entrepreneur (services personnels)	\$2.50	\$2.75
Compagnon senior	1.55	1.65
Compagnon junior	1.30	1.40

Un employeur ne peut rémunérer aux taux prévus pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

Apprentis:

Première année	\$0.60	\$0.60
Deuxième année	0.75	0.75
Troisième année	0.85	0.85
Quatrième année	0.95	0.95
Journalier	1.00	1.00

Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi. Couverture de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Compagnon possédant un certificat de compétence

\$1.55 \$1.65

tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 338 of March 11, 1948, as amended by Orders in Council Nos. 297-D of March 16, 1950, 140-F of February 8, 1951, 183-A of March 6, 1952, 512-D and 1085-D of April 30 and September 24, 1953, and 522-B and 1120-A of May 11 and October 19, 1955, and 232-B of March 14, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 15, 1956;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section II is replaced by the following:

"b) *Professional jurisdiction*: The decree applies to operations carried out by skilled workers and apprentices of the plumbing, steamfitting and accessories, refrigeration, sprinkler fitting, oxygen and electric welding, tinsmithing-roofing, asbestos insulating and gravel tarred paper and asphalt roofing trades, including work done by labourers in the employ of employers governed by the present decree.

However, permanent or maintenance employees in manufacturing or industrial establishments who benefit by a labour hiring contract for a minimum period of six (6) months are not governed by the provisions of the present decree.

The present decree applies only to acetylene or arc welding done in respect of the above trades."

2. The section III is replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumbers, steamfitters and accessories, refrigeration mechanics, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, asbestos insulation mechanics and gravel, tarred paper and asphalt roofers:

*Hourly rates
From May
1st, 1957*

Contractor (personal services)	\$2.50	\$2.75
Senior-journeyman	1.55	1.65
Junior-journeyman	1.30	1.40

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) others paid the rate of senior journeyman or fraction thereof.

Apprentices:

First year	\$0.60	\$0.60
Second year	0.75	0.75
Third year	0.85	0.85
Fourth year	0.95	0.95
Common workers	1.00	1.00

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ. Gravel, tarred paper and asphalt roofing:

Certificated journeyman

\$1.55 \$1.65

Journalier travaillant pour les couvreurs en gravier, en papier avec goudron ou en asphalté. . . 1.25 1.35
Aucun employeur ne peut employer plus de cinq (5) journaliers ou fraction de cinq (5) par homme qualifié.

b) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardent leur plein effet nonobstant les dispositions du présent article.

c) Les salariés doivent être payés chaque semaine."

(Document "H" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

43512-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1081

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "J"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1390-C du 21 octobre 1948, 883-A et 1197-B des 11 août et 27 octobre 1949, 1094-A du 4 octobre 1950, 93-D et 894-D des 25 janvier et 14 août 1951, 139-B et 503-B des 27 février et 7 mai 1952, 448-A, 860-B et 1157-D des 16 avril, 23 juillet et 23 octobre 1953, 775-C et 1151-F des 28 juillet et 18 novembre 1954, 280-B du 17 mars 1955 et 65-G du 25 janvier 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 août 1956;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 973, soit modifié comme suit:

1° Dans le troisième alinéa du paragraphe "b" de l'article II, les mots "Nonobstant le décret numéro 411 du 17 avril 1952 et ses amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Montréal", sont remplacés par les mots "Nonobstant le décret numéro 760 du 30 juin 1953 et ses amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec."

2° Les taux "\$1.65 et \$1.20" apparaissant au paragraphe "b" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux "\$1.70" et "\$1.25".

3° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article

Labourer working for gravel, tarred paper and asphalt roofers. 1.25 1.35
No employer may hire more than five (5) labourers or fraction thereof to each qualified employee.

b) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present section.

c) The employees shall be paid every week."

(Document "H" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

43512-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1081

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council,

Part "J"

CONCERNING amendments to the decree relating to the metal trades in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 24, 1948, amended by Orders in Council number 1390-C of October 21, 1948, 883-A and 1197-B of August 11 and October 27, 1949, 1094-A of October 4, 1950, 93-D and 894-D of January 25 and August 14, 1951, 139-B and 503-B of February 27 and May 7, 1952, 448-A, 860-B and 1157-D of April 16, July 23 and October 23, 1953, 775-C and 1151-F of July 28, and November 18, 1954, 280-B of March 17, 1955 and 65-G of January 25, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 25, 1956;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

1. In the third paragraph of subsection "b" of section II, the words "Notwithstanding the decree number 411 of April 17, 1952, as amended, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal" are replaced by the words "Notwithstanding the decree No. 760 of June 30, 1953, as amended, relating to the construction industry in the region of Québec".

2. The rates "\$1.65" and "\$1.20", mentioned in subsection "b" of section II, are replaced by the rates "\$1.70" and "\$1.25".

3. Subsections "a", "b" and "c" of section

IV seront remplacés par les suivants:

"IV. Taux des salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Zones		
"a) Compagnons:	I	II	III
Outilleur.....	\$1.59	\$1.52	\$1.49
Traceur en mécanique.....	1.49	1.42	1.39
Traceur en structure.....	1.29	1.22	1.19
Soudeur général.....	1.39	1.32	1.29
Soudeur à l'acétylène, électricité.....	1.34	1.27	1.24
Machiniste général.....	1.39	1.32	1.29
Mécanicien en métal en feuille.....	1.34	1.27	1.24
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc.....	1.34	1.27	1.24
Mécanicien de marine.....	1.34	1.27	1.24
Mécanicien ajusteur.....	1.34	1.27	1.24
Chaudronnier.....	1.34	1.27	1.24
Mécanicien en tuyauterie.....	1.34	1.27	1.24
Trempeur.....	1.34	1.27	1.24
Menuisier d'atelier mécanique.....	1.29	1.22	1.19
Forgeron.....	1.29	1.22	1.19
Découpeur.....	1.29	1.22	1.19
Assembleur:			
1ère année, 1er semestre.....	0.61	0.60	0.58
1ère année, 2e semestre.....	0.69	0.68	0.66
2ème année.....	0.80	0.78	0.76
3ème année.....	0.90	0.87	0.85
4ème année.....	1.00	1.00	0.99
5ème année.....	1.10	1.06	1.03
Préposé aux machines:			
1ère année, 1er semestre.....	0.61	0.60	0.58
1ère année, 2e semestre.....	0.71	0.66	0.64
2ème année.....	0.77	0.75	0.73
3ème année.....	0.87	0.85	0.82
4ème année.....	0.97	0.94	0.91
5ème année.....	1.10	1.06	1.03
Magasinier en charge.....	1.19	1.13	1.10
Magasinier.....	1.14	1.08	1.05
Vérificateur.....	1.00	0.96	0.94
Expéditeur.....	1.00	0.96	0.94
Camionneur.....	1.05	1.00	0.97
Aide.....	1.00	0.96	0.94
Journalier.....	0.95	0.92	0.89

b) Apprentis: Tous les métiers:

1ère année.....	0.61	0.60	0.58
2ème année.....	0.67	0.65	0.63
3ème année.....	0.77	0.75	0.72
4ème année.....	0.87	0.85	0.82

c) Préposé aux machines dans les établissements de haute production en série:

Femmes:

1ère année, 1er semestre.....	0.52	0.49	0.46
1ère année, 2e semestre.....	0.59	0.57	0.55
2ème année.....	0.67	0.64	0.61

Hommes:

1ère année, 1er semestre.....	0.62	0.59	0.56
1ère année, 2e semestre.....	0.72	0.69	0.66
2ème année.....	0.82	0.79	0.76

4° L'alinéa "v" du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"v. Tout établissement doit chômer et payer au taux régulier à ses salariés quatre (4) fêtes parmi les suivantes: le Premier Jour de l'An, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail et Noël. Toutefois les salariés ont droit à ces fêtes chômées et payées à la condition d'avoir été au travail la journée ouvrable qui précède le congé payé et la journée ouvrable qui le suit."

(Document "J" annexé à l'arrêté).

43512-0 L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

IV are replaced by the following:

"IV. Minimum wages rates: The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
"a) Journeymen:	I	II	III
Tool maker.....	\$1.59	\$1.52	\$1.49
Mechanical tracer.....	1.49	1.42	1.39
Structural tracer.....	1.29	1.22	1.19
General welder.....	1.39	1.32	1.29
Acetylene or electric arc welder.....	1.34	1.27	1.24
General machinist.....	1.39	1.32	1.29
Sheet metal mechanic.....	1.34	1.27	1.24
Lathe, miller, etc. machinist.....	1.34	1.27	1.24
Marine mechanic.....	1.34	1.27	1.24
Fitter mechanic.....	1.34	1.27	1.24
Boilermaker.....	1.34	1.27	1.24
Pipe mechanic.....	1.34	1.27	1.24
Temperer.....	1.34	1.27	1.24
Machine shop joiner.....	1.29	1.22	1.19
Blacksmith.....	1.29	1.22	1.19
Cutter.....	1.29	1.22	1.19
Assembler:			
1st year, 1st six months.....	0.61	0.60	0.58
1st year, 2nd six months.....	0.69	0.68	0.66
2nd year.....	0.80	0.78	0.76
3rd year.....	0.90	0.87	0.85
4th year.....	1.00	1.00	0.99
5th year.....	1.10	1.06	1.03
Machine operator:			
1st year, 1st six months.....	0.61	0.60	0.58
1st year, 2nd six months.....	0.71	0.66	0.64
2nd year.....	0.77	0.75	0.73
3rd year.....	0.87	0.85	0.82
4th year.....	0.97	0.94	0.91
5th year.....	1.10	1.06	1.03
Storeman in charge.....	1.19	1.13	1.10
Storeman.....	1.14	1.08	1.05
Checker.....	1.00	0.96	0.94
Shipper.....	1.00	0.96	0.94
Truck driver.....	1.05	1.00	0.97
Helper.....	1.00	0.96	0.94
Labourer.....	0.95	0.92	0.89

b) Apprentices: all trades:

1st year.....	0.61	0.60	0.58
2nd.....	0.67	0.65	0.63
3rd year.....	0.77	0.75	0.72
4th year.....	0.87	0.85	0.82

c) Machine operator in mass production establishments:

Female employees:

1st year, 1st six months.....	0.52	0.49	0.46
1st year, 2nd six months.....	0.59	0.57	0.55
2nd year.....	0.67	0.64	0.61

Males employees:

1st year, 1st six months.....	0.62	0.59	0.56
1st year, 2nd six months.....	0.72	0.69	0.66
2nd year.....	0.82	0.79	0.76

4. Paragraph "v" of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"v. Every establishment must close on four (4) of the following holidays and pay straight time to its employees: New Year's Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, and Christmas Day. However, employees shall be entitled to such holidays with pay only if they are present the working day before and the working day following the holiday.

(Document "J" annexed to the order).

43512-0 L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1352-A, 1658-A et 1883-A des 20 août, 8 octobre et 12 novembre 1947, 68-C, 1132-D et 1390-A des 22 janvier, 1er septembre et 21 octobre 1948, 207-B, 883-B, 1197-C et 1198-C des 24 février, 11 août et 27 octobre 1949, 915-F et 1291-A des 9 août et 23 novembre 1950, 51-C, 926-A, 926-G, 1260-G et 1337-A des 11 janvier, 22 août, 7 et 29 novembre 1951, 67-A et 69 du 31 janvier 1952, 851-B, 1150-A et 1181-E des 21 août, 18 et 24 novembre 1954, 607-A du 1er juin 1955 et 845-B du 15 août 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 août 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

1° L'article 37 est remplacé par le suivant:

"37. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1958. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties signataires ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, entre le 1er mars et le 30 avril 1958, ou entre le 1er mars et le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

2° L'article 8 est radié et remplacé par le suivant:

"8. *Taux minima de salaires des salariés des départements du patronage, taillage, cuir à semelles, montage, fongage, finissage*

a) *Salariés travaillant à l'heure:*

	I	II	III
Classe 1 — Class 1.....	\$1.30	\$1.235	\$1.14
Apprenti — Apprentice :			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.....	1.00	0.95	0.875
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.....	1.10	1.045	0.695
Classe 2 — Class 2.....	1.10	1.045	0.965
Apprenti — Apprentice :			
1ères 600 heures — 1st 600 hours.....	0.75	0.715	0.655
2ème 600 heures — 2nd 600 hours.....	1.00	0.95	0.875
Classe 3 — Class 3.....	1.00	0.95	0.875
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.75	0.715	0.655
Classe 4 — Class 4.....	0.75	0.715	0.655
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.55	0.525	0.48
Classe 5 — Class 5.....	0.55	0.525	0.48

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the shoe industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the Province, rendered obligatory by the decree No. 3003 of July 31, 1946, amended by Orders in Council Nos. 1352-A, 1658-A and 1883-A of August 20, October 8, and November 12, 1947 68-C, 1132-D and 1390-A of January 22, September 1 and October 21, 1948, 207-B, 883-B, 1197-C and 1198-C of February 24th, August 11 and October 27, 1949, 915-F and 1291-A of August 9th and November 23, 1950, 51-C, 929-A, 926-G, 1260-G and 1337-A of January 11, August 22, November 7 and 29, 1951, 67-A and 69 of January 31, 1952 and 851-B, 1150-A and 1181-E of August 21, November 18 and 24, 1954, 607-A of June 1, 1955 and 845-B of August 15, 1956, have presented to the Minister of Labour a petition to be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 25, 1956;

WHEREAS the objection raised has been duly considered, as required by the Act;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 3003, be amended as follows:

1. Section 37 is replaced by the following:

"37. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until September 1, 1958. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notified the other party in writing, to the contrary between March 1 and April 30, 1958, or between March 1 and April 30, of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

2. Section 8 is deleted and the following substituted therefor:

"8. *Minimum wage rates of employees in the pattern making, cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:*

a) *Employees paid by the hour:*

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1.....	\$1.30	\$1.235	\$1.14
Apprenti — Apprentice :			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.....	1.00	0.95	0.875
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.....	1.10	1.045	0.695
Classe 2 — Class 2.....	1.10	1.045	0.965
Apprenti — Apprentice :			
1ères 600 heures — 1st 600 hours.....	0.75	0.715	0.655
2ème 600 heures — 2nd 600 hours.....	1.00	0.95	0.875
Classe 3 — Class 3.....	1.00	0.95	0.875
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.75	0.715	0.655
Classe 4 — Class 4.....	0.75	0.715	0.655
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.55	0.525	0.48
Classe 5 — Class 5.....	0.55	0.525	0.48

b) *Salarisés travaillant à la pièce:*

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

b) *Piece-work employees:*

Notwithstanding the rates mentioned above, employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1.....	\$1.40	\$1.33	\$1.225
Apprenti — Apprentice :			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours.....	1.10	1.045	0.965
2ièmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours.....	1.20	1.14	1.05
Classe 2 — Class 2.....	1.20	1.14	1.05
Apprenti — Apprentice :			
1ères 600 heures — 1st 600 hours.....	0.80	0.76	0.70
2ièmes 600 heures — 2nd 600 hours.....	1.10	1.045	0.965
Classe 3 — Class 3.....	1.10	1.045	0.965
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.80	0.76	0.70
Classe 4 — Class 4.....	0.80	0.76	0.70
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.60	0.57	0.525
Classe 5 — Class 5.....	0.60	0.57	0.525

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans les articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret.

3° L'article 11 est modifié comme suit:

L'opération 113-5 devient 113-4 et la nouvelle opération suivante est ajoutée:

"113-5. Le salarié qui déballé le matériel seulement."

4° L'article 12 est modifié comme suit:

La nouvelle opération suivante est ajoutée:

"204-2. Tailler dans le caoutchouc ou l'imitation de caoutchouc: la semelle et la demi-semelle."

L'opération 204-3 est remplacée par la suivante:

"204-3. Tailler dans tout autre matériel que le cuir, le caoutchouc ou l'imitation de caoutchouc: la semelle, la demi-semelle; tailler en tout autre matériel que le cuir; la première, l'entre-semelle et la demi-entre-semelle."

L'opération 205-5 devient 205-4 et les mots "le renforcement" sont ajoutés après les mots "le sousbout".

A l'opération 217-1: les mots "Classer la première Goodyear en cuir" sont ajoutés après les mots "classer la semelle".

L'opération 219-2A est remplacée par la suivante:

"219-2A. Classer la première en cuir, excepté la première Goodyear."

L'opération 207-5 est biffée.

L'opération 208-2 devient 208-1.

L'opération 214-5 devient 214-4.

L'opération 223-5 devient 223-4.

L'opération 227-5 devient 227-4.

L'opération 228-5 devient 228-4.

L'opération 233-5 devient 233-4.

L'opération 234-5 devient 234-4.

L'opération 235-5 devient 235-4.

L'opération 236-5 devient 236-4.

L'opération 237-5 devient 237-4.

L'opération 240-5 devient 240-4.

L'opération 244-5 devient 244-4.

L'opération 245-5 devient 245-4.

L'opération 249-5 devient 249-4.

L'opération 255-5 devient 255-4.

L'opération 258-5 devient 258-4.

5° L'article 13 est modifié comme suit:

L'opération 301-5A devient 301-4A.

L'opération 302-5A devient 302-4A.

L'opération 309-5A devient 309-4A.

L'opération 315-5A devient 315-4A.

L'opération 327-5A devient 327-4A.

L'opération 331-5 devient 331-4.

L'opération 332-5 devient 332-4.

L'opération 333-5 devient 333-4.

L'opération 337-3 devient 337-2.

L'opération 339-4 devient 339-3.

The same rates apply to classifications contained in sections 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the decree."

3. Section 11 is amended as follows:

Operation 113-5 becomes 113-4 and the following operation 113-5 is added:

"113-5. The employee who unpacks the material, only".

4. Section 12 is amended as follows:

The following operation 204-2 is added:

"204-2. Cutting in rubber or imitation rubber: sole and tap sole".

Operation 204-3 is replaced by the following:

"204-3. Cutting in any material except leather, rubber or imitation rubber: sole, tap sole; cutting in any material except leather: insole, middle sole and slip sole."

Operation 205-5 becomes 205-4 and the word "reinforcement" is added after the word "lift".

In operation 217-1: the words "Sorting leather Goodyear insole" are added after the words "sorting sole".

Operation 219-2A is replaced by the following:

"219-2A: Sorting leather insole, except Goodyear insole".

Operation 207-5 is cancelled.

Operation 208-2 becomes 208-1.

Operation 214-5 becomes 214-4.

Operation 223-5 becomes 223-4.

Operation 227-5 becomes 227-4.

Operation 228-5 becomes 228-4.

Operation 233-5 becomes 233-4.

Operation 234-5 becomes 234-4.

Operation 235-5 becomes 235-4.

Operation 236-5 becomes 236-4.

Operation 237-5 becomes 237-4.

Operation 240-5 becomes 240-4.

Operation 244-5 becomes 244-4.

Operation 245-5 becomes 245-4.

Operation 249-5 becomes 249-4.

Operation 255-5 becomes 255-4.

Operation 258-5 becomes 258-4.

5. Section 13 is amended as follows:

Operation 301-5A becomes 301-4A.

Operation 302-5A becomes 302-4A.

Operation 309-5A becomes 309-4A.

Operation 315-5A becomes 315-4A.

Operation 327-5A becomes 327-4A.

Operation 331-5 becomes 331-4.

Operation 332-5 becomes 332-4.

Operation 333-5 becomes 333-4.

Operation 337-3 becomes 337-2.

Operation 339-4 becomes 339-3.

L'opération 340-5A devient 340-4A.
L'opération 341-5 devient 341-4.
L'opération 347-5A devient 347-4A.
L'opération 351-5 devient 351-4.
L'opération 355-5A devient 355-4A.
Opération 317-1: Les mots "monter à la ficelle" sont ajoutés après les mots "monter à la main en partie ou en entier."

Operation 340-5A becomes 340-4A.
Operation 341-5 becomes 341-4.
Operation 347-5A becomes 347-4A.
Operation 351-5 becomes 351-4.
Operation 355-5A becomes 355-4A.
Operation 317-1: The words "lasting with string" are added after the words "lasting by hand, in whole or in part".

Opération 314-3: Le mot "Vulcanisé" est ajouté après le mot "California".

Operation 314-3. The words "or Vulcanized" are added after the word "California".

6° L'article 14 est modifié comme suit:

6. Section 14 is amended as follows:

L'opération 402-5 devient 402-4.
L'opération 403-5 devient 403-4.
L'opération 404-5A devient 404-4A.
L'opération 409-3 devient 409-2.
L'opération 410-5A devient 410-4A.
L'opération 413-5 devient 413-4.
L'opération 415-5A devient 415-4A.
L'opération 417-5A devient 417-4A.
L'opération 418-5A devient 418-4A.
L'opération 428-2 devient 428-1.
L'opération 429-5 devient 429-4.
L'opération 430-5 devient 430-4.
L'opération 433-3 devient 433-2.
L'opération 441-5A devient 441-4A.
L'opération 448-5 devient 448-4.

Operation 402-5 becomes 402-4.
Operation 403-5 becomes 403-4.
Operation 404-5A becomes 404-4A.
Operation 409-3 becomes 409-2.
Operation 410-5A becomes 410-4A.
Operation 413-5 becomes 413-4.
Operation 415-5A becomes 415-4A.
Operation 417-5A becomes 417-4A.
Operation 418-5A becomes 418-4A.
Operation 428-2 becomes 428-1.
Operation 429-5 becomes 429-4.
Operation 430-5 becomes 430-4.
Operation 433-3 becomes 433-2.
Operation 441-5A becomes 441-4A.
Operation 448-5 becomes 448-4.

Opération 445-3: Les mots "poser les rivets" sont ajoutés.

Operation 445-3: The following words are added: "fixing rivets".

7° L'article 15 est modifié comme suit:

7. Section 15 is amended as follows:

L'opération 500-5A devient 500-4A.
L'opération 507-5A devient 507-4A.
L'opération 508-5 devient 508-4.
L'opération 509-5 devient 509-4.
L'opération 510-5A devient 510-4A.
L'opération 514-5 devient 514-4.
L'opération 515-5 devient 515-4.

Operation 500-5A becomes 500-4A.
Operation 507-5A becomes 507-4A.
Operation 508-5 becomes 508-4.
Operation 509-5 becomes 509-4.
Operation 510-5A becomes 510-4A.
Operation 514-5 becomes 514-4.
Operation 515-5 becomes 515-4.

Les opérations 520-4 et 520-5A sont radiées et remplacées par la suivante:

Operations 520-4 and 520-5A are replaced by the following:

"520-4: Pulvériser; poser la teinture (Dope) pour uniformiser la couleur du cuir; vernir; poser l'antique."

"520-4 "Spraying; dyeing or "Doping" to make the colour of the leather uniform; fressing, setting antique".

L'opération 524-5 devient 524-4.

Operation 524-5 becomes 524-4.

L'opération 525-5 devient 525-4 et les mots suivants sont ajoutés: "monter ou former la boîte de carton."

Operation 525-5 becomes 525-4 and the following words are added: "assembling or forming boxes."

L'opération 526-5 devient 526-4.

Operation 526-5 becomes 526-4.

L'opération 527-5 devient 527-4.

Operation 527-5 becomes 527-4.

8° L'article 16 est radié et remplacé par le suivant:

8. Section 16 is deleted and the following substituted therefor:

"Art. 16. Taux minima de salaires des salariés du département de la couture

"16. Minimum rates for employees of the sewing department:

a) Salariés travaillant à l'heure:

a) Employees paid by the hour:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$0.80	\$0.76	\$0.70
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.70	0.665	0.615
Classe B — Class B.....	0.70	0.665	0.615
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.55	0.525	0.48
Classe C — Class C.....	0.55	0.525	0.48
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 hours.....	0.50	0.475	0.44

b) Salariés travaillant à la pièce:

b) Piece-work employees:

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

Notwithstanding the rates above mentioned, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$0.90	\$0.855	\$0.79
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.80	0.76	0.70
Classe B — Class B.....	0.80	0.76	0.70
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours.....	0.60	0.57	0.525
Classe C — Class C.....	0.60	0.57	0.525
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 heures.....	0.55	0.525	0.48

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans l'article 17 du décret à l'exception de l'opération numéro 600-1 dont le taux est celui de la classe 1, article 8."

9° Le mot "salaire" apparaissant dans les titres, aux articles 11, 12, 13, 14, 15 et 17 est remplacé par les mots: "Taux minima de salaire".

10° L'article 17 est modifié comme suit:

Les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'opération 601 classe B: "découper, perforer sur presse en une seule opération".

Les mots suivants sont rayés de l'opération 602 classe C: "découper, perforer sur presse en une seule opération".

11° L'article 22 est modifié en y ajoutant les mots: "le 2 janvier" après les mots: "Le Premier de l'An".

12° L'article 23 est modifié en remplaçant les mots: "15% classe 5, 10% classe 6" apparaissant dans le dernier paragraphe par les mots: "15% classe 4, 10% classe 5".

13° L'article 24 est radié et remplacé par le suivant:

"Article 24: *Vacances payées*: a) Tout employeur doit accorder, chaque année, deux (2) semaines consécutives de vacances payées à ses salariés. La période de vacances sera: pour 1957, du 7 au 21 juillet; pour 1958, du 6 au 20 juillet.

b) Le salaire de ces deux (2) semaines de vacances doit être de 4% du salaire du salarié avant toute déduction quelconque dans la période de douze (12) mois commençant le 1er juin et se terminant le 31 mai précédant les vacances.

c) L'employeur doit payer directement à tout salarié qui a droit aux vacances payées, le montant qui lui revient, lorsque le salarié est au service de cet employeur à la date des vacances.

Lorsque le salarié, au cours de l'année qui précède les vacances payées, quitte son emploi, l'employeur doit payer au Comité paritaire, dès le départ du salarié concerné, le montant qui lui revient pour vacances. Le Comité paritaire doit remettre au salarié concerné le montant ainsi reçu, à la date des vacances.

d) Le montant versé par l'employeur pour vacances payées est réputé salaire.

e) La date des vacances ne peut être changée sans une autorisation écrite du Comité paritaire.

f) Les deux (2) semaines de vacances mentionnées plus haut doivent être chômées. Tout employeur qui, sans autorisation préalable du Comité, fait travailler les salariés dans l'industrie pendant ces deux (2) semaines, ou une partie quelconque de ces deux (2) semaines, doit payer le montant dû pour vacances plus salaire double.

14° Les taux mentionnés dans la liste de prix de l'article 31-A sont majorés dans la même proportion que les taux à la pièce, classe 1, mentionnés à l'article 8 du décret.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

43512-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif

The same rates apply to classifications contained in section 17 of the decree, excepting operation No. 600-1 which shall be paid the rate fixed for class 1, Section 8."

9. The word "wages" mentioned in the titles of sections 11, 12, 13, 14, 15 and 17 is replaced by the words "Minimum wage rates".

10. Section 17 is amended as follows:

The following words are added at the end of operation 601 Class B: "Stamping out, perforating on the press in one operation".

The following words are stricken off operation 602 Class C: "Stamping out, perforating on the press in one operation".

11. Section 22 is amended by adding the words "January 2" after the words "New Year's Day".

12. Section 23 is amended by replacing the words "15% class 5, 10% class 6" mentioned in the last paragraph by the words "15% class 4, 10% class 5".

13. Section 24 is deleted and the following substituted therefor:

Section 24. *Vacation with pay*: a) Every employer shall grant two consecutive weeks vacation with pay, every year, to his employees. The vacation period shall be as follows: for 1957: from July 7 to July 21; for 1958: from July 6 to July 20.

b) Remuneration for these two weeks of vacation shall equal 4% of the wages of the employee concerned, before any deduction be made, for the period of twelve (12) months beginning June 1st and ending May 31st preceding the vacation.

c) The employer must pay the amount due directly to the employee who is entitled to a vacation with pay when the employee is working for him at vacation time.

When, during the year prior to the vacation with pay, an employee leaves his employment, the employer shall pay to the Joint Committee, at the time of leaving of the employee concerned, the amount owed as vacation pay. The Joint Committee shall remit to the employee concerned the amount so received at the vacation date.

d) The amount disbursed by the employer for paying vacation to his employees is considered as wages.

e) The date of vacation may not be changed without the written consent of the Joint Committee.

f) No work must be done during the two vacation weeks mentioned above. Any employer who, without previous authorization of the Committee, makes his employees work in the Shoe Industry during these two weeks, or any part of these two weeks, shall pay the amount due for vacation, plus double time.

14. The rates mentioned in the price list of section 31-A are increased in the same proportion as the rates for piece work employees, Class 1, mentioned in section 8 of the decree.

(Document "A" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

43512-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating

à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

to the paper box industry in the region of Montreal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la censure du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G et 1784-A des 4 et 30 mars, 27 mai, 30 juin, 29 septembre, 23 et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950, 120-A du 1er février 1951, 71-A, 412-F et 888-B des 31 janvier, 17 avril et 28 août 1952, 80-B et 101-E des 21 janvier et 29 janvier 1953, 101-B du 10 février 1954, 25-A, 101-A, 478-B et 727-E des 5 janvier, 26 janvier, 5 mai et 6 juillet 1955, 430-D et 503-I des 25 avril et 9 mai 1956, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 septembre 1956;

ATTENDU QU' aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "d" de l'article III sont biffés et remplacés par les suivants:

	Taux horaires minima	
	Zones I	II
<i>"a) Salariées (Femmes):</i>		
<i>Département des boîtes rigides</i>		
Contremaîtresse.....	\$0.97	\$0.92
Travailleuse à la main, classe "A".....	0.91	0.87
Travailleuse à la main, classe "B".....	0.82	0.78
Travailleuse posant étiquettes à la main.....	0.80	0.76
Mécanicienne, machine à couvrir.....	0.82	0.78
Mécanicienne, machine à renforts.....	0.82	0.78
Mécanicienne, machine "enchemisage".....	0.82	0.78
Mécanicienne, machine à poser les dessus.....	0.82	0.78
Mécanicienne, machine à poser les étiquettes.....	0.82	0.78
Mécanicienne, gommeuse filée à la main.....	0.78	0.74
Préposée à l'emballage et ficelage.....	0.80	0.76
Fileuse, machine à renforts à 4 coins.....	0.78	0.74
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes.....	0.82	0.78
Fileuse, machine auto., à assembler ou former les boîtes.....	0.78	0.74
Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut.....	0.79	0.75
Fileuse sur machines non classifiées plus haut.....	0.78	0.74
<i>Département des boîtes pliantes</i>		
Contremaîtresse.....	0.97	0.92
Mécanicienne de machine à piquer.....	0.82	0.78
Colleuse à la main.....	0.87	0.74
Écolucheuse.....	0.80	0.76
Plieuse.....	0.80	0.76
Préposée à l'emballage et ficelage.....	0.80	0.76
Fileuse, machine automatique à coller.....	0.78	0.74
Fileuse machine auto., cellophane.....	0.78	0.74
Fileuse, machine Brightwood.....	0.78	0.74
Mécanicienne, machine à assembler		

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has petitioned the Minister of Labour to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 1884 of November 12, 1947, as amended by Orders in Council Nos. 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G and 1784-A, of March 4 and 30, May 27, June 30, September 29, December 23 and 29, 1948, 883-C of August 11, 1949, 108-B of January 25, 1950, 120-A of February 1 1951, 71-A, 412-F and 888-B of January 31, April 17 and August 28, 1952, 80-B and 101-E of January 21 and 29, 1953, 101-B of February 10, 1954, 25-A, 101-A, 478-B and 727-E of January 5, January 26, May 5 and July 6, 1955, 430-D and 503-I of April 25 and May 9, 1956, relating to the paper box industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 8, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 1884, be amended as follows:

1. Subsections "a" and "d" of section III are deleted and replaced by the following:

	Minimum hourly rates	
	Zones I	II
<i>"a) Female Employees:</i>		
<i>Set-up Department</i>		
Forelady.....	\$0.97	\$0.92
Hand worker, class "A".....	0.91	0.87
Hand worker, class "B".....	0.82	0.78
Hand labeller.....	0.80	0.76
Covering machine operator.....	0.82	0.78
Staying machine operator.....	0.82	0.78
Wrapper operator.....	0.82	0.78
Top piece machine operator.....	0.82	0.78
Labelling machine operator.....	0.82	0.78
Hand fed gummer operator.....	0.78	0.74
Packer & Tier.....	0.80	0.76
Feeder, four-corner staying machine	0.78	0.74
Box assembling or forming machine		
operator.....	0.82	0.78
Feeder Auto-Box assembling or forming machine.....	0.78	0.74
Operators on machines not classified above.....	0.79	0.75
Feeders on machines not classified above.....	0.78	0.74
<i>Folding Department</i>		
Forelady.....	0.97	0.92
Stitcher operator.....	0.82	0.78
Hand gluer.....	0.78	0.74
Stripper.....	0.80	0.76
Folder.....	0.80	0.76
Packer and Tier.....	0.80	0.76
Auto. glueing machine feeder.....	0.78	0.74
Auto. cello. machine feeder.....	0.78	0.74
Brightwood machine feeder.....	0.78	0.74
Box assembling or forming machine		

ou former les boîtes.	0.82	0.78	operator.	0.82	0.78
Fileuse, machine auto., à assembler ou former les boîtes.	0.78	0.74	Feeder, auto. box assembling or forming machine.	0.78	0.74
Mécanicienne sur machine non classifiées plus haut.	0.79	0.75	Operators on machines not classified above.	0.79	0.75
Fileuse sur machines non classifiées plus haut.	0.78	0.74	Feeders on machines not classified above.	0.78	0.74
d) Saliariés (Hommes):			d) Male employees:		
Département des boîtes rigides:			Set-up Department:		
Contremaître.	1.62	1.54	Foreman.	1.62	1.54
Assistant contremaître.	1.45	1.38	Assistant Foreman.	1.45	1.38
Mécanicien "creaser".	1.32	1.26	Creasing operator.	1.32	1.26
Mécanicien, marqueuse mitrailleuse	1.32	1.26	Scorer.	1.32	1.26
Mécanicien, guillotine, 1ère classe.	1.32	1.26	Cutter on knife, first class.	1.32	1.26
Mécanicien, guillotine, 2e classe.	1.20	1.14	Cutter on knife, second class.	1.20	1.14
Mécanicien, monteuse simple.	1.19	1.13	End-piece operator, single.	1.19	1.13
Mécanicien, monteuse double.	1.22	1.16	End-piece operator, double.	1.22	1.16
Mécanicien, machine à renforts à 4 coins.	1.27	1.21	Four-corner stayer operator.	1.27	1.21
Fileur, machine à renforts à 4 coins.	1.07	1.02	Feeder, four-corner staying machi- ne.	1.07	1.02
Mécanicien, machine emporte-pièce	1.10	1.05	Punch operator.	1.10	1.05
Préposé à la mise en train Stoke & Smith.	1.26	1.20	Wrapper makeready man.	1.26	1.20
Préposé à la scie circulaire.	1.11	1.06	Circular saw operator.	1.11	1.06
Bobineur.	1.13	1.08	Slitter operator.	1.13	1.08
Presseur de rebuts.	1.09	1.04	Bale press operator.	1.09	1.04
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes.	1.19	1.13	Box assembling or forming machine operator.	1.19	1.13
Préposé à la mise en train, machine auto., à assembler ou former les boîtes.	1.37	1.30	Auto. box assembling or forming machine makeready man.	1.37	1.30
Fileur, machine auto., à assembler ou former les boîtes.	1.07	1.02	Feeder, auto. box assembling or forming machine.	1.07	1.02
Mécanicien sur machines non classi- fiées plus haut.	1.08	1.03	Operators on machines not classified above.	1.08	1.03
Fileur sur machines non classifiées plus haut.	1.07	1.02	Feeders on machines not classified above.	1.07	1.02
Département des boîtes pliantes:			Folding Department:		
Contremaître.	1.62	1.54	Foreman.	1.62	1.54
Assistant contremaître.	1.45	1.38	Assistant foreman.	1.45	1.38
Faiseur de matrice.	1.46	1.39	Die maker.	1.46	1.39
Assistant faiseur de matrice.	1.11	1.06	Assistant Die maker.	1.11	1.06
Préposé à la mise en train, machine automatique à coller.	1.37	1.30	Auto. glueing machine makeready man.	1.37	1.30
Préposé à la mise en train, machine Brightwood.	1.27	1.21	Brightwood machine makeready man.	1.27	1.21
Fileur, machine Brightwood.	1.07	1.02	Feeder, brightwood machine.	1.07	1.02
Préposé à la mise en train, machine Indman.	1.27	1.21	Indman machine makeready man.	1.27	1.21
Préposé à la mise en train, machine à cirer.	1.08	1.03	Waxing machine makeready man.	1.08	1.03
Préposé à la mise en train, machine automatique cellophane.	1.37	1.30	Auto. cellophane machine make- ready man.	1.37	1.30
Fileur, machine automatique cello- phane.	1.07	1.02	Feeder, auto. cellophane machine.	1.07	1.02
Mécanicien de guillotine 1ère classe	1.32	1.26	Cutter on knife, 1st class.	1.32	1.26
Mécanicien de guillotine 2e classe.	1.20	1.14	Cutter on knife, 2nd class.	1.20	1.14
Mécanicien de machine à transpor- ter et empiler motorisée.	1.13	1.08	Power stacker lift truck operator.	1.13	1.08
Pressier, presse cylindre à découper	1.32	1.26	Cylinder Box pressman.	1.32	1.26
Fileur, presse cylindre à découper.	1.10	1.05	Feeder, cylinder box press.	1.10	1.05
Pressier, presse plateau à découper	1.23	1.17	Platen die cutting pressman.	1.23	1.17
Fileur, presse plateau à découper.	1.10	1.05	Feeder, platen die cutting press.	1.10	1.05
Éplucheur.	1.06	1.01	Stripper.	1.06	1.01
Presseur de rebuts.	1.09	1.04	Bale press operator.	1.09	1.04
Préposé à l'emballage et ficelage.	1.01	0.96	Packer and tier.	1.01	0.96
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes.	1.19	1.14	Box assembling or forming machine operator.	1.19	1.14
Préposé à la mise en train, machine auto., à assembler ou former les boîtes.	1.37	1.30	Auto. box assembling or forming machine makeready man.	1.37	1.30
Fileur, machine auto., à assembler ou former les boîtes.	1.07	1.02	Feeder, auto. box assembling or for- ming box machine.	1.07	1.02
Mécanicien sur machines non classi- fiées plus haut.	1.08	1.03	Operators on machines not classified above.	1.08	1.03
Fileur sur machines non classifiées			Feeders on machines not classified		

plus haut.....	1.07	1.02	above.....	1.07	1.02
<i>Général:</i>			<i>General:</i>		
Électricien.....	1.32	1.26	Electrician.....	1.32	1.26
Machiniste, 1ère classe.....	1.32	1.26	Machinist, 1st class.....	1.32	1.26
Préposé à l'entretien et réparation.....	1.15	1.09	Maintenance and Repair man.....	1.15	1.09
Expéditeur.....	1.26	1.20	Shipper.....	1.26	1.20
Assistant expéditeur.....	1.08	1.03	Assistant shipper.....	1.08	1.03
Chauffeur de camion.....	1.15	1.10	Truck driver.....	1.15	1.10
Surveillant.....	1.01	0.96	Watchman.....	1.01	0.96
Chauffeur de bouilloires.....	1.05	1.00	Boiler fireman.....	1.05	1.00
Mécanicien, machines fixes.....	1.11	1.06	Stationery engineman.....	1.11	1.06
Chef-mécanicien:			Chief engineman:		
2e classe.....	\$61.96	\$58.95	2nd class.....	\$61.96	\$58.95
3e classe.....	54.26	51.63	3rd class.....	54.26	51.63
(Document "E" annexé à l'arrêté)			(Document "E" annexed to the Order)		

43512-o L. DESILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

43512-o L. DESILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1082

Number 1082

Québec, le 24 octobre 1956.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Quebec, October 24, 1956.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "H"

Part "H"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

CONCERNING amendments to the decree relating to the printing trades in the island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été soumise au Ministre du Travail par "The Employing Printers' Association of Montreal Inc.", l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montréal, incorporée et "The Amalgamated Lithographers of America Local 27", à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947, 245-E du 26 février 1948, 205-A du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I, 649-C, 1065-F et 1336-B des 20 mars, 28 mai, 15 octobre et 23 décembre 1952, 253-F, 286-H et 512-A des 5 et 12 mars et 30 avril 1953, 392, 499-B et 1067-C des 14 avril, 13 mai et 3 novembre 1954 et 1119-A du 19 octobre 1955, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Employing Printers' Association of Montreal Inc., L'Association des Maîtres Imprimeurs de Montréal, Inc., and The Amalgamated Lithographers of America, Local 27 have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 3088 of August 7, 1946, amended by the Orders in Council numbers 4155 and 4453 of October 10 and 31, 1946, 37, 406-B and 1310-A of January 9, March 8, and August 12, 1947, 245-E of February 26, 1948, 205-A of February 24, 1949, 319-A of March, 28, 1951, 271-I, 649-C, 1065-F and 1336-B of March 20, May 28, October 15 and December 23, 1952, 253-F, 286-H and 512-A of March 5 and 12 and April 30, 1953, 392, 499-B and 1067-C of April 14, May 13, and November 3, 1954, and 1119-A of October 19, 1955, relating to the printing trades in the region of Montreal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 11 février 1956;

WHEREAS the petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of February 11 1956;

ATTENDU QUE, pour donner suite à une deuxième requête, le Ministre du Travail a fait publier dans la Gazette officielle de Québec du 5 mai 1956 un nouvel avis ayant pour but de placer les villes de Shawinigan Falls et Grand'Mère dans la zone II dudit décret;

WHEREAS, to give effect to a second petition, the Minister of Labour has published in the issue of May 5, 1956 of the Quebec Official Gazette, another notice for the purpose of placing the towns of Shawinigan Falls and Grand'Mère in zone II of the said decree;

ATTENDU QUE les objections formulées contre les modifications proposées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objection thereto have been duly considered as, required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 3088, be amended as follows:

1° "The Amalgamated Lithographers of America, Local 27" est acceptée comme partie co-contractante de deuxième part.

1. "The Amalgamated Lithographers of America, Local 27" is accepted as co-contracting party of the second part.

2° Les villes de Shawinigan Falls et Grand'Mère font maintenant partie de la zone II et

2. The towns of Shawinigan Falls and Grand'Mère are included in zone II and their names

leurs noms sont ajoutés dans la description de ladite zone, apparaissant au paragraphe "b" de l'article II.

3° Le nouvel article XXIV suivant est ajouté: "XXIV. Dispositions applicables aux établissements produisant des imprimés par procédé planographique:

A l'exception des articles I, II, III, IX, X, XI, XIX et XXIII, les dispositions précédentes du présent décret d'appliquent, *mutatis mutandis*, aux personnes désignées et comprises dans cet article.

1° Juridiction professionnelle: La juridiction professionnelle du présent article du décret désigne et comprend les personnes ci-dessous mentionnées, soit qu'elles soient employées dans un atelier spécialisé ou dans un établissement de lithographie.

a) Les opérateurs de caméra employés exclusivement à la préparation de négatifs, de positifs ou de négatifs et positifs, pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre, à l'exception des presses à épreuves.

b) Les opérateurs de châssis pneumatiques et de contacts négatifs employés à la préparation de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre, à l'exception des presses à épreuves.

c) Les opérateurs de grainoir employés au grenage de plaques pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre, à l'exception des presses à épreuves.

d) Les personnes employées à la production des imprimés par procédé planographique, lorsque telle production est faite par une machine de 14" x 20" ou moindre, à l'exception des presses à épreuves.

e) Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent comme contractants tout travail régi par le présent décret et habituellement accompli par des salariés, ces personnes sont considérées comme étant elles-mêmes des salariés et sont assujetties aux dispositions du présent décret de la même manière et au même degré que lesdits salariés.

2° Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle ne désigne ni ne comprend les salariés suivants:

a) Les dactylographes, les personnes se servant des procédés à la gélatine, les préposés aux machines à adresser.

b) Les opérateurs de caméra, les préposés à la préparation des plaques, les opérateurs de machines à multicopier de tout genre dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production de travaux destinés à l'usage exclusif desdits établissements et non à être vendus.

3° Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

are added in the description of the said zone contained in subsection "b" of section II.

3. The following new section XXIV is added: "XXIV. Provisions applying to establishments engaged in the production of printed matter by planographic process:

With the exception of Sections I, II, III, IX, X, XI, XIX and XXIII, the foregoing provisions of the decree shall apply *mutatis mutandis* to the persons designated and comprised in this section.

1. The professional jurisdiction of the present decree also designates and comprises the following persons, whether in trade plants and/or lithographing establishments.

a) Camera operators who exclusively produce negatives and/or positives for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches, with the exception of proofing presses.

b) Vacuum frame and contact negative operators who produce plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches, with the exception of proofing presses.

c) Plate grainers engaged in graining plates for reproduction by multicopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches, with the exception of proofing presses.

d) All persons engaged in the production of printed matter by planographic process when produced by machines of a size up to and including 14 x 20 inches, with the exception of proofing presses;

e) In all cases where one or more persons, individually or in partnership, perform as contractors any work covered by this decree and ordinarily performed by employees, all such persons shall be deemed to be employees and shall be subject to the provisions of the present decree in the same manner and to the same extent as such employees.

2. For the purposes of the present decree, the professional jurisdiction neither designates nor comprises the following employees:

a) Operators on typewriters, gelatine processes and addressograph machines.

b) Camera operators, plate makers, operators on multicopying machines of every description in private plants, provided such equipment is used exclusively for the production of work for the sole use of their establishment and not for sale to others.

3. Minimum wage rates: The minimum wage rates shall be as follows:

Zones I		Zones II		Zones III	
Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
Day rate	Night rate	Day rate	Night rate	Day rate	Night rate

a) Département du Caméra — Camera department:

Opérateur de caméra employé exclusivement à la préparation de négatifs et/ou de positifs pour reproduction par machines à multicopier de format 14" x 20" ou moindre — Camera operator who exclusively produces negatives and/or positives for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches.

\$1.85 \$2.03 \$1.57 \$1.73 \$1.44 \$1.58

b) Département de la préparation des plaques — Plate-making department:

i. Opérateur de châssis pneumatiques et de contacts négatifs employés exclusivement à la préparation de

plaques pour reproduction par machines à multico- prier de format 14" x 20" ou moindre — Vacuum frame and contact-negative operator who exclusively produces plates for reproduction by multicopying machines up to and including 14 x 20 inches.							1.85	2.03	1.57	1.73	1.44	1.58
ii. Opérateur de grainoir employé au grainage de plaques pour reproduction par machines à multico- prier de format 14" x 20" ou moindre — Plate grainers engaged on graining plates for reproduction by mul- ticopying machines of a press size up to and including 14 x 20 inches.							1.75	1.93	1.48	1.63	1.36	1.50
e) Machine à multico- prier — Multicopying machine:												
i. Opérateur de machines à multico- prier de tout genre de format 12" x 19" ou moindre — Operator on multi- copying machine of any description of a press size less than 12 x 19 inches.												
1ère année — First year.							0.75	0.83	0.64	0.70	0.58	0.64
Années subséquentes — Thereafter.							1.50	1.65	1.27	1.40	1.17	1.29
ii. Opérateurs de machines à multico- prier de tout genre de format de plus de 12" x 19" jusqu'à 14" x 20" inclu- sivement — Operator on multicopying machine of any description, of a press size over 12 x 19 inches up to and including 14 x 20 inches.												
1ère année — First year.							0.80	0.88	0.68	0.75	0.26	0.68
Années subséquentes — Thereafter.							1.75	1.93	1.48	1.63	1.36	1.50

d) Apprentis:

Le taux minimum initial des apprentis débu-
tants des départements de la Camera ou de la
préparation des plaques est de ... \$0.99 l'heure.
Ce taux est augmenté à chaque six (6) mois à
raison de 1/10e de la différence entre le taux
initial de l'apprenti et le taux du compagnon du
même métier que l'apprenti.

4° Nombre d'apprentis alloués: Le nombre
maximum d'apprentis alloués pour les départe-
ments de la Camera et de la Préparation des Pla-
ques est le suivant:

Pour 3 compagnons (employés régulièrement
comme tels) 1 apprenti.

Les départements de la Camera et de la Prépa-
ration des Plaques peuvent être réunis, mais la
proportion ci-dessus indiquée entre le nombre
d'apprentis et le nombre de compagnons doit
être maintenue."

(Document "H" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

43512-o

Greffier du Conseil Exécutif.

d) Apprentices:

For new employees engaged as apprentices in
the Camera and/or the Plate-making Depart-
ments, the minimum starting rate is ... \$0.99
an hour with an increase every six months of 1/10
of the difference between appropriate journeyman
rate and the starting rate.

4. Quota of apprentices: The maximum number
of apprentices allowed in the Camera and the
Plate-making Departments shall be as follows:

For 3 journeymen (regularly employed as such)
1 apprentice.

The Camera and Plate-making Departments
may be combined but, the above ratio of appren-
tices to journeymen must be maintained.

(Document "H" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

43512-o

Clerk of the Executive Council.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-56
(Région de Montréal)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie
Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse
Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des
prix du lait en nature par la Commission dans
le cours de l'année 1951, le coût de production
du lait, de sa manipulation et de sa distribution

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order N° 1-56
(Region of Montreal)

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk
for fluid consumption were last fixed, the cost of
milk production, handling and distribution has
increased as well as that of the adequate equip-

a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal comprend l'île de Montréal et l'île-Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Longueuil et St-Lambert; les villes de LeMoine, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, ainsi que le Port de Montréal.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait, au moins 3.5% de matières grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer:

a) du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20½ cents la pinte;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 7 cents la mesure de 7 onces, 8 cents le demiard, 14 cents la chopine et 22 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 8 cents le demiard, 12 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce:

a) du lait à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 19½ cents la pinte, et en bidon 72 cents le gallon;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 6 cents la mesure de 7 onces, 6½ cents le demiard, 12 cents la chopine et 20 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 11 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le

ment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets; in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the Island of Montreal and Ile Jesus; the cities of Jacques Cartier, Longueuil and St. Lambert; the towns of LeMoine, Mackayville, Montreal South and Preville; the village of Boucherville; the parish of St. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre Dame du Sacré-Cœur, and also the Port of Montreal.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which they receive from them \$4.59 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of Article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver:

a) milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20½ cents a quart;

b) chocolate milk at prices inferior to 7 cents the 7 ounces container, 8 cents a half-pint, 14 cents a pint and 22 cents a quart;

c) butter milk at prices inferior to 8 cents a half-pint, 12 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment:

a) milk at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 19½ cents a quart, and in bulk 72 cents a gallon;

b) chocolate milk at prices inferior to 6 cents the 7 ounces container, 6½ cents a half-pint, 12 cents a pint and 20 cents a quart;

c) buttermilk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 11 cents a pint and 18 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institution will have the privilege of buying

lait en bouteille au prix fixé pour le commerce au gros, soit: 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

9° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

10° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal.) Cet article ne s'applique pas à l'Ile-Jésus.

11. Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 1-51, 1-51A, 1-51B, 1-51C et 1-51E et entrera en vigueur le 1er novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle du Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-56
(Région de Québec)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-

bottled milk at wholesale prices, that is at 11 cents a pint and 19½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors or dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

9. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospital, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payment are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

10. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time). This article does not apply to Ile Jésus.

11. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

12. Delivery of milk or cream within the region of Montreal, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

13. The present Order cancels Orders numbers 1-51, 1-51A, 1-51B, 1-51C and 1-51E and shall come into force on November 1st, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No 2-56
(Region of Québec)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-

trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2° La région de Québec comprend les municipalités suivantes: les cités de Québec, Lévis, Sillery, Ste-Foy, Lauzon et Giffard; les villes de Québec-Ouest, Beauport, Villeneuve, Château-d'Eau, Courville, Charlesbourg, Loretteville et Montmorency; les villages de St-Émile et St-Jean-de-Boischatel; les paroisses de St-Gérard-Majella, Notre-Dame-des-Laurentides, St-Félix-du-Cap-Rouge et les municipalités de Lac St-Charles et Ste-Thérèse-de-Lisieux.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou délivrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demi-pint, 11 cents la chopine, 18½ cents la pinte, et en bidon 72 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteilles d'un demi-pint pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demi-pint.

9° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 2-51, 26-E-43 et 17-51 et entrera en vigueur le 1er novembre 1956.

trand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the following municipalities: the cities of Quebec, Lévis, Sillery, St. Foye, Lauzon and Giffard; the towns of Quebec West, Beauport, Villeneuve, Château d'Eau, Courville, Charlesbourg, Loretteville and Montmorency; the villages of St. Émile and St. Jean de Boischatel; the parishes of St. Gérard Majella, Notre Dame des Laurentides, St. Félix du Cap Rouge and the municipalities of Lake St. Charles and St. Thérèse de Lisieux.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 18½ cents a quart, and in bulk 72 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is at 11 cents a pint and 18½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

9. The present Order cancels Orders numbers 2-51, 26-E-43 and 17-51, and shall come into force on November 1st, 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 3-56
(Région de la Mauricie)

Order No. 3-56
(Region of Mauricie)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de la Mauricie.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Mauricie.

2° La région de la Mauricie comprend les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, et Grand'Mère; la ville de La Tuque; les villages de Baie de Shawinigan, et St. Georges; les paroisses de Trois-Rivières, Almainville et Ste-Flore; ainsi que la municipalité de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine.

2. The region of Mauricie includes the cities of Three Rivers, Cap de la Madeleine, Shawinigan Falls, and Grand Mere; the town of La Tuque, the villages of Baie de Shawinigan, and St. George; the parishes of Three Rivers, Almainville and St. Flore; and also the municipality of St. Marthe du Cap de la Madeleine.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half-cent for each hundred pounds of milk received.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-pro-

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter

ducteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé."

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de la Mauricie, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 3-51, 3-51A, 6-51, 6-51A, 6-51B, et 38-51, et entrera en vigueur le 1er novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle du Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-56
(Région de Sherbrooke)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie
Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted."

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Mauricie, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19½ cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is at 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

10. The present Order cancels orders numbers 3-51, 3-51A, 6-51, 6-51A, 6-51B, and 38-51, and shall come into force on November 1st, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-56
(Region of Sherbrooke)

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke; les villes de Lennoxville, Bromptonville et Windsor; les villages de North Hatley, Waterville et Deauville; et la paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait \$4.59 qu'ils reçoivent de ceux-ci, net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

"et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par livres de lait ainsi reçu."

Le paiement aux fournisseurs producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

(a) Plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

(b) Moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance le lait, utilisé pour fins de consommation en nature breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le jour avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke; the town of Lennoxville, Bromptonville and Windsor; the villages of North Hatley, Waterville, and Deauville; and the parish of St. François Xavier de Brompton.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, net \$4.59 F.O.B., business place of said dealer,

"and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received."

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

(a) A premium of three cents per 100 pounds of milk shall be added for each 1-10 of 1% over this percentage;

(b) A deduction of three cents per 100 pounds of milk shall be made for each 1-10 of 1% below this percentage.

4. "The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon which the latter suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption

consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait transformé."

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 4-51, 4-51B, 4-51C, 24-51 et 32-51, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-0

in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;
d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted."

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19½ cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottle milk at wholesale prices, that its 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

10. The present Order cancels Order numbers 4-51, 4-51B, 4-51C, 24-51 and 32-51, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-56
(Région de Saint-Hyacinthe)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 5-56
(Region of Saint-Hyacinthe)

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission

Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Hyacinthe.

2° La région de Saint-Hyacinthe comprend la cité de Saint-Hyacinthe; les villages de Saint-Joseph, Sainte-Rosalie et la Providence; les paroisses de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et Sainte-Rosalie; ainsi qu'une lisière de terrain d'un demi mille en profondeur tout autour de l'ensemble des susdits endroits; de plus les villes de Beloeil, Chambly et Fort-Chambly; les villages de McMasterville, de Richelieu et de Saint-Hilaire; les paroisses de Saint-Basile-le-Grand et Saint-Bruno-de-Montarville; et les municipalités de Chambly, Mont Saint-Hilaire et Otterburn Park.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the city of Saint-Hyacinthe; the villages of Saint-Joseph, Sainte-Rosalie and Providence; the parishes of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur and Sainte-Rosalie, and also a strip of land half a mile deep surrounding the whole of the above-named places; moreover the towns of Beloeil, Chambly and Fort Chambly; the villages of McMasterville, Richelieu and Saint-Hilaire; the parishes of Saint-Basile-le-Grand and Saint-Bruno-de-Montarville; and the municipalities of Chambly, Mont-Saint-Hilaire and Otterburn Park.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.50 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.50 net, F.O.B. business place of said dealer.

"et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu."

"and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received."

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- la quantité totale du lait reçu;
- la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- le prix payé pour le lait transformé.

- Total quantity of milk received;
- Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- Quantity of milk used for other purposes;
- Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- Price paid for milk converted.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 5-51, 5-51A, 5-51B et 82-55, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 5-51, 5-51A, 5-51B and 82-55, and shall come into force on the first of November, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 8-56
(Région de St-Jean)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de St-Jean.

2° La région de St-Jean comprend la cité de St-Jean la ville d'Iberville et la paroisse de St-Luc.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No 8-56
(Region of St-Jean)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of St-Jean.

2. The region of St. Jean includes the city of St. Jean the town of Iberville, and the parish of St. Luc.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° "Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé."

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Jean offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 8-51 et 8-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. "The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceding month:

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted."

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of St. Jean offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 8-51 and 8-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 10-56
(Région de Valleyfield)Order No. 10-56
(Region of Valleyfield)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2° La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield, la municipalité de village du Nouveau-Salaberry et cette partie de la municipalité de la paroisse de St-Timothée présentement connue sous le nom de Nitro.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield, the village municipality of New Salaberry and that part of the parish municipality of St-Timothée actually known under the name of Nitro.

3. Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.40 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4 "Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait

4. "The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state,

utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- la quantité totale du lait reçu;
- la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- la quantité du lait utilisé pour autre fins;
- la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- le prix payé pour le lait transformé."

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 70 cents le gallon.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9. Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 10-51 et 10-51B, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to a least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- Total quantity of milk received;
- Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- Quantity of milk used for other purposes;
- Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- Price paid for milk converted."

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 70 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 10-51 and 10-51B, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 11-56
(Région de Drummondville)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 11-56
(Region of Drummondville)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of

le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2° La région de Drummondville comprend la cité de Drummondville, la ville Saint-Joseph-de-Grantham, les municipalités de Grantham, de Grantham-Ouest, de Drummondville-Ouest, de Saint-Simon-de-Drummond, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Nicéphore et la partie de la municipalité de Saint-Cyrille de Wendover connue sous le nom de Village de Saint-Charles ainsi borné: au sud-ouest: par la cité de Drummondville, au nord-ouest: par la rivière Saint-François, au nord-est: par le 3ième rang de Wendover, et au sud-est par la voie de chemin de fer du Canadien National.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the city of Drummondville, the town of Saint-Joseph-de-Grantham, the municipalities of Grantham, of Grantham-West, of Drummondville-West, of Saint-Simon-de-Drummond, of Saint-Jean-Baptiste, of Saint-Nicéphore and part of the municipality of Saint-Cyrille de Wendover known under the name of Village Saint-Charles as well bounded: on the south-west: by the city of Drummondville, on the north-west: by the river known as Rivière Saint-François, on the north-east: by the 3rd range of Wendover, and on the south-east: by the Canadian National Railway.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceding month:

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Drummondville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19½ cent a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10. La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 11-52, 11-52A, 11-52B, 65-H-42, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 11-52, 11-52A, 11-52B, 65-H-42, and shall come into force on the first of November, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 14-56
(Région de Sorel)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 14-56
(Region of Sorel)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2° La région de Sorel comprend la cité de Sorel; les villes de St-Joseph-de-Sorel et Tracy; les villages de Contrecoeur, Varennes et Verchères; ainsi que la municipalité de Verchères.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.50 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu.

Le paiement du lait aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) Plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4. Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu;

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9. Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel; the towns of St. Joseph de Sorel and Tracy; the villages of Contrecoeur, Varennes and Verchères; and also the municipality of Verchères.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.50 net, F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to the producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month:

a) Total quantity of milk received;

b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;

d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Sorel offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances uméros 14-51, 14-51A e 14-51B, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

10. The present Order cancels Orders numbers 14-51, 14-51A and 14-51B, and shall come into force on the first of November 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 15-56
(Région de St-Jérôme)

Order No. 15-56
(Region of St. Jerome)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de St-Jérôme.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of St. Jerome.

2° La région de St-Jérôme comprend la cité de St-Jérôme, la ville de Ste-Thérèse, les paroisses de Rosemère, St-Antoine-des-Laurentides, St-Janvier-de-Blainville, et Ste-Thérèse; ainsi que la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest.

2. The region of St. Jerome includes the city of St. Jerome, the town of St. Therese, the parishes of Rosemere, St. Antoine des Laurentides St. Janvier de Blainville, and St. Therese; and also the municipality of St. Therese West.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres

b) A deduction of three cents a hundred pounds

de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Jérôme offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 15-51 et 15-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of St. Jerome offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military anteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Orders numbers 15-51 and 15-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 20-56
(Région de Asbestos)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 20-56
(Region of Asbestos)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery

et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Asbestos.

2° La région de Asbestos comprend les municipalités des villages d'Asbestos et Danville situés dans le comté de Richmond.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cent's la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 20-51 et 20-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipalities of the villages of Asbestos, and Danville, located in the county of Richmond.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month:

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present order, no person shall, within the limits of said region of Asbestos offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present order cancels orders numbers 20-51 et 20-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged

de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 21-56
(Région de Beauce)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de la Beauce.

2° La région de la Beauce comprend les municipalités de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-Georges-Est, Saint-Georges-Ouest, Saint-Joseph, Sainte-Marie et Vallée Jonction, dans le comté de Beauce.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauce offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No 21-56
(Region de Beauce)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauce.

2. The region of Beauce includes the municipalities of Beauceville, Beauceville-East, Saint-Georges-East, Saint-Georges-West, Saint-Joseph, Sainte-Marie and Vallée Jonction, in the county of Beauce.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Beauce offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 21-51 et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 18½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order number 21-51 and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 25-56
(Région de Lachute)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lachute.

2° La région de Lachute comprend la ville de Lachute; les villages de Ayersville et Browns-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25-56
(Region of Lachute)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lachute.

2. The region of Lachute includes the town of Lachute; the villages of Ayersville and Browns-

burg; la paroisse de St-Jérusalem; ainsi que le canton Chatham.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lachute offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

- a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;
- b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;
- c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons

burg; the parish of St. Jeresalem; and also the township of Chatham.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Proce paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Lachute offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bult to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privelege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producer-suppliers must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

- a) to hispitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;
- b) to the Federal and Provincial Governments;
- c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impractical or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these

aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

11. Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème, dans la région de Lachute, que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 25-51, 25-51A, 25-51B, 25-51C, et 45-Sp-I, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

tickets have been paid cash upon their receipt.

11. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon, and after seven o'clock in the afternoon.

12. Delivery of milk or cream, within the limits of the region of Lachute, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, and Saturday.

13. The present Order cancels Orders numbers 25-51, 25-51A, 25-51B, 25-51C, and 45-Sp-I, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 27-56
(Région de Lac St-Jean)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lac St-Jean.

2° La région du Lac St-Jean comprend les municipalités suivantes: Les cités de Chicoutimi et d'Arvida, les villes de Chicoutimi-Nord, de Bagotville, de Port-Alfred, de Kénogami, de Jonquières, d'Alma, de Naudville, de River-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 27-56
(Region of Lake St. John)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St-John.

2. The region of Lake St. John includes the following municipalities: The cities of Chicoutimi and Arvida, the town of Chicoutimi-Nord, Bagotville, Port-Alfred, Kénogami, Jonquières, Alma, Naudville, Riverbend, Isle Maligne, Ro-

bend, d'Isle Maligne, de Roberval, de St-Félicien, de Dolbeau, de Mistassini, les villages de Rivière-du-Moulin, de St-Jean-Eudes, de Laterrière, les paroisses de Notre-Dame-de-Laterrière, de Bagotville, les cantons de Chicoutimi et de Tremblay.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent :

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lac-St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit : 11 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 27-51, 27-51C, 27-51D, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

verbal, St-Félicien, Dolbeau, Mistassini, the villages of Rivière-du-Moulin, St-Jean-Eudes, Laterrière, the parishes of Notre-Dame-de-Laterrière, Bagotville, the townships of Chicoutimi and Tremblay.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 F.O.B. business place of said dealer.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

- 10. The present Order cancels Orders numbers 27-51, 27-51C, 27-51D, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 28-56
(Région de Coaticook)

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 28 56
(Region of Coaticook)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie
Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse
Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des
prix du lait en nature par la Commission dans
le cours de l'année 1951, le coût de production
du lait, de sa manipulation et de sa distribution
a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher
pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adé-
quate sur les fermes et dans les usines de pasteu-
risation;

WHEREAS, since 1951, when prices for milk
for fluid consumption were last fixed, the cost of
milk production, handling and distribution has
increased as well as that of the adequate equip-
ment and labour required on the farms and in
the pasteurizing plants;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands
de lait et les producteurs ont demandé à la
Commission une augmentation des prix du lait;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers
and producers have requested the Commission
to increase milk prices;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte
de la valeur du produit, des conditions de sa
production, de sa manipulation, de sa livraison
et des conditions des divers marchés locaux, de
façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-
fournisseurs, des marchands de lait, des distri-
buteurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Coaticook.

1. The present Order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers
milk within the limits of the region of Coaticook.

2° La région de Coaticook comprend la mu-
nicipalité de Coaticook et cette portion du canton
de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the mu-
nicipality of Coaticook and that portion of the
township of Barford adjacent to the town of
Coaticook.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs doivent payer
à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci
\$1.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Milk dealers, cooperative societies and
cooperative syndicates must pay to their produ-
cers-suppliers for each hundred pounds of milk
which they receive from them \$4.50 F.O.B.
business place of said dealer.

4° Toutefois il est loisible au marchand de
lait, qui a transformé et transforme actuelle-
ment du lait en vertu d'un permis antérieure-
ment obtenu de l'inspecteur général des pro-
duits laitiers, de payer à ses fournisseurs-pro-
ducteurs le prix convenu avec ceux-ci dans
un contrat écrit, préalablement déposé devant
la Commission, pour le lait ainsi transformé ou
en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée,
ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra
payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article
3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour
fins de consommation en nature, breuvage au
chocolat, laits fermentés, standardisation des
crèmes et en plus une quantité équivalant à au
moins 2% du lait ainsi utilisé.

4. The milk dealer, who has converted and
is presently converting milk pursuant to a permit
already granted him by the Inspector General
of Dairy Products, may pay to his producers-
suppliers the price agreed upon with the latter
in a written contract, previously deposited
before the Commission, for the milk thus con-
verted into butter, or cheese, or ice cream, or
concentrated milk. That milk dealer shall pay
to his producers-suppliers, at the price men-
tioned by section 3 of the present order, the
milk used for consumption in its natural state,
or as chocolate milk, cultured milk, standard-
ization of cream, and furthermore a quantity
equal to at least 2% of the milk thus used.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la
Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant
le 15 de chaque mois, un rapport en la forme
établie par la Commission, indiquant pour le
mois précédent:

This milk dealer shall supply to Dairy In-
dustry Commission, on or prior to the 15th
of each month, with a report in the form as pre-
scribed by said Commission, showing for the
preceding month:

- la quantité totale du lait reçu;
- la quantité du lait utilisé pour fins de
consommation en nature;

- Total quantity of milk received;
- Quantity of milk used for consumption
in its natural state;

c) la quantité de lait utilisé pour autres fins;
d) la quantité de lait payé ou prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer au lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 28-51 et 28-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 29-56
(Région de Cowansville)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa

c) Quantity of milk used for other purposes;
d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Coaticook offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 28-51 and 28-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 29-56
(Region of Cowansville)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under

production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2° La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Cowansville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 29-50 et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

9. The present Order cancels Order number 29-50 and shall come into force on the first of November, 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
* WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 33-56
(Région de Donnacona)

Order No. 33-56
(Region of Donnacona)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,

Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2° La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contigue à l'est de ladite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils, et la municipalité du village Cap-Santé.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.40 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17½ cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 33-51 et 33-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,

Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five arpents deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils and the village municipality of Cap Santé.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.40 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present order, no person shall, within the limits of said region of Donnacona offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18½ cent a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17½ cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottles milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

9. The present order cancels orders numbers 33-51 and 33-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,

ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 34-56
(Région de East-Angus)

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 34-56
(Region of East-Angus)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie
Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphon-
se Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des
prix du lait en nature par la Commission dans
le cours de l'année 1951, le coût de production
du lait, de sa manipulation et de sa distribution
a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher
pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adé-
quate sur les fermes et dans les usines de pasteu-
risation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands
de lait et les producteurs ont demandé à la
Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte
de la valeur du produit, des conditions de sa
production, de sa manipulation, de sa livraison
et des conditions des divers marchés locaux, de
façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-
fournisseurs, des marchands de lait, des distri-
buteurs de produits laitiers et des consomma-
teurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
East Angus.

2° La région d'East Angus comprend la ville
d'East Angus.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs doivent payer
à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci
\$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 de la
présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites
de ladite région de East Angus offrir, vendre ou
livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la
chopine et 19 cents la pinte.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à
une cantine militaire, à un marchand ou à tout
autre établissement de commerce à des prix
inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la cho-
pine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le
gallon.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
en bidon aux institutions de charité et aux hôpi-
taux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces
institutions auront le privilège d'acheter le lait
en bouteille aux prix fixés pour le commerce
du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la
pinte.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk
for fluid consumption were last fixed, the cost of
milk production, handling and distribution has
increased as well as that of the adequate equip-
ment and labour required on the farms and in
the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers
and producers have requested the Commission
to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of East Angus.

2. The region of East Angus includes the town
of East Angus.

3. Milk dealers, cooperative societies and
cooperative syndicates must pay to their pro-
ducers-suppliers for each hundred pounds of milk
which they receive from them \$4.50 F.O.B.
business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present
Order, no person shall, within the limits of said
region of East Angus offer, sell or deliver milk
at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents
a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk
to a grocery, a restaurant, a hotel, a military
canteen, a dealer or to any other business estab-
lishment at prices inferior to 6 cents a half-pint,
10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk
71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in
bulk to charitable institutions or to hospitals at
a price inferior to 68 cents a gallon. Those
institutions will have the privilege of buying
bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents
a pint and 18 cents a quart.

7. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8. Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9. La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 34-48A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 35-56
(Région de Granby)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue
au bureau de la Commission de l'Industrie
Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphon-
se Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des
prix du lait en nature par la Commission dans
le cours de l'année 1951, le coût de production
du lait, de sa manipulation et de sa distribution
a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher
pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adé-
quate sur les fermes et dans les usines de pasteu-
risation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands
de lait et les producteurs ont demandé à la
Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte
de la valeur du produit, des conditions de sa
production, de sa manipulation, de sa livraison
et des conditions des divers marchés locaux, de
façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-
fournisseurs, des marchands de lait, des distri-
buteurs de produits laitiers et des consomma-
teurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Granby.

2° La région de Granby comprend la cité de
Granby.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs doivent payer
à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci
\$4.50 F.A.B. la place d'affaires.

4° Toutefois, il est loisible au marchand de
lait, qui a transformé et transforme actuelle-
ment du lait en vertu d'un permis antérieure-

7. No milk dealer, cooperative society or
cooperative syndicate shall offer, sell or deliver
milk to distributors of dairy products at a price
inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles deli-
vered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order number
34-48A, and shall come into force on the first of
November 1956.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 35-56
(Region of Granby)

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk
for fluid consumption were last fixed, the cost of
milk production, handling and distribution has
increased as well as that of the adequate equip-
ment and labour required on the farms and in
the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers
and producers have requested the Commission
to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS :

1. The present Order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of
Granby.

3. Milk dealers, cooperative societies and
cooperative syndicates must pay to their produ-
cers-suppliers for each hundred pounds of milk
which they receive from them \$4.50 F.O.B.
business place.

4. The milk dealer, who has converted and
is presently converting milk pursuant to a permit
already granted him by the Inspector General

ment obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à ces prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 35-51 et 35-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle du Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 40-56
(Région de Louiseville)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue

of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Granby offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 35-51 and 35-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 40-56
(Region of Louiseville)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held

au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2° La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot N° 871 et au sud par et y compris le lot N° 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à y compris le lot N° 378; au sud: par et y compris le lot N° 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot N° 378 jusqu'à et y compris le lot N° 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur situé le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot N° 349 et au nord par et y compris le lot N° 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot N° 777; au nord: par et y compris le lot N° 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot N° 777 jusqu'à et y compris le lot N° 338.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.26 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louisville.

2. The region of Louisville includes the territory of the town of Louisville, and part of the territory of the rural municipality of Saint-Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

On the South: by all the territory adjoining Louisville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.26 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Louisville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17 cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

9. La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 40-51 et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

9. The present Order cancels order number 40-51, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 41-56
(Région de Magog)

Order No. 41-56
(Region of Magog)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2° La région de Magog comprend la ville de Magog et la municipalité du village de Omerville.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the city of Magog and the municipality of the village of Omerville.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8. Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9. La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 41A-51, 41B-51 et 41C-51, et entera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Magog offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Orders numbers 41A-51, 41B-51 and 41C-51, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 45-56
(Région de Richmond)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adé-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 45-56
(Region of Richmond)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

quate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Richmond.

2° La région de Richmond comprend la ville de Richmond, située dans le comté de Richmond.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Richmond offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 45-51, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Richmond.

2. The region of Richmond includes the town of Richmond, located in the county of Richmond.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Richmond offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cent a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order number 45-51, and shall come into force on the first of November, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUÉBEC

Ordonnance N° 48-56
(Région de Stanstead)

Order No. 48-56
(Region of Stanstead)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Excerpt from the proceedings of the meetings

Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2° La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 48-51 et 48-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present order no person shall, within the limits of said region of Stanstead offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present order cancels orders numbers 48-51 and 48-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 59-56
(Région de Waterloo)

Order No. 59-56
(Region of Waterloo)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

2° La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer,

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Waterloo offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying

lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 59-50, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 61-56
(Région de L'Assomption)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de L'Assomption.

2° La région de l'Assomption comprend les municipalités suivantes: les villes de l'Assomption, de Terrebonne et de Berthierville; les villages de Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie et Rawdon; les paroisses de Repentigny, St-Joseph de Lanoraie, St-Paul-l'Érmitte, St-Sulpice et

bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order number 59-50, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 61-56
(Region of L'Assomption)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of L'Assomption.

2. The region of l'Assomption includes the following municipalities: the towns of l'Assomption, Terrebonne and Berthierville; the villages of Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie and Rawdon; the parishes of Repentigny, St. Joseph de Lanoraie, St. Paul l'Érmitte, St. Sulpice and

St-Ignace-de-Loyola; la municipalité de Lachenaie et la partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier bornée à l'est par la Rivière Bayonne, à l'ouest par la rivière la Chaloupe, et au nord par la voie ferrée du Canadian Pacific via Montréal-Québec.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de deux-ci \$4.26 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses: a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4. Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- la quantité totale du lait reçu;
- la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- le prix payé pour le lait transformé.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de L'Assomption offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

10° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de l'Assomption que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

11° La présente ordonnance annule les ordon-

St-Ignace de Loyola; the municipality of Lachenaie and part of the municipality of the parish of Ste. Genevieve de Berthier bounded on the east by the river known as Riviere Bayonne, on the west by the river known as Riviere La Chaloupe, and on the north by the Canadian Pacific Railway via Montreal-Quebec.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.26 F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to suppliers-producers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month:

- Total quantity of milk received;
- Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- Quantity of milk used for other purposes;
- Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of L'Assomption offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17 cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

10. Delivery of milk or cream within the region of l'Assomption will be permitted only on Monday Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

11. The present Order cancels Orders numbers

nances numéros 61-50, 61A-50, 61-50E, 61-50F, 61-50G, 61-50H, 23-51, 23-51C, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

61-50, 61A-50, 61-50E, 61-50F, 61-50G, 61-50H, 23-51, 23-51C, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64-56
(Région de Farnham)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans le limites de la région de Farnham.

2° La région de Farnham comprend la municipalité de la ville de Farnham.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Toutefois il est visible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée,

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 64-56
(Region of Farnham)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the municipality of the town of Farnham.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.50 F.O.B. business place of said dealer.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay

ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 71 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 64-51 et 64-51A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Farnham offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 71 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

10. The present Order cancels orders numbers 64-51 and 64-51A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78-56
(Région de Charlevoix)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 78-56
(Region of Charlevoix)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charlevoix,

2° La région de Charlevoix comprend les municipalités suivantes: Les Éboulements, Saint-Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village de la Malbaie, Village de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphaël du Cap à l'Aigle et Saint-Siméon.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de deux-ci \$4.40 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand,

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- la quantité totale du lait reçu;
- la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- la quantité du lait payé ou prix fixé par l'article 3;
- le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Charlevoix offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17½ cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charlevoix,

2. The region of Charlevoix includes the following municipalities: Les Éboulements, Saint-Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village of La Malbaie, Village of the parish of Saint-Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphaël du Cap à l'Aigle and Saint-Siméon.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.40 F.O.B. business place of said dealer,

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

- Total quantity of milk received;
- Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- Quantity of milk used for other purposes;
- Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Charlevoix offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18½ cent a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17½ cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 78-52 et 78-52A, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-o

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils, is fixed at 5 cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 78-52 and 78-52A, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1035 — Concernant l'approbation du règlement N° 20 de la Commission des Accidents de Québec et l'abrogation du règlement N° 17.....	3464
1081-G — Robe, Province.....	3466
1081-H — Plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigération et gigeur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, région de Trois-Rivières.....	3467
1081-J — Métallurgier, région de Québec.....	3469
1082-A — Chaussure, Province.....	3471
1082-E — Boîte de carton, région de Montréal.....	3474
1082-E — Imprimerie, Ile de Montréal.....	3477

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3391

AVIS DIVERS:

Roberval, ville.....	3421
Syndicat National Catholique des Employés de Esmond Mills Inc. (Nom changé).....	3440
Valmor Chibougamau Mining Company Ltd (Directeurs).....	3441

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.....	3441
--	------

CHARTES — ABANDON DE:

Armél Limited.....	3442
Compagnie de Placement Dufresne Inc.— Dufresne Investments Inc.....	3442
Laurentian Sportwear Ltd.....	3442
Perjay Fruit Co, Ltd.....	3442

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ORDERS IN COUNCIL:

1035 — Concerning the approval of regulation No. 20 of the Quebec Workmen's Compensation Commission and the abrogation of regulation No. 17...	3464
1081-G — Dress, Province.....	3466
1081-H — Plumber, steamfitter, refrigeration mechanic sprinkler fitter, welder, tinsmith-roofer and asbestos isolation mechanic, region of Trois-Rivières.....	3467
1081-J — Metal, region of Quebec.....	3469
1082-A — Shoe, Province.....	3471
1082-E — Paper box, region of Montreal.....	3474
1082-H — Printing, Island of Montreal.....	3477

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3391

MISCELLANEOUS NOTICES:

Roberval town.....	3421
Syndicat National Catholique des Employés de Esmond Mills Inc. (Name changed).....	3440
Valmor Chibougamau Mining Company Ltd (Directors).....	3441

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.....	3441
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Armél Limited.....	3442
Compagnie de Placements Dufresne Inc.— Dufresne Investments Inc.....	3442
Laurentian Sportwear Ltd.....	3442
Perjay Fruit Co, Ltd.....	3442

Rissman's Limited.....	3441
The Seg Corporation.....	3441

Rissman's Limited.....	3441
The Seg Corporation.....	3441

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité.....	3425
Banque Royale du Canada.....	3425
Beauharnois, cité.....	3436
Bernatchez, Robert.....	3421
Black Lake, ville.....	3422
Bourgetville, ville.....	3430
Bouthillier, Violette.....	3435
Bruno-Houde, Joseph.....	3440
Charlesbourg, ville.....	3433
Chicoutimi, cité.....	3420
Club Lemoyne Inc.....	3435
Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes.....	3435
Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec.....	3423
Côte St-Luc, Commission scolaire.....	3422
de Abravanel, Samuel Solnik.....	3426
Dolbeau, ville.....	3426
Drummondville, cité.....	3423
École des hautes études commerciales de Québec.....	3431
Farnham, ville.....	3437
Fitch, Benjamin Cecil.....	3430
Greenfield Park, ville.....	3434
Hull, cité.....	3431
Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain.....	3434
Kaplan, Joseph Samson.....	3422
La Congrégation des Filles de Jésus.....	3434
La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.....	3420
La Mutuelle des Employés Civils.....	3429
Lauzon, comm. scolaire.....	3431
Lévis, cité.....	3432
Longueuil, cité.....	3435
L'Union St-Joseph de Drummondville.....	3424
Mackayville, ville.....	3434
Marieville, ville.....	3432
Notre-Dame de Montréal, paroisse.....	3425
Pointes-aux-Trembles, Commission scolaire.....	3422
Poplavsky, Myron.....	3436
Popovici, Adrian.....	3424
Provost, Albert.....	3431
Rivière-des-Prairies, ville.....	3425
Rivière-du-Loup, cité.....	3424
Ste-Adèle, Commission scolaire.....	3424
St-Ambroise de la Jeune Lorette, Commission scolaire.....	3426
Sainte-Anne-de-Varennes, paroisse.....	3427
Ste-Foy, cité.....	3440
Saint-Jérôme, cité.....	3436
St-Léonard-de-Port-Maurice, comm. scolaire.....	3432
St-Michel, cité.....	3427
Saint-Sauveur des Monts, paroisse.....	3420
Saint-Sixte, syndics paroisse de.....	3419
Saint-Timothée, village.....	3426
St-Vincent-de-Paul, paroisse.....	3428
St-Vincent-de-Paul, ville.....	3437
Seliesker, Guerih Benzionovitch.....	3426
Société des Décorateurs Ensembliers du Québec.....	3421
Succession Douglas Watson Ogilvie.....	3420
Terrebonne, ville.....	3427
Tove, Edmond David <i>et al.</i>	3428
Trafalgar School for Girls.....	3423
Tucci, Sergio.....	3424
Val d'Or, ville.....	3429
Verdun, cité.....	3426
Vizkeleti, Barnabas.....	3423
Weisz, Georges.....	3427

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city.....	3425
Royal Bank of Canada.....	3425
Beauharnois, city.....	3436
Bernatchez, Robert.....	3421
Black Lake, town.....	3422
Bourgetville, town.....	3430
Bouthillier, Violette.....	3435
Bruno-Houde, Joseph.....	3440
Charlesbourg, town.....	3433
Chicoutimi, city.....	3420
Lemoyne Club Inc.....	3435
Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes.....	3435
Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec.....	3423
Côte St-Luc, School commission.....	3422
de Abravanel, Samuel Solnik.....	3426
Dolbeau, town.....	3426
Drummondville, city.....	3423
École des hautes études commerciales de Québec.....	3431
Farnham, town.....	3437
Fitch, Benjamin Cecil.....	3430
Greenfield Park, town.....	3434
Hull, city.....	3431
Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain.....	3434
Kaplan, Joseph Samson.....	3422
La Congrégation des Filles de Jésus.....	3434
La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.....	3420
La Mutuelle des Employés Civils.....	3429
Lauzon, school comm.....	3431
Lévis, city.....	3432
Longueuil, city.....	3435
L'Union St-Joseph de Drummondville.....	3424
Mackayville, town.....	3434
Marieville, town.....	3432
Notre-Dame de Montréal, parish.....	3425
Pointes-aux-Trembles, School commission.....	3422
Poplavsky, Myron.....	3436
Popovici, Adrian.....	3424
Provost, Albert.....	3431
Rivière-des-Prairies, town.....	3425
Rivière-du-Loup, city.....	3424
Ste-Adèle, School commission.....	3424
St-Ambroise de la Jeune Lorette, School commission.....	3426
Sainte-Anne-de-Varennes, parish.....	3427
Ste-Foy, city.....	3440
Saint-Jérôme, city.....	3436
St-Léonard-de-Port-Maurice, school comm.....	3432
St-Michel, city.....	3427
Saint-Sauveur des Monts, parish.....	3420
Saint-Sixte, trustees parish of.....	3419
Saint-Timothée, village.....	3426
St-Vincent-de-Paul, parish.....	3428
St-Vincent-de-Paul, town.....	3437
Seliesker, Guerih Benzionovitch.....	3426
Société des Décorateurs Ensembliers du Québec.....	3421
Estate Douglas Watson Ogilvie.....	3420
Terrebonne, town.....	3427
Tove, Edmond David <i>et al.</i>	3428
Trafalgar School for Girls.....	3423
Tucci, Sergio.....	3424
Val d'Or, town.....	3429
Verdun, city.....	3426
Vizkeleti, Barnabas.....	3423
Weisz, Georges.....	3427

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Mont-Joli, ville. 3442

Mont-Joli, town. 3442

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Dairy Industry:

Ordonnance N° 1-56 — Montréal. 3479
Ordonnance N° 2-56 — Québec. 3481
Ordonnance N° 3-56 — Mauricie. 3483
Ordonnance N° 4-56 — Sherbrooke. 3484
Ordonnance N° 5-56 — St-Hyacinthe. 3486
Ordonnance N° 8-56 — St-Jean. 3488
Ordonnance N° 10-56 — Valleyfield. 3490
Ordonnance N° 11-56 — Drummondville. 3491
Ordonnance N° 14-56 — Sorel. 3493
Ordonnance N° 15-56 — St-Jérôme. 3495
Ordonnance N° 20-56 — Asbestos. 3496
Ordonnance N° 21-56 — Beauce. 3498
Ordonnance N° 25-56 — Lachûte. 3499
Ordonnance N° 27-56 — Lac St-Jean. 3501
Ordonnance N° 28-56 — Coaticook. 3503
Ordonnance N° 29-56 — Cowansville. 3504
Ordonnance N° 33-56 — Donnacona. 3505
Ordonnance N° 34-56 — East-Angus. 3507
Ordonnance N° 35-56 — Granby. 3508
Ordonnance N° 40-56 — Louiseville. 3509
Ordonnance N° 41-56 — Magog. 3511
Ordonnance N° 45-56 — Richmond. 3512
Ordonnance N° 48-56 — Stanstead. 3513
Ordonnance N° 59-56 — Waterloo. 3515
Ordonnance N° 61-56 — L'Assomption. 3516
Ordonnance N° 64-56 — Farnham. 3518
Ordonnance N° 78-56 — Charlevoix. 3519

Order No. 1-56 — Montreal. 3479
Order No. 2-56 — Quebec. 3481
Order No. 3-56 — Mauricie. 3483
Order No. 4-56 — Sherbrooke. 3484
Order No. 5-56 — St-Hyacinthe. 3486
Order No. 8-56 — St-Jean. 3488
Order No. 10-56 — Valleyfield. 3490
Order No. 11-56 — Drummondville. 3491
Order No. 14-56 — Sorel. 3493
Order No. 15-56 — St-Jérôme. 3495
Order No. 20-56 — Asbestos. 3496
Order No. 21-56 — Beauce. 3498
Order No. 25-56 — Lachûte. 3499
Order No. 27-56 — Lac St-Jean. 3501
Order No. 28-56 — Coaticook. 3503
Order No. 29-56 — Cowansville. 3504
Order No. 33-56 — Donnacona. 3505
Order No. 34-56 — East-Angus. 3507
Order No. 35-56 — Granby. 3508
Order No. 40-56 — Louiseville. 3509
Order No. 41-56 — Magog. 3511
Order No. 45-56 — Richmond. 3512
Order No. 48-56 — Stanstead. 3513
Order No. 59-56 — Waterloo. 3515
Order No. 61-56 — L'Assomption. 3516
Order No. 64-56 — Farnham. 3518
Order No. 78-56 — Charlevoix. 3519

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Municipalité scolaire de:

School Municipality of:

Rouge River (protestante) 3443
Ste-Thérèse, ville. 3443

Rouge River (protestant) 3443
Ste-Thérèse, town. 3443

MINES:

MINES:

Révocation de droits de mines. 3443

Revocation of mining rights. 3443

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

Service du Cadastre:

Cadastral Branch:

Batiscau, Seigneurie. 3445
Notre-Dame-des-Anges, paroisse. 3444
St-Joachim-de-Châteauguay, paroisse. 3444

Batiscau, Seigniorie. 3445
Notre-Dame-des-Anges, parish. 3444
St-Joachim-de-Châteauguay, parish. 3444

TRAVAIL:

LABOUR:

Industrie ou métiers de:

Industry or Trades of:

Ascenseurs (Modification) 3445

Elevators (Amendment) 3445

EXAMENS DU BARREAU:

BAR EXAMINATIONS:

Abitibi-Témiscamingue: étude. 3446
Montréal: étude. 3446

Abitibi-Témiscamingue: study. 3446
Montreal: study. 3446

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Art Neon Signs Ltd. 3392
Blueridge Plaza Company Limited. 3393
Blubin Enterprises Inc. 3393
Canadian Garage Door Opener Ltd. 3393
Canadian Hemophilia Society — Société
Canadienne de L'Hémophilie. 3394
Capri Knitting Mills Ltd. 3394
Citta Inc. 3394
Clear Lake Lumber Limited. 3395
Comité des Loisirs de Shawinigan
Falls Inc. 3395

Art Neon Signs Ltd. 3392
Blueridge Plaza Company Limited. 3393
Blubin Enterprises Inc. 3393
Canadian Garage Door Opener Ltd. 3393
Canadian Hemophilia Society — Société
Canadienne de L'Hémophilie. 3394
Capri Knitting Mills Ltd. 3394
Citta Inc. 3394
Clear Lake Lumber Limited. 3395
Comité des Loisirs de Shawinigan
Falls Inc. 3395

Compagnie J. B. Dugas Ltée.....	3395	Compagnie J. B. Dugas Ltée.....	3395
Darifarm Foods Limited.....	3396	Darifarm Foods Limited.....	3396
Davis Realty & Investment Corpora- tion.....	3396	Davis Realty & Investment Corpora- tion.....	3396
Deschamps Limitée.....	3396	Deschamps Limitée.....	3396
Devon Investments, Inc.....	3397	Devon Investments, Inc.....	3397
Eastern Townships Iron and Metal Inc.	3397	Eastern Townships Iron and Metal Inc.	3397
Éliane Hat Mfg. Ltd.....	3397	Éliane Hat Mfg. Ltd.....	3397
Elmar Company Limited.....	3398	Elmar Company Limited.....	3398
Emilien Allard Limitée.....	3398	Emilien Allard Limitée.....	3398
Enomis Inc.....	3398	Enomis Inc.....	3398
Executive Holdings Incorporated.....	3399	Executive Holdings Incorporated.....	3399
Forum Service Station Inc.....	3399	Forum Service Station Inc.....	3399
Garage Asselin & Fils Inc.....	3399	Garage Asselin & Fils Inc.....	3399
Garland Stationery & Coffee Shop Inc..	3399	Garland Stationery & Coffee Shop Inc..	3399
Hôpital Crescent Inc.—Crescent Hos- pital Inc.....	3440	Hôpital Crescent Inc.—Crescent Hos- pital Inc.....	3440
Immeubles Clairval Ltée — Clairval Realties Ltd.....	3400	Immeubles Clairval Ltée — Clairval Realties Ltd.....	3400
Jay Realities Ltd.....	3400	Jay Realities Ltd.....	3400
Jerry Enterprises Co. Ltd.—Les En- treprises Jerry Co. Ltée.....	3401	Jerry Enterprises Co. Ltd.—Les En- treprises Jerry Co. Ltée.....	3401
La Lingerie Airjean Ltée.....	3401	La Lingerie Airjean Ltée.....	3401
Lambert Hébert Incorporé.....	3401	Lambert Hébert Incorporé.....	3401
Laurenso Inc.....	3402	Laurenso Inc.....	3402
Laurentien Lefebvre & Fils Limitée...	3402	Laurentien Lefebvre & Fils Limitée...	3402
Lausanne Inc.....	3402	Lausanne Inc.....	3402
Les Développements Industriels Cham- bly Inc.—Chambly Industrial Deve- lopments Inc.....	3403	Les Développements Industriels Cham- bly Inc.—Chambly Industrial Deve- lopments Inc.....	3403
Les Développements Ste-Adèle Inc.— St. Adele Developments Inc.....	3403	Les Développements Ste-Adèle Inc.— St. Adele Developments Inc.....	3403
Les Immeubles Langlais Inc.....	3404	Les Immeubles Langlais Inc.....	3404
Les Pétroles Merit Ltée — Merit Petro- leum Ltd.....	3404	Les Pétroles Merit Ltée — Merit Petro- leum Ltd.....	3404
L'Immeuble Rural Ltée.....	3404	L'Immeuble Rural Ltée.....	3404
Louis Champagne Incorporé.....	3405	Louis Champagne Incorporé.....	3405
Louis Laporte Inc.....	3405	Louis Laporte Inc.....	3405
Magasin Labelle Ltée.....	3405	Magasin Labelle Ltée.....	3405
Manic Terrazo Ltée.....	3406	Manic Terrazo Ltée.....	3406
Margot's Woolcraft Ltd.....	3406	Margot's Woolcraft Ltd.....	3406
Monaco Hotel Inc.....	3406	Monaco Hotel Inc.....	3406
Mortimer Investment Corporation.....	3406	Mortimer Investment Corporation.....	3406
Motel Haute Rive Inc.....	3407	Motel Haute Rive Inc.....	3407
Montpetit Finance Inc.....	3407	Montpetit Finance Inc.....	3407
Mountain Meat Market Ltd.....	3407	Mountain Meat Market Ltd.....	3407
Namen Inc.....	3408	Namen Inc.....	3408
Nebra Investment Corp.....	3408	Nebra Investment Corp.....	3408
Normandie Securities Limited.....	3408	Normandie Securities Limited.....	3408
North Finance Corporation.....	3409	North Finance Corporation.....	3409
Pego's (Montreal) Inc.....	3409	Pego's (Montreal) Inc.....	3409
Prudential Investment Corp.....	3409	Prudential Investment Corp.....	3409
Quebec Plastic Inc.....	3410	Quebec Plastic Inc.....	3410
Radio Technique Inc.....	3410	Radio Technique Inc.....	3410
Restaurant Vogue Ltée.....	3410	Restaurant Vogue Ltée.....	3410
Rita Wolfe Inc.....	3411	Rita Wolfe Inc.....	3411
Romany Holdings Ltd.....	3411	Romany Holdings Ltd.....	3411
Sanitary Contractors Ltd.....	3411	Sanitary Contractors Ltd.....	3411
Selective Lumber Inc.....	3412	Selective Lumber Inc.....	3412
Spinning Craft Co. Ltd.....	3412	Spinning Craft Co. Ltd.....	3412
Star Construction Services Ltd.....	3412	Star Construction Services Ltd.....	3412
St. Constant Development Corp.....	3413	St. Constant Development Corp.....	3413
Sturdy Steel Products Corporation.....	3413	Sturdy Steel Products Corporation.....	3413
Stylemaster Garment Inc.....	3413	Stylemaster Garment Inc.....	3413
Sun Research Ltd.....	3414	Sun Research Ltd.....	3414
Télédistribution Inc.....	3414	Télédistribution Inc.....	3414
The Wholesale Butchers Guild of Mont- real.....	3414	The Wholesale Butchers Guild of Mont- real.....	3414
Théode Robidoux Inc.....	3415	Théode Robidoux Inc.....	3415
Trans-Act. Inc.....	3415	Trans-Act. Inc.....	3415
Trans-Quebec Finance Inc.....	3415	Trans-Quebec Finance Inc.....	3415
United Surgical Supplies Ltd.....	3416	United Surgical Supplies Ltd.....	3416
Urbania Inc.....	3416	Urbania Inc.....	3416
Valmor Chibougamau Mining Company Ltd.....	3416	Valmor Chibougamau Mining Company Ltd.....	3416
Wash-A-Matic Inc.....	3417	Wash-A-Matic Inc.....	3417
Wonder Metals Mines Ltd.....	3417	Wonder Metals Mines Ltd.....	3417
Your Valet & Tailor, Inc.....	3417	Your Valet & Tailor, Inc.....	3417

Yval Simon Inc.....	3418	Yval Simon Inc.....	3418
960 Victoria Square Inc.....	3418	960 Victoria Square Inc.....	3418

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Château Ste-Rose Limitée.....	3418
Holland America Line (Canada) Limited.....	3419
Industrial Builders Limited.....	3419
John Breakey Limited.....	3419

SUPPLEMENTARY LETTRES PATENT:

Château Ste-Rose Limitée.....	3418
Holland America Line (Canada) Limited.....	3419
Industrial Builders Limited.....	3419
John Breakey Limited.....	3419

LIQUIDATION, AVIS DE:

Syndicat Coopératif Industriel de Louisville.....	3445
---	------

WINDING UP NOTICES:

Syndicat Coopératif Industriel de Louisville.....	3445
---	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Arex Indemnity Company (Annulation).....	3446
--	------

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Arex Indemnity Company (Cancellation).....	3446
--	------

ORDRE DE COUR:

Viger vs Forcier.....	3447
-----------------------	------

RULE OF COURT:

Viger vs Forcier.....	3447
-----------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3447
---	------

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	3447
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Art Neon Signs Ltd.....	3448
Eastern Townships Iron and Metal Inc.....	3448
Radio Technique Inc.....	3448

HEAD OFFICES:

Art Neon Signs Ltd.....	3448
Eastern Townships Iron and Metal Inc.....	3448
Radio Technique Inc.....	3448

SOUSSIONS:

Granby, comm. scolaire.....	3449
St-Jean, comm. scolaire.....	3450
St-Sauveur, paroisse.....	3451

TENDERS:

Granby, school comm.....	3449
St-Jean, school comm.....	3450
St-Sauveur, parish.....	3451

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Gagnon, Albert.....	3452
Lavertu, Maurice.....	3453
L'Espérance, Marcel.....	3454
Néron, Henri.....	3454

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Gagnon, Albert.....	3452
Lavertu, Maurice.....	3453
L'Espérance, Marcel.....	3454
Néron, Henri.....	3454

VENTE POUR TAXES:

Hull, cité.....	3455
-----------------	------

SALE FOR TAXES:

Hull, city.....	3455
-----------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Vigneault.....	3459
---	------

ABITIBI:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Vigneault.....	3459
---	------

BEAUCE:

Boutin vs Dumont.....	3460
Garage J. R. Plourde Ltée vs Trudel... ..	3460
Thibodeau vs Maheux.....	3460

BEAUCE:

Boutin vs Dumont.....	3460
Garage J. R. Plourde Ltée vs Trudel... ..	3460
Thibodeau vs Maheux.....	3460

HULL:

Vaillancourt vs Lamarche.....	3461
-------------------------------	------

HULL:

Vaillancourt vs Lamarche.....	3461
-------------------------------	------

KAMOURASKA:

La Banque Provinciale du Canada vs Dumont.....	3461
--	------

KAMOURASKA:

The Provincial Bank of Canada vs Dumont.....	3461
--	------

PONTIAC:

Smith vs Béland.....	3461
----------------------	------

PONTIAC:

Smith vs Béland.....	3461
----------------------	------

QUÉBEC:

United Loan Corporation vs Belzile.... 3462

SAINT-FRANÇOIS:

Codère Limitée vs Boisvert 3462

TERREBONNE:

Groulx vs Joly *et vir.* 3463

43456-o

QUEBEC:

United Loan Corporation vs Belzile.... 3462

SAINT FRANCIS:

Codère Limitée vs Boisvert 3462

TERREBONNE:

Groulx vs Joly *et vir.* 3463

43456-o